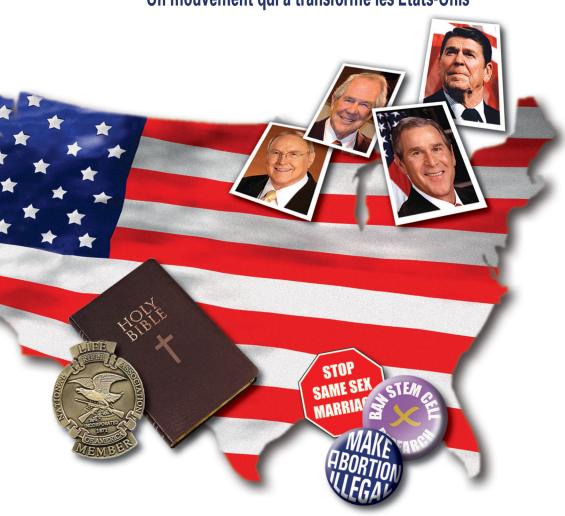


Sous la direction de CHARLES-PHILIPPE DAVID et JULIEN TOURREILLE

# LE CONSERVATISME AMÉRICAIN

Un mouvement qui a transformé les États-Unis





# LE CONSERVATISME AMÉRICAIN

#### PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450

Québec (Québec) G1V 2M2

Téléphone: (418) 657-4399 • Télécopieur: (418) 657-2096

Courriel: puq@puq.ca • Internet: www.puq.ca

#### Diffusion / Distribution:

#### CANADA et autres pays

DISTRIBUTION DE LIVRES UNIVERS S.E.N.C. 845, rue Marie-Victorin, Saint-Nicolas (Québec) G7A 3S8

Téléphone: (418) 831-7474/1-800-859-7474 • Télécopieur: (418) 831-4021

FRANCE AFPU-DIFFUSION SODIS BELGIQUE
PATRIMOINE SPRL
168, rue du Noyer
1030 Bruxelles
Belgique

SUISSE SERVIDIS SA 5, rue des Chaudronniers, CH-1211 Genève 3 Suisse



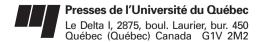
La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

# LE CONSERVATISME AMÉRICAIN

Un mouvement qui a transformé les États-Unis

Sous la direction de CHARLES-PHILIPPE DAVID et JULIEN TOURREILLE

#### 2007



Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre:

Le conservatisme américain (Enjeux contemporains; 7)

Comprend des réf. bibliogr. et un index.

ISBN 978-2-7605-1496-6

1. Conservatisme - États-Unis. 2. Progressisme - États-Unis. 3. États-Unis - Politique et gouvernement - 20° siècle. 4. Republican Party (É.-U.: 1854- ). 5. États-Unis - Relations extérieures - 20° siècle. I. David, Charles-Philippe. II. Tourreille, Julien, 1979- . III. Collection: Enjeux contemporains (Presses de l'Université du Québec); 7.

JC573.2.U6C66 2007 320.520973 C2007-940894-X

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

La publication de cet ouvrage a été rendue possible grâce à l'aide financière de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Mise en pages: INFOSCAN COLLETTE QUÉBEC

Couverture: RICHARD HODGSON

#### 123456789 PUQ 2007 987654321

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés © 2007 Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 3° trimestre 2007 Bibliothèque et Archives nationales du Québec / Bibliothèque et Archives Canada Imprimé au Canada

## **Table des matières**

Comprendre le conservatisme pour mieux comprendre les États-Unis
Charles-Philippe David et Julien Tourreille  1. Un courant dominant
2 qui n'est pas à l'abri de fortes turbulences
2 qui n'est pas à l'abri de fortes turbulences
PARTIE 1  Le conservatisme, un mouvement qui a transformé la société américaine  CHAPITRE 1  Les origines du mouvement conservateur américain contemporain 13  Lee Edwards  1. Les années 1950, ou les origines du conservatisme américain 15  1.1. William F. Buckley Jr. et la National Review 16
Le conservatisme, un mouvement qui a transformé la société américaine  CHAPITRE 1  Les origines du mouvement conservateur américain contemporain 13  Lee Edwards  1. Les années 1950, ou les origines du conservatisme américain 15  1.1. William F. Buckley Jr. et la National Review 16
la société américaine  CHAPITRE 1 Les origines du mouvement conservateur américain contemporain
CHAPITRE 1  Les origines du mouvement  conservateur américain contemporain
Les origines du mouvement  conservateur américain contemporain
<ul> <li>conservateur américain contemporain</li></ul>
Lee Edwards  1. Les années 1950, ou les origines du conservatisme américain 15 1.1. William F. Buckley Jr. et la National Review
1.1. William F. Buckley Jr. et la <i>National Review</i> 16
1.2. Barry Goldwater et The Conscience of a Conservative 17
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
2. Les années 1980, ou le triomphe du conservatisme américain 19
2.1. L'ère Reagan: la puissance du conservatisme en héritage 19
2.1.1. La Nouvelle Droite et les néoconservateurs 20
2.1.2. Reagan président, une décennie remarquable 20
2.1.3. L'héritage de Ronald Reagan
2.2. La fin de l'ère Reagan et les tensions au sein
du mouvement conservateur
2.2.1. Newt Gingfiell et le <i>Contract with America</i>
Bibliographie sélective

CHAPITRE 2	
Politique et religion: le glissement conservateur	
de la société américaine? Élisabeth Vallet	27
1. L'incontournable religiosité de la vie politique américaine	29
1.1. Une société profondément religieuse	29
1.2 dont le fondamentalisme doit être nuancé	32
2. L'opportune et éphémère alliance du conservatisme social	
et du conservatisme religieux	33
2.1. Une alliance tactique renforcée par	
le 11 septembre 2001	34
2.2. La religion comme vecteur de glissement conservateur	
de la société américaine	35
Bibliographie sélective	39
CHAPITRE 3	
Le conservatisme chez les minorités raciales et sexuelles:	
une percée inéluctable?	41
Greg Robinson	
1. Les Afro-Américains et le conservatisme :	
d'une fracture profonde à une entente conjoncturelle?	42
1.1. Le fossé entre la communauté noire et le mouvement	4.0
conservateur	42
de séduire l'électorat afro-américain	44
	44
2. Le mariage des couples de même sexe ou le glissement conservateur du mouvement gai et lesbien	46
2.1. D'un mouvement libéral de défense des droits civils	46
2.2 à la promotion d'une valeur conservatrice,	10
le mariage gai?	48
Bibliographie sélective	51
0 1	
CHAPITRE 4	
Le virage conservateur des médias américains:	
un effet structurant sur l'opinion publique? Karine Prémont	53
1. La perception d'un penchant libéral dans le traitement	
de l'information	54
1.1. La perception d'un biais dans le traitement	
des sujets d'actualité	54
1.1.1. Lors des élections	54
1.1.2. Le terrorisme	56 56
1.1.3. La guerre en Irak 1.2. Des journalistes plus libéraux	56 56
1.2. Dos journanstos prus indiaux	50

Table des matières —	IX
Les facteurs du virage conservateur des médias américains     2.1. L'arrivée des grands conglomérats médiatiques	58 58 60
à des conservateurs unis	61 65
PARTIE 2 Le conservatisme, un mouvement qui structure la vie politique américaine	
CHAPITRE 5 L'avenir des démocrates: surmonter l'obstacle du libéralisme  Julien Tourreille	69
Triomphe et déclin du libéralisme, splendeur et misère du Parti démocrate	71 71 73 74
Réaffirmer son identité progressiste:     le défi du Parti démocrate	76 78
2.2. Le progressisme au cœur de l'identité du Parti démocrate	80
2.3. Constituer un <i>mouvement</i> progressiste	83
Bibliographie sélective	84
CHAPITRE 6 L'influence indéniable mais limitée des conservateurs au Sénat américain	87
<ol> <li>Les élections au Congrès et le triomphe conservateur</li></ol>	89 89 92
2. Les limites à l'influence du conservatisme au Sénat	96 96

conservatrice?....

Bibliographie sélective.....

98

102

CHAPITRE 7	
Essor et déclin du néoconservatisme au sein	
de l'administration Bush	103
Jean-Frédéric Légaré-Tremblay	
1. La constitution d'une alliance entre nationalistes	
et néoconservateurs	105
1.1. Le réseau bureaucratique de Richard Cheney	105
et néoconservateurs	108
2. L'alliance idéologique à l'épreuve des événements	116
2.1. Et vint le 11 septembre : l'essor du néoconservatisme 2.2. La guerre en Irak ou le début de la fin	116
pour les néoconservateurs	123
Bibliographie sélective	126
CHAPITRE 8	
Vers une incompréhension mutuelle nord-américaine:	
le Canada est-il devenu plus européen qu'américain?	129
Louis Balthazar	123
1. Le conservatisme américain et le mythe de la rupture	
États-Unis–Canada	130
1.1. L'influence mitigée de la religion	131
1.2. Des différences géographiques marquées	132
<ul><li>2. Une différence canadienne moins nette que revendiquée</li><li>2.1. Une identité canadienne traditionnellement opposée</li></ul>	133
à l'américaine	134
2.2. Une vague conservatrice nord-américaine	405
qui rapprocherait le Canada et les États-Unis?	135
Bibliographie sélective	137
CHAPITRE 9	
Des États-Unis conservateurs peuvent-ils dialoguer	
avec une Europe « progressiste »?	
L'avenir des relations transatlantiques	139
Barthélémy Courmont	
1. L'administration Bush II et l'Europe	141
2. La reconversion des néoconservateurs	143
3. Comment dialoguer? Leçons pour les Européens	145
Bibliographie sélective	146

CONCLUSION	
Le conservatisme américain,	
au-delà des droits individuels	147
Christian Rioux	
1. La droite ou les droites américaines?	148
2. Le moment néoconservateur	150
3. La question religieuse	
4. La gauche américaine	154
Bibliographie sélective	156
Bibliographie générale	157
Index	163
À propos des auteurs	167



## Comprendre le conservatisme pour mieux comprendre les États-Unis

Charles-Philippe David et Julien Tourreille

For the Right, the rise of conservatism is not a matter of political strategy and electoral opportunism; it goes to the heart of what it means to be an American – and what other countries lack<sup>1</sup>.

John Micklethwait et Adrian Wooldridge (2004). The Right Nation. Conservative Power in America, New York, Penguin Books, p. 19.

Les États-Unis ne se limitent pas à l'image qu'en projette la culture populaire produite à Hollywood ou à l'idée que peut s'en faire un visiteur étranger qui, dans l'immense majorité des cas, n'aura déambulé que dans Manhattan, Boston ou San Francisco. Au-delà des îlots que représentent les côtes est et ouest, ouverts sur le monde et berceaux de révolutions sociales majeures, comme la révolution de 1776, le *New Deal* des années 1930, la contre-culture de la fin des années 1960, le militantisme écologique, la promotion de l'égalité des droits pour les homosexuels ou l'Internet, il existe un vaste espace continental qui abrite la plupart des 300 millions d'Américains.

Cette « Amérique profonde » pèse de plus en plus dans le paysage politique des États-Unis dont elle déplace le centre de gravité vers la droite. En effet, même si les préférences des Américains ont évolué en faveur de politiques plus progressistes, de gauche, il n'en demeure pas moins que 60 % d'entre eux sont favorables à la peine de mort ou que seulement 40 % ont une vision positive des syndicats<sup>2</sup>. Comme le soutiennent John Micklethwait et Adrian Wooldridge dans The Right Nation. Conservative Power in America, il convient donc de reconnaître d'emblée que les États-Unis sont plus conservateurs, plus à droite que les autres grandes démocraties occidentales. Pétris d'une culture politique dont la liberté individuelle est une caractéristique essentielle<sup>3</sup>, les Américains acceptent généralement un niveau moins élevé d'interventionnisme étatique et des niveaux d'inégalité plus élevés. Par exemple, les États-Unis sont le seul pays développé à ne pas avoir un service public d'assurance maladie<sup>4</sup>. Pays largement plus attaché à la pratique religieuse en comparaison des standards européens, les questions de l'avortement, des mariages entre conjoints de même sexe et de recherche sur les cellules souches y suscitent des débats politiques vifs et passionnés. Enfin, les États-Unis sont plus enclins à l'usage de la force armée dans les relations internationales, de facon unilatérale au besoin, et plus mesurés vis-à-vis des organisations et traités internationaux que leurs alliés traditionnels, en particulier l'Europe et le Canada.

<sup>2.</sup> The Economist, « Not quite right », 2 décembre 2005, p. 32.

<sup>3.</sup> Sur cette question, voir Louis Balthazar, «Chapitre 2. Le cadre culturel: le style national», dans Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse (2003). *La politique étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Science Po, p. 41-70.

<sup>4.</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldrigde, op. cit., p. 6-8.

#### 1. UN COURANT DOMINANT...

Cet ancrage à droite est cependant récent. En effet, pendant la première moitié du XXe siècle les idées de gauche, qualifiées de «libérales» aux États-Unis<sup>5</sup>, étaient tellement dominantes qu'elles semblaient irrévocablement l'emporter. Le New Deal de Franklin Delano Roosevelt avait en effet démontré l'efficacité de l'interventionnisme étatique pour sortir de la Grande Dépression. Avec son projet de Great Society, le président Johnson avait pour ambition d'instaurer un État providence à l'européenne. Outre l'égalité juridique pour les Afro-Américains, il imposa ainsi des restrictions plus sévères sur les armes à feu, légalisa l'avortement et mit en place un système de discrimination positive<sup>6</sup>. Dans les années 1950-1960, le libéralisme américain était alors si dominant que le conservatisme était jugé avec mépris et condescendance par les rares personnes qui daignaient s'y intéresser. Il était perçu au mieux comme une gesticulation intellectuelle de la part de marginaux incapables de produire des idées cohérentes; au pire, comme l'idéologie passéiste des années troubles du mccarthisme et de la chasse aux sorcières communistes<sup>7</sup>.

Or le virage à droite des États-Unis est le résultat d'un mouvement conservateur qui s'organise assez paradoxalement à l'époque même où le libéralisme connaît son apogée. Tenu pour négligeable, le conservatisme connaît en fait dans les années 1950 une période de maturation et de fécondité intellectuelles remarquable. Considéré hâtivement comme laminé et enterré à la suite de la cuisante défaite aux élections présidentielles de 1964 du candidat qui s'en réclamait, Barry Goldwater, le mouvement conservateur contemporain plonge ses racines et puise son énergie dans cette défaite fondatrice. Dès cette période de gestation, ce mouvement revêt une caractéristique particulièrement forte. Il rassemble des sensibilités conservatrices diverses, allant des conservateurs traditionnels opposés à des changements sociaux trop rapides et brutaux aux néoconservateurs militants d'une politique étrangère proactive, en passant par les paléoconservateurs, tenants d'un ordre social articulé autour de valeurs traditionnelles, au premier rang desquelles la famille. Cette hétérogénéité pose deux difficultés majeures. Premièrement, sur le plan analytique, il serait téméraire, voire erroné, de prétendre en donner une définition simple et concise. C'est pourquoi cet ouvrage

<sup>5.</sup> Ce point de vocabulaire doit absolument être gardé à l'esprit tout au long de la lecture de cet ouvrage. En effet, alors que dans bon nombre de pays, particulièrement en Europe, le terme «libéral» est associé à des politiques dites de droite, telles que le laisser-faire économique, la dérégulation et la diminution de l'interventionnisme étatique, il désigne aux États-Unis des politiques de gauche, sociales-démocrates comme la mise en place d'un programme public d'assurance maladie ou la lutte gouvernementale contre la pauvreté. Nous utiliserons donc dans cet ouvrage le terme «libéral» dans ce sens américain.

<sup>6.</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldrigde, op. cit., p. 9.

<sup>7.</sup> Jennifer Burns (2004). «In Retrospect: George Nash's *The Conservative Intellectual Movement in American since 1945* », *Reviews in America History*, vol. 32, septembre, p. 447-462.

s'attachera plutôt à dégager les grands principes, les composantes et les tendances du conservatisme américain. Deuxièmement, la diversité est certes révélatrice de vitalité intellectuelle, mais elle représente dans une perspective politique un défi considérable pour parvenir à unifier et satisfaire les différentes chapelles du mouvement dans la conquête et l'exercice du pouvoir. Le conservatisme américain n'est ainsi pas à l'abri de périodes délicates, voire tumultueuses.

Toujours vivant, alors que longtemps perçu comme défait, encore fallait-il au mouvement conservateur américain un porteur dans l'arène politique qui soit capable de l'incarner et surtout de l'unifier. Depuis Barry Goldwater, c'est le Parti républicain qui joue ce rôle. Dans les années 1950, les républicains Dwight Eisenhower, alors président, et Richard Nixon considéraient par exemple qu'un homme politique efficace et compétent à Washington devait être libéral. Or, en 2002, les républicains à la Chambre des représentants obtenaient un taux moyen de conservatisme de 91 % contre 63 % en 19728, et la réélection de George W. Bush en novembre 2004 fut considérée comme l'avènement d'une ère conservatrice devant durer 30 ans. Barry Goldwater introduisit le conservatisme au sein du Parti républicain; Ronald Reagan l'imposa dans la vie politique américaine. Élu par une majorité écrasante en 1980, l'ancien acteur incarna un vent d'optimisme, un retour de l'Amérique, après une présidence de Jimmy Carter largement perçue comme un échec à sortir le pays d'une période particulièrement délicate, les années 1970, marquées par la défaite au Vietnam, le scandale du Watergate, la crise économique et l'effacement des États-Unis sur la scène internationale. Au-delà du renouveau apporté par Reagan et dont un symbole fort fut la libération des otages de la crise iranienne 20 minutes à peine après son investiture, le président républicain fut l'instigateur d'une révolution d'essence clairement conservatrice<sup>9</sup>. Le premier axe de la «révolution Reagan» est la réduction de la taille du gouvernement fédéral, en particulier dans ses fonctions de régulation. Cela s'est traduit par l'application moindre, voire le rejet, des mesures adoptées sous les administrations précédentes, telles la discrimination positive ou les normes environnementales, autant de règles qui étaient considérées comme trop contraignantes pour des entreprises qui sont le moteur de l'activité économique et donc de l'emploi. Le second axe est la diminution des impôts. Elle fut mise en œuvre dès 1981 avec le Economic Recovery Act, loi qui réduisit de 25 % les impôts fédéraux et abaissa

<sup>8.</sup> Ce taux de conservatisme est calculé par un groupe d'intérêt conservateur, l'American Conservative Union, sur la base des votes des représentants et des sénateurs. Cité tel que présenté par John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *op. cit.*, p. 416.

<sup>9.</sup> Il convient cependant de souligner que Ronald Reagan était un conservateur pour le moins paradoxal. Divorcé, n'allant pas à la messe, favorable à l'avortement, il avait augmenté les impôts lors de ses mandats comme gouverneur de Californie. Il a vu par ailleurs sa présidence entachée par des scandales (l'affaire Iran-Contra en particulier) et conduire à un creusement colossal du déficit du budget de l'État fédéral. Autant de comportements qui sont bien éloignés de l'orthodoxie conservatrice dont il est encore considéré comme le héraut.

le plafond de l'impôt sur le capital de 70 à 50 %. Le troisième et dernier grand axe de cette révolution consista en l'augmentation massive des budgets de la Défense. Symbolisée par le projet de bouclier antimissile « Star Wars », cette course aux armements, en rupture avec les politiques de détente de Nixon et Carter, exténua l'Union soviétique et précipita sa chute.

### 2. ... QUI N'EST PAS À L'ABRI DE FORTES TURBULENCES

Le conservatisme est donc une composante sociale et politique forte des États-Unis contemporains. Elle a permis au Parti républicain de connaître de nombreux succès électoraux. Les républicains ont ainsi remporté cinq des sept dernières élections présidentielles et au cours des 30 dernières années ils ont conquis à de nombreuses reprises des majorités au Congrès, dans les législatures des États et dans les postes de gouverneurs. La domination électorale de l'idéologie conservatrice n'est cependant pas immuable, loin de là, et tant mieux pour la santé d'un pays démocratique. Ainsi, la «révolution conservatrice» qui vit Newt Gingrich mener le Parti républicain à la conquête de la majorité au Congrès en 1994 (une première depuis les années 1950) s'est fracassée sur les scandales, les vicissitudes, et le harcèlement républicain contre le président Clinton dans l'affaire Lewinsky. En 1996, les républicains furent incapables de regagner la Maison-Blanche et ils perdirent leur majorité au Congrès lors des élections de 1998.

Dans cette succession de victoires et de défaites électorales du Parti républicain qui ont scandé la longue marche du mouvement conservateur vers le devant de la scène politique américaine, la période actuelle, celle du second mandat du président George W. Bush, semble particulièrement délicate. Le conservatisme traverse une zone de fortes turbulences<sup>10</sup>. Élu dans la controverse en 2000, vainqueur des élections de mi-mandat de 2002 à la suite desquelles les républicains ont repris la majorité au Congrès, réélu plutôt aisément en 2004, George W. Bush apparaissait comme le porte-étendard d'une «ère conservatrice» que son principal conseiller Karl Rove voyait dominer la scène politique américaine pendant 30 ans. Comme Ronald Reagan, George W. Bush a mené une politique rompant nettement avec des préceptes fondamentaux du conservatisme<sup>11</sup>. La réduction des impôts et la hausse des dépenses militaires à la suite des attentats du 11 septembre 2001 se sont traduites, comme sous la présidence Reagan, par un creusement considérable du déficit du gouvernement fédéral qui préoccupe au plus haut point les conservateurs fiscaux. L'intervention en Irak de mars 2003 relève d'un messianisme et d'un unilatéralisme dont les conservateurs

Karen Tumulty, «How The Right Went Wrong», Time Magazine, 26 mars 2007, p. 18-24.

<sup>11.</sup> Ross Douthat, «It's His Party», The Atlantic, mars 2007, p. 21-22.

en matière de relations internationales, les réalistes, sont peu friands et très critiques. Les gestes en faveur de la droite religieuse, tels la Faith-based Înitiative<sup>12</sup> ou le soutien à un amendement constitutionnel interdisant les mariages de conjoints de même sexe, ont également froissé les conservateurs modérés. Comme Reagan, George W. Bush est parvenu à maintenir la cohésion entre les différentes composantes de l'électorat conservateur pour remporter ses succès électoraux de 2000, 2002 et 2004. Or, depuis les tout premiers mois de son second mandat, cette cohésion s'effrite irrémédiablement. Les erreurs de l'administration Bush sont directement à l'origine de cette zone de turbulences. La gestion défaillante des conséquences de l'ouragan Katrina en septembre 2005, les scandales de mœurs et de corruption qui ont entaché les représentants républicains et l'impopularité grandissante de la guerre en Irak sont les principaux éléments qui ont terni l'étoile de George W. Bush. Son second mandat chaotique s'est alors traduit par un mécontentement grandissant chez les conservateurs, par la victoire des démocrates aux élections de mi-mandat de novembre 2006 et par un profond sentiment de malaise chez les républicains à l'approche des échéances électorales de 2008 lors desquelles ils craignent de perdre la Maison-Blanche<sup>13</sup>.

Alors que les conservateurs fiscaux dénoncent le creusement des déficits, que les conservateurs modérés sont irrités par l'appui trop marqué à la droite religieuse, que les réalistes dénoncent avec plus de force l'aventure irakienne et que les néoconservateurs reprochent à la Maison-Blanche de ne pas avoir mis les moyens nécessaires à la victoire en Irak et à la propagation de la démocratie au Moyen-Orient, il serait pourtant prématuré d'annoncer le déclin du conservatisme. Comme il fut prématuré de proclamer sa victoire irrémédiable. Certes, George W. Bush n'est plus en mesure au cours de son second mandat de rallier et d'unifier les différentes factions du mouvement conservateur. Pour autant, les victoires des démocrates aux élections de novembre 2006, voire même aux présidentielles de 2008, ne signifient pas la remise en cause du conservatisme et le retour en force du libéralisme. Un mouvement qui a survécu à la mort de l'une de ses figures de proue, Robert Taft, en 1953, à la débâcle de Barry Goldwater en 1964, à l'affaire Iran-Contra en 1986, et à la disgrâce de Newt Gingrich en 1998 peut surmonter le résultat des élections de 2006 et les difficultés, voire les errements, de l'administration Bush. En effet, comme les élections de 1994 avaient sanctionné les dérives interventionnistes de l'administration Clinton, le scrutin de 2006 traduit le rejet d'un gouvernement

<sup>12.</sup> Programme destiné à soutenir les organisations religieuses, essentiellement évangéliques, qui fournissent de l'assistance en particulier dans le domaine scolaire.

<sup>13.</sup> Selon un sondage *The New York Times/CBS News* du 13 mars 2007, 59% des républicains jugent leur parti divisé, 57% ne sont pas satisfaits des candidats de leur parti pour l'élection présidentielle de 2008 qui sont déjà en course, et 46% seulement pensent que le prochain président des États-Unis sera un des leurs. Adam Nagourney et Megan Thee, «G.O.P Voters Voice Anxieties on Party's Fate», *The New York Times*. 13 mars 2007.

pléthorique, irresponsable fiscalement et s'immiscant trop fortement dans les choix individuels lorsque le Congrès républicain a voulu imposer la réalimentation artificielle de Terri Schiavo en octobre 2005. De plus, l'élection lors de ce scrutin de représentants et sénateurs démocrates pro-vie et favorables aux armes à feu ainsi que les efforts de Hillary Clinton pour courtiser les électeurs conservateurs dans la perspective des présidentielles de 2008 démontrent une progression du conservatisme. Mais plus fondamentalement, et au-delà du temps court des élections aux États-Unis, le mouvement conservateur semble aujourd'hui n'avoir jamais été aussi fort et préparé pour la bataille d'idées qui s'annonce<sup>14</sup> et qui, comme les précédentes, dynamisera et oxygénera la vie politique et sociale américaine. Lee Edwards dresse ainsi la liste des atouts d'un mouvement qui était marginal, désorganisé et inefficace il y a seulement 40 ans: il dispose de puissants incubateurs d'idées à Washington avec les think tanks que sont la Heritage Foundation et le Cato Institute; d'organisations étudiantes déterminées et proactives dans un nombre grandissant d'universités (par exemple, l'Intercollegiate Studies Institute); d'émissions de radio parmi les plus populaires; et des revues et journalistes (The Weekly Standard, George Will, Charles Krauthammer) qui font autorité<sup>15</sup>.

#### 3. STRUCTURE DE L'OUVRAGE

Il existe en langue anglaise de nombreux ouvrages traitant du conservatisme américain, que ce soit le classique de George Nash, *The Conservative Intellectual Movement in America Since 1945*<sup>16</sup>, qui a permis d'identifier et de mieux cerner les trois ingrédients majeurs du conservatisme américain (le libertarisme, l'anticommunisme et le conservatisme traditionnel), ou le remarquable *The Right Nation. Conservative Power in America*<sup>17</sup> dans lequel John Micklethwait et Adrian Wooldridge exposent la force du mouvement dans les États-Unis contemporains. En revanche, il n'en existe pas, sinon trop peu, en français. Cet ouvrage contribuera, nous l'espérons, à combler ce manque préjudiciable à la compréhension de l'évolution profonde des États-Unis, de ses impacts

<sup>14.</sup> En effet, même si les élections de mi-mandat de 2006 ne signifient pas le retour du libéralisme et l'éclipse du conservatisme, les démocrates ont, avec les difficultés de l'administration Bush, une formidable opportunité de replacer les idées progressistes de gauche à l'avant-scène politique et sociale; encore faut-il qu'ils la saisissent. Paul Waldman (2006). Being Right Is Not Enough. What Progressives Must Learn from Conservative Success, Hoboken, NJ, John Wiley & Sons Inc.

<sup>15.</sup> Lee Edwards, «Conservative Movement Will Survive GOP Defeat», Foxnews.com, 18 novembre 2006. [En ligne]. <www.heritage.org/Press/Commentary/ed111806a. cfm> (Consulté le 30 novembre 2006).

George Nash (1996, réédition de l'ouvrage de 1976). The Conservative Intellectual Movement in America Since 1945, Wilmington, DE, Intercollegiate Studies Institute, 467 p.

<sup>17.</sup> Op. cit.

sur la politique intérieure américaine et de ses conséquences sur les relations des États-Unis avec leurs voisins, leurs alliés et le monde. Cette ambition doit cependant rester modeste tant le conservatisme américain est un sujet complexe, hétérogène et dynamique. Cet ouvrage ne saurait donc être considéré comme une somme définitive. Il a été pensé, conçu et voulu comme un portrait introductif.

La première partie relate la progression et l'imprégnation lente mais continue du mouvement conservateur dans l'ensemble de la société américaine. Dans le premier chapitre, Lee Edwards expose les origines du conservatisme contemporain à partir de la publication de l'ouvrage fondateur de Russell Kirk, The Conservative Mind, en 1953 et décrit l'évolution du mouvement à travers les trois grandes figures politiques qu'en sont Barry Goldwater, Ronald Reagan et George W. Bush. Dans le chapitre 2, Élisabeth Vallet analyse le lien étroit entre «religiosité» et conservatisme social. L'attachement ancien, mais renforcé dans la période récente, de la société américaine à la religion semble favoriser et ancrer un glissement conservateur, à tel point que l'ensemble des candidats potentiels pour les élections présidentielles de 2008, tant républicains que démocrates, accordent une très grande importance à la droite religieuse. Dans le chapitre 3, Greg Robinson met en évidence une tendance qui peut paraître de prime abord fort paradoxale. Le conservatisme a aujourd'hui acquis une résonance, mesurée certes mais non négligeable, dans deux communautés traditionnellement libérales: les Afro-Américains et les gais et lesbiennes. Ainsi, le militantisme en faveur du mariage des conjoints de même sexe apparaît comme une victoire du conservatisme. Dans le chapitre 4, Karine Prémont rappelle que pendant longtemps les médias furent percus par les conservateurs comme biaisés en leur défaveur. Or, l'évolution récente du paysage médiatique oblige à constater un certain virage à droite dont les effets sur les préférences de l'opinion publique ne sont pas négligeables.

La seconde partie analyse les répercussions politiques du conservatisme américain. Devant la progression et l'ancrage de celui-ci, le Parti démocrate, porteur du libéralisme, est confronté à un défi de taille. Au lieu qu'ils cherchent à prendre le virage à droite, Julien Tourreille soutient dans le chapitre 5 que l'avenir des démocrates passe certes par leur capacité à surmonter l'obstacle libéral, mais surtout par la réaffirmation de leur identité progressiste. Tandis que le Parti démocrate a remporté les élections de 2006, Frédérick Gagnon dresse dans le chapitre 6 le bilan de l'influence du conservatisme au Sénat depuis la victoire des républicains aux élections de 1994. Bien que celle-ci fût importante, elle n'a pas permis aux conservateurs de concrétiser toutes les ambitions de leur programme. Une autre influence doit également être nuancée: celle des néoconservateurs dans l'élaboration de la politique étrangère de George W. Bush. Même si les représentants de cette faction du conservatisme ont acquis un rôle déterminant au lendemain du 11 septembre 2001, en particulier avec l'intervention en Irak, ils n'ont pas fait main basse sur la politique étrangère des États-Unis comme

le souligne Jean-Frédéric Légaré-Tremblay au chapitre 7. Alors que les alliés traditionnels des États-Unis n'ont pas toujours perçu la montée du conservatisme dans la société américaine, l'ancrage de celui-ci peutil remettre en question les relations anciennes, denses et profondes qu'entretiennent les Américains avec les Canadiens et les Européens? Louis Balthazar concède dans le chapitre 8 que la montée du conservatisme aux États-Unis, avec en particulier la réélection de George W. Bush en 2004, a passablement affecté les relations avec le Canada. Pour autant, l'incompréhension mutuelle nord-américaine ne semble que passagère tant les sociétés américaine et canadienne sont moins différentes qu'on ne le dit et plus similaires qu'on ne le reconnaît. Dans le chapitre 9, Barthélémy Courmont soutient que les relations transatlantiques ont connu une période de tension indéniable lors de la crise irakienne de 2003. Or les difficultés de l'administration Bush en Irak même et la nécessité pour les Européens laissent entrevoir un renouveau de la relation indispensable entre les États-Unis et l'Europe.

Tout au long de cet ouvrage, les auteurs ont cherché à mettre en évidence à quel point la montée du conservatisme est un changement structurel majeur qui transforme la société et la politique américaines. Comme le relève Christian Rioux en conclusion, à cet égard comme à bien d'autres, il se pourrait même que les États-Unis aient été le foyer incubateur d'un mouvement amené à progresser au-delà de leurs frontières; preuve en est l'évolution des sociétés canadiennes, québécoises et françaises au cours des dernières années...



Le conservatisme, un mouvement qui a transformé la société américaine



### CHAPITRE

## Les origines du mouvement conservateur américain contemporain<sup>1</sup>

Lee Edwards

<sup>1.</sup> Traduit de l'anglais par Julien Tourreille.

Le mouvement conservateur américain contemporain naquit il y a un peu plus de 50 ans avec la publication en 1953 de l'ouvrage majeur de Russell Kirk, *The Conservative Mind*. L'idée centrale de cet ouvrage, sur laquelle le conservatisme américain est essentiellement fondé, est celle de la liberté ordonnée (*ordered liberty*). Cette idée a pour objet de fusionner les aspirations parfois contradictoires de la communauté et de l'individu, de la liberté et de la responsabilité individuelles, du gouvernement restreint et de la liberté totale des marchés. Dans son ouvrage, Kirk ainsi posa six «canons» ou principes immuables du conservatisme.

- Un dessein divin ainsi que la conscience personnelle guident la société.
- La vie traditionnelle est remplie de variété et de mystères, alors que les systèmes radicaux, totalitaires se caractérisent par une uniformité étroite.
- Une société civilisée requiert de l'ordre et des classes diverses;
- La propriété et la liberté sont indissociables.
- L'être humain doit modérer sa volonté et ses aspirations, sachant qu'il est plus guidé par l'émotion que par la raison.
- Les sociétés doivent évoluer lentement.

The Conservative Mind constitua une prouesse académique remarquable, faisant la synthèse des idées des principaux penseurs et chefs politiques conservateurs anglo-saxons de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle. Kirk mit ainsi brillamment en évidence l'existence d'une tradition conservatrice typiquement américaine remontant à l'époque des Pères fondateurs de la République. Dès lors, avec ce seul livre, il parvint à rendre le conservatisme intellectuellement acceptable aux États-Unis. Bien plus, c'est lui qui est à l'origine du nom même de « mouvement conservateur ».

Le terreau intellectuel du conservatisme américain prend forme cependant bien au-delà du XVIIIº siècle. Dans un ouvrage ultérieur, *The Roots of American Order*, Russell Kirk écrivit que les racines en furent plantées près de trois mille ans plus tôt. Kirk analysa l'expérience de cinq cités – Jérusalem, Athènes, Rome, Londres et Philadelphie – pour en retracer le développement. Les racines apparurent pour la première fois à Jérusalem avec la perception hébraïque d'une existence morale placée sous le signe de Dieu. Ces racines furent renforcées à Athènes avec la conscience philosophique et politique des Grecs. Elles furent cultivées à Rome par la conscience sociale et l'expérience de la loi et du droit par les Romains. Elles furent ensuite mêlées à la conception chrétienne des aspirations et devoirs humains en vue de la rédemption. Enfin, elles furent unies à la tradition médiévale de l'apprentissage et de la brayoure.

Ces fondements de la société américaine furent par la suite enrichis de deux expériences politiques majeures qui eurent lieu à Londres, berceau du parlementarisme et du droit commun, et à Philadelphie où furent rédigées la Déclaration d'Indépendance et la Constitution des États-Unis. Le miracle de Philadelphie reposa dans la capacité des rédacteurs de ces deux textes à résoudre, en grande partie du moins, la tension entre liberté individuelle et contraintes de la société. Les rédacteurs créèrent un véritable gouvernement national, qui n'était pas absolu. Ils élaborèrent un système politique totalement nouveau – le fédéralisme – qui énumérait, séparait et restreignait les pouvoirs de ce gouvernement national.

# 1. LES ANNÉES 1950, OU LES ORIGINES DU CONSERVATISME AMÉRICAIN

Date de publication de *The Conservative Mind*, 1953 fut une année marquante pour la vie politique et le conservatisme américains. L'investiture de Dwight Eisenhower à la présidence marquait la fin de l'époque du *New Deal*. Des conservateurs éminents, tels Russell Kirk, Robert Nibset, Richard Weaver, Clinton Rossiter et Leo Strauss, publièrent des ouvrages remarqués. 1953 fut ainsi l'année où les conservateurs commencèrent à se rassembler, à débattre et à se constituer en un mouvement véritablement politique.

Au cours des 50 années qui suivirent, un grand nombre de philosophes, faiseurs d'opinion, philanthropes et hommes politiques conservateurs émergèrent sur le devant de la scène politique américaine. Les philosophes commencèrent par exposer leurs idées dans les cercles universitaires. Les journalistes et autres faiseurs d'opinion rendirent ensuite accessibles au plus grand nombre ces idées parfois obscures et complexes. Enfin, les politiciens, attirés et influencés par ses idées, introduisirent des politiques publiques et des programmes électoraux basés sur celles-ci. Tout au long de cette période de 50 ans, des philanthropes prescients soutinrent les travaux des philosophes, les journaux des faiseurs d'opinion et les campagnes électorales des hommes politiques. L'histoire politique américaine démontre que le développement d'un mouvement politique passe par ses étapes successives, de l'émergence des idées à leur intégration dans le discours et les actions politiques, et doit bénéficier de soutiens financiers significatifs pour réussir. C'est exactement ce qui se produisit pour le mouvement conservateur!

L'essor du conservatisme fut par ailleurs grandement aidé par le déclin puis la chute du libéralisme américain qui s'est égaré entre le New Deal de Franklin D. Roosevelt et la Great Society de Lyndon B. Johnson; entre la guerre de Corée clairement anticommuniste que les libéraux soutinrent et le coup de force marxiste des Sandinistes au Nicaragua que les libéraux soutinrent également; entre le populisme pétillant de Harry Truman et l'élitisme cérébral d'Al Gore.

Dans une grande mesure, le succès du mouvement conservateur américain repose sur son rôle décisif dans deux événements épiques — l'un en politique étrangère, l'autre en politique intérieure — qui ont profondément façonné l'histoire contemporaine des États-Unis. Le premier fut le combat et la victoire dans la Guerre froide. Le second fut le rejet par l'opinion américaine de l'idée selon laquelle l'intervention du gouvernement fédéral est le remède aux grands maux économiques et sociaux. Les conservateurs déclarèrent que le communisme était maléfique et qu'à ce titre il devait être vaincu, pas seulement endigué. Ils affirmèrent également que l'expansion démesurée du gouvernement fédéral devait être combattue, car les problèmes qu'elle entraîne ne pourraient pas être résolus par une simple amélioration de sa gestion.

Le rôle décisif joué par les conservateurs dans la victoire dans la Guerre froide et dans la prise de conscience des périls d'un gouvernement omnipotent leur a permis de récolter des succès politiques majeurs, telles les larges victoires de Ronald Reagan aux élections présidentielles de 1980 et 1984, la conquête du Congrès par les républicains en 1994 et l'élection de George W. Bush à la Maison-Blanche en 2000 et 2004.

La révolution conservatrice qui allait profondément transformer le paysage politique des États-Unis a néanmoins mis longtemps à se dessiner. Dans le milieu des années 1950, les idées conservatrices ne semblaient en effet pas rencontrer d'écho chez les Américains. De plus, les hommes politiques conservateurs étaient loin de susciter l'adhésion populaire. Des figures conservatrices importantes disparurent de la scène politique américaine, comme le sénateur Robert Taft (Ohio) décédé à l'été 1953 ou le sénateur Joseph McCarthy (Wisconsin) exclu du Sénat en décembre 1954. Dans le même temps, le président Eisenhower mettait en œuvre un New Deal « allégé », tandis que son secrétaire d'État, John Foster Dulles, était accusé par certains conservateurs de manquer de détermination et d'agressivité dans la lutte contre les communistes à la suite de la répression par les Soviétiques de la révolution hongroise de 1956 contre laquelle les États-Unis n'ont guère protesté.

### 1.1. William F. Buckley Jr. et la National Review

Au début des années 1950, le mouvement conservateur ne pouvait s'appuyer que sur peu de publications et encore moins d'organisations. Les victoires conservatrices, écrivit William F. Buckley Jr., étaient « désordonnées et peu concluantes », car la philosophie de la liberté n'était pas systématiquement inculquée dans les universités et les médias. Buckley soutint alors que les conservateurs avaient besoin d'un

nouveau journal pour combattre les libéraux, pour compenser la « faiblesse conservatrice » dans le milieu savant et pour « concentrer les énergies » du mouvement.

Dans le premier numéro de son nouveau magazine, la *National Review*, Buckley sonna la révolte, déclarant que les conservateurs, comme tous les Américains, vivaient dans un monde dominé par les libéraux. La *National Review* refusera de se soumettre à cet état de fait, s'y opposera même, soutint Buckley, confiant que l'existence d'un «journal d'opinion conservateur rigoureux et incorruptible» pouvait jouer un rôle déterminant dans la sphère des idées et de la politique.

La *National Review* n'était donc pas une simple revue d'opinion, mais un acte politique qui, comme la publication de *The Conservative Mind*, allait façonner le mouvement conservateur contemporain.

### 1.2. Barry Goldwater et The Conscience of a Conservative

En même temps qu'était publié *The Conservative Mind* et que naissait la *National Review*, une nouvelle star politique apparaissait à l'ouest des États-Unis. Barry Goldwater, petit-fils d'un camelot juif qui devint millionnaire, décrocheur scolaire, vit son livre *The Conscience of a Conservative* vendu à 3,5 millions d'exemplaires et devenir une lecture obligatoire dans les cours d'histoire politique de l'Université Harvard.

Goldwater excellait dans la remise en question des idées reçues, mais il utilisait toujours la Constitution américaine comme guide. Il affirmait que l'avenir de la liberté aux États-Unis reposait sur l'élection d'hommes publics déterminés à faire appliquer la Constitution et proclamait que son «objectif n'[était] pas de voter des lois, mais de les abroger». Il appela également à la défaite, non à la coexistence, du communisme lors de la Guerre froide.

Les éléments d'un mouvement politique d'envergure nationale semblaient alors se mettre en place: un chef politique charismatique en la personne du sénateur Barry Goldwater; des faiseurs d'opinion largement reconnus comme Bill Buckley; des penseurs, tels F.A. Hayek, Russell Kirk et Milton Friedman, à leur apogée intellectuel; et des philanthropes visionnaires et généreux.

L'époque était grisante pour un mouvement conservateur enivré par un article du magazine *Time* d'octobre 1963 rapportant qu'un « sondage État par État des correspondants du *Time* [indiquait] que le républicain Barry Goldwater pourrait mener une lutte extrêmement serrée au président Kennedy ». Le mouvement conservateur américain était alors totalement mobilisé pour soutenir la nomination de Goldwater comme candidat républicain à la présidentielle et ensuite conquérir le trophée ultime dans la vie politique des États-Unis, la présidence.

Le 22 novembre 1963, un John F. Kennedy souriant et bronzé défilait dans les rues de Dallas à bord d'une limousine décapotable. La balle qui tua Kennedy tua aussi les chances de Goldwater de devenir président, le peuple américain refusant d'avoir trois présidents différents dans une même année. Cependant, le conservateur de l'Arizona ne renonça pas à l'investiture républicaine, soucieux de ne pas décevoir les millions de personnes qui voyaient en lui un sauveur politique. Cette décision fut un acte de courage politique remarquable. Rarement en effet, un candidat à l'élection présidentielle se sera présenté sachant hors de tout doute raisonnable qu'il ne pourrait pas gagner.

Le président Johnson anéantit Barry Goldwater lors du scrutin présidentiel en remportant 61% du suffrage populaire et 44 États. Les commentateurs libéraux annoncèrent la mort du mouvement conservateur. James Reston, le chef de bureau du *New York Times* à Washington, écrivit que «Barry Goldwater n'avait pas seulement perdu l'élection présidentielle... mais la cause conservatrice dans son ensemble». Les conservateurs s'opposèrent vigoureusement à cet enterrement hâtif.

- « L'écrasante majorité du peuple américain ne vota pas contre la philosophie conservatrice, écrivit Ronald Reagan, elle vota contre une fausse image que nos opposants libéraux sont parvenus à construire. »
- L'éditeur en chef de la National Review, Frank Meyer, souligna que, malgré les efforts des libéraux à décrire le conservatisme comme « extrémiste, radical, nihiliste et anarchique », deux électeurs sur cinq ont malgré tout choisi le candidat conservateur.
- L'hebdomadaire conservateur Human Events déclara que la campagne de Goldwater avait permis de réaliser trois choses cruciales: « Faire du Parti républicain le représentant du conservatisme; Transformer le sud des États-Unis en un centre majeur de pouvoir pour le Parti républicain; Ouvrir des perspectives de succès à la présidence pour un candidat conservateur qui disposera des qualités de Goldwater tout en n'en ayant pas certains handicaps. »

Cette dernière intuition se concrétisa en la personne de Ronald Reagan qui devint, en l'espace d'une soirée et d'une allocation télévisée dans les derniers jours de la campagne électorale de Goldwater en 1964, une star politique d'envergure nationale. D'influents républicains de Californie reconnurent ainsi par la suite qu'ils n'auraient pas soutenu la candidature de Reagan au poste de gouverneur de leur État n'eût été de cette allocution télévisée intitulée « A Time for Choosing ».

Un autre élément majeur de l'héritage politique de Goldwater doit être mentionné: c'est l'entrée de milliers de jeunes Américains dans les cercles politiques et décisionnels. Ces jeunes conservateurs sont aujourd'hui membres du Congrès et juges à la Cour suprême, dirigent des campagnes électorales et amassent des millions de dollars, dirigent des *think tanks* comme la Heritage Foundation, écrivent des livres majeurs, publient des magazines, animent des émissions de radio et de télévision.

De plus, Barry Goldwater aborda avec sérieux et rigueur des enjeux qui ont été ou sont encore au cœur des débats politiques américains, que ce soit la sécurité sociale (Social Security), les subventions gouvernementales, les privatisations, la moralité dans le gouvernement, ou le communisme. Le stratège électoral John Sears résuma l'apport de Goldwater en affirmant que celui-ci avait transformé le « débat public en remettant en question les termes du New Deal, ce qu'aucun démocrate ou républicain n'avait osé faire avant lui ».

Des jalons majeurs, telles la publication de *The Conservative Mind* et la création de la *National Review*, marquèrent les vingt premières années du mouvement conservateur américain. Aucun n'eut cependant la résonance politique de la course, apparemment vaine, de Barry Goldwater à la Maison-Blanche. Sa candidature fut comme un premier amour pour des milliers de jeunes hommes et femmes, à jamais gravé, toujours chéri. Elle marquait le début, non la fin, de l'essor du conservatisme dans la société et la politique américaines.

# 2. LES ANNÉES 1980, OU LE TRIOMPHE DU CONSERVATISME AMÉRICAIN

Alors qu'il n'avait jamais concouru pour une fonction publique, Ronald Reagan lamina le gouverneur démocrate sortant de Californie, Edmund (Pat) Brown, par un million de voix lors des élections de novembre 1966. Six mois à peine après son entrée en fonction, le gouverneur Reagan apparaissait dans les sondages d'opinions comme un sérieux prétendant à l'investiture républicaine pour les prochaines élections présidentielles.

# 2.1. L'ère Reagan: la puissance du conservatisme en héritage

Au cours de ses huit années à la tête de l'État le plus peuplé de l'Union, Reagan réduisit de façon draconienne le gouvernement partout où cela était possible, maintint le budget équilibré (tel que requis par la loi), fit appel à des experts du monde des affaires pour améliorer l'efficacité du gouvernement, et n'hésita pas à prendre des mesures impopulaires, telles que l'imposition de frais de scolarité dans les universités d'État. Sa réalisation la plus importante en tant que gouverneur de la Californie concerna la réforme de l'État providence, dont s'inspira le Congrès un quart de siècle plus tard en votant en 1996 une loi signée par le président Bill Clinton et réformant le programme fédéral de protection sociale.

Alors que Ronald Reagan achevait son second mandat de gouverneur de la Californie au début des années 1970, le président Richard Nixon s'enfonçait dans le scandale du *Watergate*. En juillet 1974, le comité des affaires juridiques de la Chambre des représentants adoptait trois articles de destitution. Toute possibilité, déjà mince, que Nixon puisse échapper à cette destitution s'évapora au début du mois d'août avec la révélation de conversations compromettantes avec un conseiller de la Maison-Blanche, Robert Haldeman. Le président avait délibérément participé à la dissimulation du scandale du *Watergate*.

#### 2.1.1. La Nouvelle Droite et les néoconservateurs

Au cours de cette période chaotique, deux nouvelles branches influentes du conservatisme se développèrent. La Nouvelle Droite était une réaction à la tentative d'une prise de pouvoir des libéraux au sein du Parti républicain, tentative symbolisée par le choix, fait par Gerald Ford, de Nelson Rockefeller comme son vice-président. Les néoconservateurs réagirent également à la prise de contrôle du Parti démocrate par les libéraux, illustrée par la nomination de George McGovern comme candidat à la présidence.

La Nouvelle Droite et les néoconservateurs ne constituaient pas une alliance naturelle. La Nouvelle Droite était particulièrement suspicieuse à l'égard du gouvernement, alors que les néoconservateurs le soutenaient. La Nouvelle Droite était friande de la mécanique des politiques publiques, alors que les néoconservateurs lui préféraient les hautes sphères des idées politiques. Le point commun qui unissait la Nouvelle Droite et les néoconservateurs était leur haine viscérale du communisme et leur profond mépris des libéraux, la première pour ce que les libéraux avaient toujours représenté, les seconds pour ce qu'ils étaient devenus.

Finalement, l'anticommunisme des néoconservateurs et leur résistance face à la contre-culture des années 1960 leur valurent l'assentiment des conservateurs et permirent une alliance pragmatique. Ronald Reagan, qui avait besoin de la puissance intellectuelle des néoconservateurs et de la main-d'œuvre de la Nouvelle Droite – en particulier de la Droite chrétienne – pour être élu, présida à cette alliance.

### 2.1.2. Reagan président, une décennie remarquable

En 1980, alors âgé de 69 ans, Reagan remporta l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle face à des grandes figures du parti, comme George Herbert Walker Bush qui, entre autres fonctions officielles de haut rang, fut ambassadeur des États-Unis en Chine. Au cours de la campagne électorale, le président Jimmy Carter essaya de dépeindre son adversaire républicain comme un extrémiste de droite, opposé à

la paix, au contrôle des armements et aux classes moyennes. Reagan contesta vigoureusement ce portrait inique, courtisa les classes ouvrières, les électeurs catholiques, mit l'accent sur le piètre bilan économique de Carter et rassura les électeurs sur sa capacité à assumer les responsabilités de la fonction présidentielle. Alors que la plupart des sondages nationaux laissaient envisager une élection serrée, Reagan remporta une victoire écrasante avec, notamment, une majorité de plus de huit millions de voix au suffrage populaire. Les observateurs acquiescèrent alors que l'étendue de cette victoire constituait un mandat clair pour Reagan afin de changer profondément les orientations de la vie politique américaine. Le magazine Newsweek qualifia le projet de Reagan de réduire les impôts et les dépenses fédérales « d'un second New Deal susceptible d'avoir un impact aussi profond que le premier un demisiècle auparavant ».

Le nouveau président et son équipe considéraient que, comme dans un 100 mètres, l'action présidentielle doit avoir un départ tonitruant et rapide. La pierre angulaire de leur politique intérieure fut le *Economic Recovery Tax Act* (ERTA) de 1981, loi qui réduisait les impôts fédéraux de 25 %, abaissait le taux d'imposition maximum de 70 à 50 % et indexait le taux d'imposition sur l'inflation afin de contrebalancer les effets négatifs de celle-ci. Les résultats furent spectaculaires. Dès l'automne 1982, l'économie américaine connut une croissance continue de 60 mois, la plus longue période d'expansion ininterrompue depuis la première utilisation des statistiques gouvernementales en 1854. Près de 15 millions de nouveaux emplois furent créés et environ 20 000 milliards de dollars (dollars courants) de biens et de services furent produits durant cette période.

Par ailleurs, les rapports des renseignements et les intuitions développées après une vie d'étude permirent au président Reagan de conclure que le communisme en Union soviétique et en Europe de l'Est était au bord du gouffre et sur le point de s'effondrer. Dans l'une de ses allocutions les plus mémorables, Reagan affirma en 1982 devant le Parlement britannique à Westminster: «[...] l'avancée de la liberté et de la démocratie [...] est sur le point de laisser le marxisme-léninisme sur les bas-côtés de l'Histoire, comme elle l'a fait avec les autres tyrannies qui essayèrent de museler la liberté et la libre expression des peuples.» La mise en place d'un système de bouclier antimissile, l'Initiative de défense stratégique (IDS), constitua un élément central de la doctrine Reagan dans la lutte contre le communisme. Encore plus que ses détracteurs libéraux aux États-Unis qui l'affublèrent du terme «Guerre des étoiles », les Soviétiques détestèrent cette initiative. En 1993, le général Makhmut Gareer, qui dirigeait le département d'études stratégiques du ministère de la Défense de l'URSS, rendit publique l'analyse qu'il avait faite de cette initiative devant les chefs d'état-major et le Politburo en 1983: «Non seulement nous ne pouvons pas rivaliser avec l'IDS, mais l'IDS défera toutes les contre-mesures envisageables.»

#### 2.1.3. L'héritage de Ronald Reagan

Le biographe Lou Cannon a écrit « qu'aucun président, à l'exception de FDR, ne définit aussi remarquablement une décennie que Ronald Reagan façonna les années 1980 » et a prédit que tout comme la première moitié du XXº siècle fut qualifiée d'ère Roosevelt, la seconde moitié sera qualifiée d'ère Reagan. Cannon est en fait bien trop modéré. Reagan a véritablement laissé dans la vie politique américaine une marque indélébile, dès les années 1960 lorsqu'il était gouverneur de la Californie jusqu'à aujourd'hui, en passant par les années de sa présidence.

De même que Roosevelt releva les États-Unis de la Grande Dépression des années 1930, Reagan releva un pays en pleine déprime, traumatisé par les assassinats de John F. Kennedy et de Martin Luther King Jr., par la guerre du Vietnam, par le scandale du *Watergate* et par le pessimisme de Jimmy Carter. Reagan utilisa pour ce faire les mêmes outils que Roosevelt: les discours annuels devant le Congrès, les discussions « au coin du feu » avec la population et une rhétorique déterminée, optimiste et enlevante. Bien que Roosevelt et Reagan aient fait tous deux appel au meilleur de l'Amérique, des divergences philosophiques majeures distinguent les deux présidents: Roosevelt s'appuyait sur l'État pour résoudre les problèmes de la population, Reagan se tournait vers le peuple pour résoudre les problèmes de l'État.

## 2.2. La fin de l'ère Reagan et les tensions au sein du mouvement conservateur

Le mouvement conservateur fut généralement florissant dans les années 1980. Des tensions émergèrent cependant alors qu'il croissait en taille et en influence. Dans les années 1950, le point majeur de friction était entre traditionalistes et libertariens concernant l'équilibre à atteindre entre ordre et liberté. Dans les années 1980, les traditionalistes et les néoconservateurs se disputèrent sur le rôle que l'État devait jouer. La menace communiste et la présence de Reagan à la présidence avaient incité les conservateurs à transcender leurs divergences. Mais, avec la dissolution de l'URSS et la fin de la présidence Reagan, les divergences entre les différentes composantes du mouvement conservateur resurgirent avec une plus forte intensité.

### 2.2.1. Newt Gingrich et le Contract with America

La présidence de George Bush père fut une déception sévère pour les conservateurs, qui ne pleurèrent pas très longtemps sa défaite face au New Democrat Bill Clinton en 1992. Ils se consolèrent avec l'émergence d'un nouveau leader à l'autre bout de Pennsylvania Avenue, le controversé membre de la Chambre des représentants Newt Gingrich. Son Contract with America constituait la surface émergée d'un iceberg

conservateur colossal qui allait déchirer l'apparente majorité permanente des démocrates au Congrès et la couler plus rapidement encore que le Titanic.

Lors des élections de novembre 1994, les républicains remportèrent 52 sièges à la Chambre des représentants et ils y obtinrent la majorité pour la première fois depuis 1953 lorsque Dwight Eisenhower était président. Ils reprirent également le contrôle du Sénat. Le New York Times a qualifié le triomphe des républicains de «renversement politique d'envergure historique ». Or, l'année qui avait commencé avec un tel éclat s'acheva dans la déception. La Chambre des représentants vit son taux de satisfaction passer de 52 % de l'opinion publique à 20 % en janvier 1996, alors que le président de la Chambre Gingrich voyait son taux de désapprobation atteindre un inconfortable 51 %.

Les républicains avaient grossièrement sous-estimé le talent politique du président Clinton, particulièrement son utilisation du droit de veto, et ils ne parvinrent pas à répondre efficacement aux attaques des démocrates. En outre, ils surestimèrent les capacités du Congrès à gouverner. À l'ère des médias de masse, le pouvoir présidentiel est trop fort et celui du Congrès trop diffus pour que ce dernier domine la présidence.

#### 2.2.2. George W. Bush et la guerre contre le terrorisme

Aucun président américain ne suscita autant de scepticisme que George W. Bush lorsqu'il fut investi en janvier 2001. Son investiture fut en effet obscurcie par la nature controversée de sa victoire: alors qu'il avait perdu le suffrage populaire par un faible écart face au vice-président sortant Al Gore, il remporta sur décision de la Cour suprême le collège électoral par une seule voix de plus que les 270 requises.

Largement décrit par les démocrates comme l'homme qui « vola » l'élection de 2000, Bush commença prudemment sa présidence en mettant l'accent sur son programme de conservatisme « compatissant », en réduisant les impôts et en introduisant une réforme de l'éducation. La réalisation majeure de ses six premiers mois à la Maison-Blanche fut une baisse colossale des impôts fédéraux de l'ordre de 1 600 milliards de dollars, une réforme bien plus dans la lignée des théories économiques de l'offre prônées par Ronald Reagan que de celles de son père George H.W. Bush. Le président paraissait cependant détaché et mal à l'aise dans l'exercice de ses fonctions, et les démocrates commençaient déjà à préparer une campagne agressive pour reconquérir la Maison-Blanche dès 2004.

Or, survint le 11 septembre 2001, le «9/11». Les avions qui s'écrasèrent contre les tours vitrées du World Trade Center à New York, sur l'immense Pentagone à Washington et dans la campagne de Pennsylvanie tuèrent 3 000 victimes innocentes et pulvérisèrent les détritus

politiques des dix mois précédents. La nation n'était plus divisée entre les États bleus favorables à Al Gore et les rouges favorables à Bush, mais unie en rouge, blanc et bleu.

Le président passif devint un chef de l'exécutif actif, demandant l'autorité de mener une longue traque contre les terroristes, soutenant les industries durement frappées par les attaques terroristes et relançant une économie stagnante. Portés par la tendance de l'opinion publique à se rassembler derrière son président en temps de crise, les taux de popularité de Bush atteignirent des sommets de 90 %, un record présidentiel depuis l'apparition des sondages. Inévitablement, la popularité du président Bush redescendit autour des 50 % et même dans les 30 % à l'automne 2006. Une action bipartisane au Congrès devint impossible alors que les différences fondamentales entre républicains et démocrates reprenaient le devant de la scène sur des enjeux comme les impôts ou la conduite de la guerre en Irak.

La victoire des démocrates aux élections de novembre 2006 peut être attribuée à de nombreux facteurs. Une remarque générale peut toutefois être faite: les résultats traduisirent un rejet de l'approche « dépenser pour être élu » qui caractérisa les démocrates lorsqu'ils contrôlaient le Congrès du milieu des années 1950 au milieu des années 1990 et à laquelle avaient succombé les républicains au début des années 2000. Comme le souligna un commentateur, trop de républicains étaient venus à Washington pour faire le bien et étaient restés pour leur bien-être, celui de leurs familles et de leurs amis. Pour le dire clairement, le succès a corrompu les républicains du Congrès. Les conservateurs véritables qui siègent maintenant au Congrès sont libres de mener une opposition de principe pour le bien du pays. Ils peuvent s'appuyer sur un mouvement conservateur qui n'a jamais été aussi bien préparé pour les batailles d'idées et fort d'une grande collectivité de politiciens, faiseurs d'opinion, penseurs et philanthropes.



L'effet structurant du mouvement conservateur contemporain sur la société et la politique américaines des 50 dernières années est incontestable. À la fin des années 1940, le monde semblait glisser inexorablement vers le socialisme, et le marxisme-léninisme ne paraissait être qu'au mieux endigué, et non pas défait. Dans les années 1990, le monde célébrait la chute du communisme et adhérait à la démocratie libérale et au libre marché, en grande partie grâce à l'impulsion de conservateurs charismatiques comme Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

Aux États-Unis, les effets du conservatisme contemporain ont été particulièrement marquants. Les victoires de démocrates conservateurs modérés aux élections de novembre 2006 confirment le scepticisme de la population face à un gouvernement pléthorique et l'attrait d'une conception individualiste qui prend racine dans les origines mêmes de

la République. Sous l'égide d'initiatives conservatrices comme la réforme de l'État providence, nombre d'indicateurs clés de l'état de la nation (les crimes violents, les grossesses juvéniles, le taux de pauvreté des enfants...) se sont considérablement améliorés. Au lendemain du 11 septembre et de la guerre en Irak, se dessine un internationalisme prudent fondé sur le principe suivant: l'action multilatérale quand elle est possible, l'unilatéralisme quand il est nécessaire.

L'historien libéral Arthur Schlesinger Jr. écrivait en 1947: «Il ne semble pas y avoir d'obstacle inhérent à l'avancée progressive du socialisme aux États-Unis par une série de New Deals. » L'éditorialiste conservateur George Will écrivait, 55 ans plus tard, que nous avions assisté «à l'effondrement intellectuel du socialisme » aux États-Unis et dans le monde. L'essor de la Droite américaine a été une constante politique des 50 dernières années. Cette «Longue Marche» vers les sommets politiques nationaux a souvent été interrompue par les décès de ses leaders, par des défaites calamiteuses aux élections, par des querelles fréquentes dans ses rangs sur les moyens et les objectifs, de même que par l'opposition féroce de la classe libérale dominante. Mais par la force de ses idées, toujours fondées sur le principe de la liberté ordonnée, et par leur propagation continue et leur application, le mouvement conservateur est devenu un acteur majeur, et souvent dominant, dans la vie politique et économique des États-Unis.

#### **BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE**

- CANNON, Lou (1991). President Reagan: The Role of a Lifetime, New York, Simon & Schuster, 948 p.
- GOLDWATER, Barry (1994). The Conscience of a Conservative, réédition, Washington, DC, Regnery Publishing Inc., 117 p.
- KIRK, Russell (2001). The Conservative Mind,  $7^{\rm e}$  éd., Washington, DC, Regnery Publishing Inc.,  $535~{\rm p}.$
- KIRK, Russell (2003). *The Roots of American Order*, réédition, Washington, DC, ISI Books, 534 p.



### Politique et religion Le glissement conservateur de la société américaine?

Élisabeth Vallet

À mon arrivée aux États-Unis, ce fut l'aspect religieux du pays qui frappa d'abord mes regards. À mesure que je prolongeais mon séjour, j'apercevais les grandes conséquences politiques qui découlaient de ces faits nouveaux.

Tocqueville – De la démocratie en Amérique

Comme l'expliquait Alexis de Tocqueville, les croyances religieuses exercent une influence singulière sur la société politique aux États-Unis<sup>1</sup>. Parmi les Américains, 96 % se disent croyants, 90 % se réclament d'une confession, 70 % sont associés à une structure cultuelle, 47 % se disent pratiquants, tandis que 46 % sont évangéliques ou « born again² ». Les Églises aux États-Unis sont un acteur clé qui pèse plus de 100 milliards de dollars<sup>3</sup>: « We are a religious people, expliquait le juge Douglas, whose institutions presuppose a supreme being4.» L'imbrication est réelle<sup>5</sup>: en effet, « si les États-Unis ont vigoureusement séparé les Églises de l'État, ils n'ont jamais dissocié politique et religieux<sup>6</sup> ». D'ailleurs, l'influence du prédicateur baptiste Billy Graham<sup>7</sup> sur la vie politique américaine en témoigne. L'étrange interaction entre le religieux et le politique trouve des manifestations frappantes dans la récitation quotidienne de la prière à la Maison-Blanche sous George W. Bush ou encore à travers le fait que Graham ait prononcé les deux oraisons inaugurales de Clinton, en 1993 et en 19978, et celle de W. Bush en 2001<sup>9</sup>. Il s'en trouve certains pour dire aujourd'hui que l'évangélisme définit les termes de la «religion civile américaine<sup>10</sup>». Assurément, depuis les années 1950, le troisième «grand réveil<sup>11</sup>» (puisque ce sont ces «réveils religieux» qui ponctuent la vie sociétale américaine) a conduit les églises à s'adapter aux modes de vie contemporains et a

Alexis de Tocqueville (1986). De la démocratie en Amérique, Paris, Flammarion, réédition, Tome 1, p. 392 et 396.

<sup>2.</sup> Voir: The Barna Group (décembre 2004), *The State of the Church*. [En ligne]. <www.barna.org/FlexPage.aspx?Page=BarnaUpdate&BarnaUpdateID=49>.

<sup>3.</sup> André Kaspi *et al.* (2004). *La civilisation américaine*, Paris, Presses universitaires de France, Quadrige, p. 242-243.

<sup>4.</sup> Cour suprême des États-Unis, *Zorach v. Clauson*, 343 U.S. 306, 1952. [En ligne]. <supct.law.cornell.edu/supct/html/historics/USSC\_CR\_0343\_0306\_ZO.html>.

<sup>5.</sup> Voir sur ce point, par exemple: James Bolner Sr., «Religion and the United States Constitution», dans Serge Ricard dir. (1999). États-Unis d'hier, États-Unis d'aujourd'hui – Mélanges en l'honneur de Jean-Pierre Martin, Paris, L'Harmattan, p. 147 et suiv.; Arlin M. Adams et Charles J. Emmerich (1990). A Nation Dedicated to Religious Liberty: The Constitutional Heritage of the Religion Clauses, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

<sup>6.</sup> Sébastien Fath (2004). Dieu bénisse l'Amérique – La religion de la Maison-Blanche, Paris, Seuil, p. 31.

<sup>7.</sup> Sébastien Fath (2002). Billy Graham, pape protestant?, Paris, Albin Michel.

<sup>8.</sup> On pourra d'ailleurs se référer à l'article de Clinton lui-même, sur Graham, dans le premier périodique chrétien aux États-Unis: Bill Clinton, «An Arkansas Hero», Christianity Today, 13 novembre 1995, p. 26. Voir, également, Madeleine Albright (2006), The Mighty and the Almighty: Reflections on America, God, and World Affairs, New York, Harper Collins.

<sup>9.</sup> En 2004, son fils, Franklin Graham, officiera à sa place.

<sup>10.</sup> Que Sébastien Fath (2004) définit comme une «sorte de religion générique qui rassemble les citoyens par-delà leurs étiquettes confessionnelles », *op. cit.*, p. 48.

<sup>11.</sup> Le premier «grand réveil » est le fait d'un pasteur calviniste, Jonathan Edwards, au XVIII° siècle. Le deuxième «grand réveil » survient à la fin du XIX° siècle et redéfinit la forme du protestantisme (lecture littérale de la Bible, égalitarisme, individualisme, prosélytisme).

renforcé leur présence dans la vie politique. À tel point qu'il semblerait que, désormais, la dimension religieuse de certaines valeurs portées par les candidats a un effet – fût-il très partiel – sur l'issue des élections présidentielles¹², par le biais d'une corrélation étroite entre la «religiosité» et le conservatisme social. C'est ce lien que l'on approfondira ici, en se penchant notamment sur l'équation politique associant conservatisme-évangélisme et refus/acceptation de certaines valeurs politiques et sociales. C'est à travers ce prisme que l'on étudiera la société américaine au cours de la dernière décennie, au vu des résultats des élections présidentielles de 2004¹³ et dans la perspective du scrutin de 2008.

### 1. L'INCONTOURNABLE RELIGIOSITÉ DE LA VIE POLITIQUE AMÉRICAINE

#### 1.1. Une société profondément religieuse...

La religion est l'un des éléments fondateurs de la nation américaine. Les Pilgrim Fathers ont jeté les bases de cette étrange alliance entre religion et république et ont ainsi fondé ce messianisme propre à l'Amérique, qui s'est laïcisé progressivement pour arriver jusqu'à porter des mouvements qui se sont résolument distanciés de la religion<sup>14</sup>. Corollaire de ce messianisme, l'exceptionnalisme de la République est un double legs des Lumières et des persécutions religieuses: la supériorité morale des États-Unis est inhérente à cet héritage. Car les États-Unis étaient une Terre promise dont le mythe se confond étrangement avec le périple des Pèlerins qui se sont établis en Virginie au XVII<sup>e</sup> siècle. Or, la religion n'est pas toujours aux origines de l'immigration car les préoccupations économiques la supplantent souvent et la Terre promise n'est en fait qu'un Eldorado. Ainsi, à la fin du XVIIIe siècle, 5 % des Américains «appartiennent à une église, contre près de 60 % aujourd'hui ». Mais, à compter du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Amérique connaît des sursauts de foi, des vagues de religiosité récurrentes, des réveils, qui «affectent toujours la société américaine<sup>15</sup> ». L'extraordinaire prégnance de la religion, dans la vie politique américaine transparaît dès les premières heures de la République et transpire dans les textes fondateurs de la nation. Les textes constitutionnels – dont il faut souligner la quasi-

<sup>12.</sup> The Barna Group (décembre 2004). «Tight Presidential Race Influenced by People's Faith». [En ligne]. <www.barna.org/FlexPage.aspx?Page=BarnaUpdate&BarnaUpdate ID=165>. Dès mars 2004, selon un sondage Gallup du 2 mars, 64 % des électeurs inscrits sur les listes électorales avouaient que leurs valeurs et leurs croyances religieuses allaient être déterminantes dans leur choix électoral de novembre.

<sup>13.</sup> On a parlé de « *religion gap* » dans l'électorat du 2 novembre 2004. Voir Kirk Johnson, « Hispanic Voters Declared Their Independence », *The New York Times,* 9 novembre 2004.

Alain Frachon et Daniel Vernet (2004). L'Amérique messianique, Paris, Seuil, p. 33-39.

<sup>15.</sup> André Kaspi et al., op. cit., p. 231 et 240.

sacralité<sup>16</sup> – sont empreints de cette religiosité que l'on retrouve dans le serment d'allégeance (*One Nation Under God* – depuis 1954), dans la prestation de serment sur la bible, dans le «*In God We Trust* » inscrit sur le billet vert depuis 1923, dans le fait que des prières ouvrent les sessions parlementaires, tandis qu'inlassablement le président ponctue ses discours de «*God Bless America* ».

Outre ce fort héritage religieux dans les idées politiques américaines, les facteurs sociologiques ont également contribué à la place incontournable de la religiosité dans la vie politique des États-Unis. Ainsi, parce que les différences ne sont pas solubles dans le Melting Pot américain, les communautés ethniques se sont repliées sur leurs particularismes religieux, au point de constituer des subcultures qui forment aujourd'hui le kaléidoscope ethno-socio-religieux de la société américaine. L'ethnicité et la religion se sont protégées l'une l'autre des influences extérieures et expliquent la fragmentation du peuple américain et la force des mythes fondateurs de la nation américaine, comme l'atteste la prégnance de la notion de «cité sur la colline». Dès lors, l'appartenance à une église, quelle qu'elle soit, est un attachement à ce mythe fondateur et constitue l'une des matrices de la nation, dans sa conception tant subjective (car elle représente un des éléments du vouloir-vivre ensemble) qu'objective (en ce qu'elle constitue un dénominateur commun). Ainsi, «l'activité religieuse n'a pas décliné avec la modernisation<sup>17</sup>», le sol américain est hérissé d'édifices cultuels de toute nature, les églises érigent des panneaux géants « Jesus Wants You », des enseignes lumineuses destinées à informer les automobilistes des conditions routières affichent par défaut « God Bless America » sur le bord des routes.

Alors que la laïcité assimilationniste et égalisante (certains diront intégriste) à la française interdit tout port de signes religieux ostentatoires, les Américains arborent les évidences de leur affiliation religieuse dans une logique plus proche en réalité des « accommodements raisonnables¹8». La diversité cultuelle témoigne d'ailleurs de cette vitalité. La place des Amish en Pennsylvanie, des Mormons en Utah, des fondamentalistes dans la *Bible Belt* atteste cette réalité et ce foisonnement¹9. Cela, d'autant plus que la religion s'est de nouveau imposée dans les foyers à compter du réveil de 1950 en y entrant par la grande porte et surtout par le petit écran: les télévangélistes ont alors compris le bénéfice qu'il y avait à utiliser les médias de masse pour poursuivre leur mission d'évangélisation. Billy Graham (Christian Coalition) a ainsi accompli son premier succès télévisé avec *Hour of Decision*. Dans la

<sup>16.</sup> André Kaspi souligne d'ailleurs le fait que ces textes sont «exposés à la dévotion publique sur un grand autel », *op. cit.*, p. 235.

<sup>17.</sup> André Kaspi et al., op. cit., p. 243.

<sup>18.</sup> Clyde Wilcox (2004). Election Focus 2004, U.S. Department of State, Issue 1,  $n^{\circ}$  13, 16 juin, p. 3.

Sébastien Fath (2004). Militants de la Bible aux États-Unis – Évangéliques et fondamentalistes du Sud, Paris, Autrement Frontières, p. 13-28.

foulée, Jim Baker avec Pray the Lord et Jerry Falwell (Moral Majority) avec Old Time Gospel Hour lui emboîtent le pas. Au début des années 1980, ils sont influents et s'appuient sur des lobbies religieux redoutables, comme la Moral Majority ou la Christian Coalition. Avec l'apparition des méga-églises, la réligion devient un produit de consommation de masse, avec de nouveaux chantres comme Rick Warren, Joel Osteen ou le pasteur hispanique Marcos Witt.

TABLEAU 2.1 Religions aux États-Unis - 2002 (en millions de fidèles)\*

Roman Catholic Church	63,7
Southern Baptist Convention	16,0
United Methodist Church	8,3
Church of God in Christ	5,5
Church of Jesus Christ of Latter-day Saints	5,2
Evangelical Lutheran Church in America	5,1
National Baptist Convention of America	3,5
Presbyterian Church	3,5
Assemblies of God	2,6
The Lutheran Church – Missouri Synod	2,6
Progressive National Baptist Convention	2,5
African Methodist Episcopal Church	2,5
National Missionary Baptist Convention of America	2,5
Episcopal Church	2,3
Greek Orthodox Archidiocese of America	1,5
Pentecostal Assemblies of the World	1,5
Churches of Christ	1,5
American Baptist Churches in the United States	1,4
United Church of Christ	1,4
African Methodist Episcopal Zion Church	1,3
Baptist Bible Fellowship	1,2
Christian Churches and Churches of Christ	1,1
The Orthodox Church in America	1,0
Jehovah's Witnesses	1,0
Church of God	0,9
Bouddhistes	2,0
Hindous	1,0
Juifs	5,5
Musulmans	5,7
Sans religion	25,5

<sup>\*</sup> D'après notamment: National Council of Churches in the USA et Fourth National Survey of Religion and Politics (2002). Yearbook of American and Canadian Churches, Bliss Institute, University of Akron, mars-mai.

#### 1.2. ... dont le fondamentalisme doit être nuancé

La présence de la religion en politique n'est pas chose nouvelle. Le retentissement médiatique et populaire du «procès du singe» en 1925 autour de l'enseignement de la théorie de l'évolution avait déjà propulsé la religion dans la sphère politique. L'arrivée d'un premier catholique à la Maison-Blanche (J.F. Kennedy) puis d'un premier évangélique (J. Carter) a également donné une autre dimension à la culture religieuse états-unienne<sup>20</sup>. Avec Reagan, la place de la religion a pris une nouvelle dimension, caractérisée par l'irruption de la Nouvelle Droite chrétienne et par exemple l'ouverture – pour la première fois – d'une représentation diplomatique au Vatican. Il est certain que la religion a gagné des points durant la présidence de Bush<sup>21</sup>. En effet, on a vu par exemple la création du White House Office of Faith-based and Community Initiatives, chargé d'aider les groupes religieux notamment dans leur travail communautaire<sup>22</sup>. On ne peut ignorer les photos de l'incontournable prière-prélude aux travaux du cabinet de Bush. Si «la religion soutient le système sans jamais se confondre avec lui<sup>23</sup> », il demeure qu'elle imprègne suffisamment la vie politique pour qu'on ne puisse nier la religiosité de celle-ci.

Toutefois, cette présence de la religion n'est pas intangible: elle résulte véritablement d'un construit social qui convertit les actes religieux en gestes politiques (comme les prières). Et, dans ce construit social, le fondamentalisme a peiné à trouver sa place. Tout d'abord, la société américaine évolue de telle manière (travail croissant des femmes, augmentation du taux de divorce, des couples non mariés, reconnaissance de l'homosexualité) que le fondamentalisme trouve un écho modéré. Sébastien Fath évalue d'ailleurs cette résonance politique directe à « deux millions d'électeurs, concentrés surtout dans le Sud et le Midwest<sup>24</sup> ». Ensuite, les fondamentalistes ont perdu un certain nombre de batailles juridiques dont la symbolique était importante: l'invalidation de la prière dans les stades scolaires par la Cour suprême en 2000; l'enlèvement (manu militari) de la cour de justice fédérale de l'Alabama d'une lourde stèle arborant les dix commandements, assorti

<sup>20.</sup> Andrew R. Flint et Joy Porter (2005). «Jimmy Carter: The Re-Emergence of Faithbased Politics and the Abortion Rights Issue», *Presidential Studies Quarterly*, vol. 35, n° 1, mars; ainsi que Jason Berggren et Nicol C. Rae (2006). «Jimmy Carter and George W. Bush: Faith, Foreign Policy, and An Evangelical Presidential Style», *Presidential Studies Quarterly*, vol. 36, n° 4, décembre.

<sup>21.</sup> William G. Howell (2004). «Power without Persuasion: Rethinking Foundations of Executive Influence», dans George Edwards III. (dir.), *Readings in Presidential Politics*, Toronto, Thomson-Wadsworth, p. 111.

<sup>22.</sup> Anne Farris, Richard P. Nathan et David J. Wright (2004). *The Expanding Administrative Presidency: George W. Bush and the Faith-based Initiative*, Washington, The Roundtable on Religion and Social Policy.

<sup>23.</sup> Sébastien Fath (2004). Op. cit., p. 45.

<sup>24.</sup> Ibid., p. 99.

de la suspension de Roy Moore<sup>25</sup>, le juge en chef de la Cour suprême de l'Alabama qui s'était opposé au pouvoir fédéral pour maintenir ce monument; la reconnaissance en juin 2003 de l'homosexualité par la Cour suprême (la sodomie est une «attitude protégée» par la Constitution — Lawrence v. Texas, 26 juin 2003)... Pourtant, si l'influence directe du fondamentalisme sur l'électorat reste limitée, il pèse indirectement, car les hérauts du fondamentalisme sont désormais assez audibles pour parvenir, ne serait-ce que partiellement, «à influer sur les élections, infléchir les programmes du Parti républicain et s'efforcer d'orienter ponctuellement la religion civile<sup>26</sup>». Cette religiosité croissante de la politique américaine repose donc sur une opportune alliance entre deux courants conservateurs: le conservatisme social et le conservatisme religieux.

#### 2. L'OPPORTUNE ET ÉPHÉMÈRE ALLIANCE DU CONSERVATISME SOCIAL ET DU CONSERVATISME RELIGIEUX

Le soubresaut actuel de la religion doit être interprété comme un mouvement en phase avec le conservatisme ambiant, qui va certainement de pair avec une société vieillissante<sup>27</sup>. Sous George W. Bush, le messianisme américain se reconnaît tant dans sa version religieuse portée par les évangélistes que dans sa version laïque véhiculée par les néoconservateurs. La culture texane, explique Sébastien Fath, est une combinaison étrange de l'esprit pionnier et de l'influence du fondamentalisme, et c'est cette culture que le président Bush amène avec lui à la Maison-Blanche. Nombre de ses conseillers sont proches du mouvement évangélique (qui recouvre, sans s'y confondre, le fondamentalisme), mais le plus influent est assurément l'auteur du « conservatisme compassionnel». Karl Rove, artisan des victoires de Bush fils, a compris à travers sa propre expérience texane l'intérêt de l'alliance du conservatisme social et du conservatisme religieux. Cette alliance n'est pourtant pas naturelle, comme en témoignent les débats internes à la Cour suprême américaine: si le juge Rehnquist a effectivement porté des réformes conservatrices sociales, il a travaillé la Cour pour qu'elle ne penche jamais vers le conservatisme religieux. Plus pragmatique que dogmatique, la Cour Rehnquist a mené une jurisprudence conservatrice, mais n'a jamais renversé des décisions pourtant libérales

<sup>25.</sup> Joshua Green (2005). «Roy and His Rock», The Atlantic Monthly, octobre.

<sup>26.</sup> Sébastien Fath (2004). Op. cit., p. 101.

<sup>27.</sup> La réalité tient à la démographie américaine: les plus de 65 ans constituent aujourd'hui 12 % de la population américaine; en 2025, ils seront 19 %. Voir Laurence J. Kotlikoff et Scott Burns (2004). Coming Generational Storm: What You Need to Know about America's Economic Future, Boston, MIT Press; William H. Frey et Ross C. DeVol (2000). «America's Demography in the New Century: Aging Baby Boomers and New Immigrants as Major Players », Policy Brief, Milken Institute, 8 mars.

comme celle sur l'avortement (*Roe v. Wade*, 1973)<sup>28</sup>. La Cour Roberts (et notamment parce que son nouveau juge en chef paraît encore sensible à la philosophie de Rehnquist) semble pour l'instant s'inscrire dans cette même optique.

## 2.1. Une alliance tactique renforcée par le 11 septembre 2001

Il reste néanmoins que Karl Rove a permis aux fondamentalistes<sup>29</sup> de se faire entendre à la Maison-Blanche<sup>30</sup>. L'ascension de la Nouvelle Droite chrétienne ne doit pas être comprise comme la prise de pouvoir d'un groupe. La New Christian Right est un courant fondamentaliste et surtout « une fédération spirituelle intégrée par une idéologie commune, dont la lutte contre l'avortement, la lutte contre le libéralisme, l'emphase mise sur les valeurs familiales les plus traditionalistes sont les traits les plus saillants<sup>31</sup> ». Les fondamentalistes « représentent une force significative dans la *coalition* [qui forme le] Parti républicain dont le cœur s'est déplacé à droite sous l'impulsion de ses variantes extrémistes<sup>32</sup> ».

Par contre, le courant évangélique – plus large – s'appuie sur un bassin de 70 millions d'Américains et représente une force réelle, susceptible d'infléchir les décisions à Washington... dans un sens comme dans l'autre, comme le montre le résultat des analyses conduites à la suite des élections de mi-mandat de 2006<sup>33</sup>. Bien qu'elle paraisse particulièrement audible et active, il ne faut donc pas surestimer le rôle de cette droite chrétienne dont le poids électoral direct demeure faible, ainsi que le montre leur faible mobilisation en 2004 et en 2006. Leur capacité d'influencer l'évolution de la société américaine, et particulièrement son

<sup>28.</sup> Nombre d'analystes aujourd'hui essaient de dessiner les contours d'une jurisprudence qui, avec le départ de Rehnquist, pourrait être progressivement dominée par le juge Scalia, beaucoup plus dogmatique.

<sup>29.</sup> Il y a, ici aussi, des fondamentalismes – et non un seul courant – que décrit fort bien Sébastien Fath (2004). Militants de la Bible aux États-Unis – Évangéliques et fondamentalistes du Sud, Paris, Autrement, p. 153-160.

<sup>30.</sup> Ainsi que l'explique lui-même Richard Land, cité par David Cook (2003). « Bush's alter ego with a sense of history », *Christian Science Monitor*, 24 janvier.

<sup>31.</sup> Jean-Michel Valantin (2005). «Religion et stratégie aux États-Unis», Revue internationale et stratégique, nº 57, printemps, p. 108. Il faut tout de même souligner que la Southern Baptist Convention, qui représente la plus importante dénomination protestante américaine avec ses 16 millions de membres, est résolument de droite, conservatrice et a soutenu le président Bush dans sa guerre contre l'Irak.

<sup>32.</sup> Bill Moyers (2005). «Welcome to Doomsday», *The New York Review of Books*, 24 mars, p. 10.

<sup>33.</sup> Selon Mokhtar Ben Barka (1999). La nouvelle droite américaine – Des origines à l'affaire Lewinsky, Paris, Éditions du Temps, p. 165. Sur la répartition du vote évangélique, tant à droite qu'à gauche de l'échiquier, voir les analyses du Pew Research Center de Scott Keeter («Election '06: Big Changes in Some Key Groups») et de Greg Smith, Scott Keeter et John Green («Religious Groups View the 2006 Election», Pew Forum on Religion & Public Life, 27 novembre 2006).

droit, demeure limitée comme en atteste l'évolution de la société américaine<sup>34</sup>. Dès lors, le président Bush n'est pas et ne peut pas être son chantre, car sa démarche est beaucoup plus pragmatique que dogmatique, plus empirique qu'idéologique<sup>35</sup>. Et l'alliance des conservateurs - religieux et sociaux - est aussi éphémère qu'une victoire électorale. Selon Bruno Tertrais, le triomphe idéologique des républicains tient à « la consolidation simultanée de deux courants politiques particulièrement bien organisés: le néoconservatisme et l'évangélisme<sup>36</sup> ».

En réalité, la droite néoconservatrice, la droite traditionnelle et chrétienne et la droite évangélique ont convergé vers un programme commun et, en ce sens, les «attentats du 11 septembre 2001 ont peutêtre cristallisé un nouveau soubresaut de religiosité à fleur de peau<sup>37</sup> ». Mais ces trois factions sont, ainsi que l'explique justement Justin Vaïsse, en compétition au sein de la grande famille conservatrice<sup>38</sup>. Pendant tout le premier mandat et la première année du second mandat de George W. Bush, la domination des néoconservateurs, fondée sur une presse active (Weekly Standard, Wall Street Journal, New Republic...) et des think tanks puissants (American Enterprise Institute, Project for A New American Century, Heritage Foundation), a tendu à évincer les deux autres factions de l'environnement immédiat du pouvoir. Serait-ce cela qui rend ces dernières particulièrement bruyantes? On peut toutefois imaginer que les néoconservateurs ont entraîné dans leur déclin (amorcé durant l'automne 2005 et consacré lors des élections de mimandat de 2006) les autres branches conservatrices... jusqu'à ce que l'une ou l'autre s'impose et se régénère à la faveur d'une victoire politique ou électorale. C'est ainsi que se redéfinissent constamment ce qu'on a appelé les réalignements politiques. La coalition qui appuie George W. Bush est une convergence éphémère de trois factions qui ont trouvé un intérêt commun. Elle est toutefois sous-tendue par une évolution profonde de la société américaine, qui vient infirmer le mythe de sa polarisation.

#### 2.2. La religion comme vecteur de glissement conservateur de la société américaine

Il y a la crainte réelle que le glissement conservateur de la société ne fasse ressortir les tendances les plus dogmatiques au sein de la Cour suprême. On parle d'ailleurs de guerres culturelles au cours desquelles

<sup>34.</sup> Voir, dans ce sens, «The United States of America», Time, 30 octobre 2006.

<sup>35.</sup> Voir Charles-Philippe David (2004). Au sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis depuis 1945, Québec, Les Presses de l'Université Laval.

<sup>36.</sup> Bruno Tertrais (2005). Quatre ans pour changer le monde - L'Amérique de Bush 2005-2008, Paris, Autrement, CERI, p. 16.

<sup>37.</sup> André Kaspi *et al., op. cit.*, p. 241.

<sup>38.</sup> Justin Vaïsse (2004). «La croisade des néo-conservateurs», L'Histoire, février.

les juges conservateurs, comme le dogmatique Scalia, reviendraient sur la pratique pragmatique de Rehnquist<sup>39</sup>. La guerre culturelle n'a rien de traditionnel, « c'est une guerre civile entre la gauche et la droite, entre conservateurs et libéraux; elle porte sur ce que le pays devrait être, et comment les Américains devraient vivre<sup>40</sup> ». Et elle pousserait le conservatisme pour l'heure économique jusqu'au conservatisme social. Pour autant que le gouvernement des juges ait pu être craint et dénoncé, la Cour suprême s'inscrit le plus souvent dans la logique sociale globale: sa jurisprudence n'est jamais que le reflet de la société américaine et d'une sorte de volonté générale implicite<sup>41</sup>. Il faudra donc admettre qu'une jurisprudence plus conservatrice répond à une société plus conservatrice, attestant non la polarisation de la société, mais bien un consensus ambiant autour de valeurs moins libérales. En réalité, ceux qui présentent la société américaine en termes de polarisation de deux systèmes de valeurs cherchent à promouvoir la guerre culturelle et à souligner l'acuité et la vigueur de ce clivage entre deux nations de confessions opposées<sup>42</sup>. La difficulté tient à ce que nul ne paraît être en mesure de tracer une démarcation entre ces deux «nations». David Brooks pousse l'idée plus loin: le mythe de la polarisation de la société américaine est fondé sur une confusion entre guerre culturelle et dissensions classiques entre monde urbain et monde rural.

Nombreux sont les groupes religieux qui cherchent, aujourd'hui, à trouver leur place sur la scène politique américaine. Rares sont ceux qui représentent véritablement un bloc monolithique. Il en va ainsi du premier groupe religieux aux États-Unis: les catholiques représentent le plus grand nombre de personnes affiliées à un seul groupe et, pourtant, ils sont traditionnellement moins actifs, moins enclins à se positionner politiquement pour orienter la prise de décision au niveau fédéral. Il y a à cela plusieurs explications: les catholiques eux-mêmes ne forment pas un bloc unifié. Il existe une grande déconnexion entre les élites conservatrices et la réalité de la communauté catholique<sup>43</sup>. Autant dire qu'à l'instar de tous les groupes religieux cette communauté est composée d'un faisceau de courants et d'obédiences politiques parfois divergentes. Pour autant, des événements ponctuels, comme la mort de Terri Schiavo, ou plus récurrents, comme les prises de position

Jeffrey Rosen (2005). «Rehnquist the Great?», The Atlantic Monthly, avril, p. 79 et suiv.

<sup>40.</sup> Andrew Wroe (2002). «Abortion, the Right to Life Debate», dans David McKay, David Houghton et Andrew Wroe, *Controversies in American Politics and Society*, Oxford, Blackwell Publishers. p. 170.

<sup>41.</sup> Kevin T. McGuire et James A. Stimson (2004). «The Least Dangerous Branch Revisited: New Evidence on Supreme Court Responsiveness to Public Preferences», The Journal of Politics, vol. 66,  $n^{\circ}$  4, novembre, p. 1018-1035.

<sup>42.</sup> Tels sont les termes de Michael Barone, dans *National Journal*, et de Gertrude Himmelfarb (1990). *One Nation, Two Cultures*.

<sup>43.</sup> Voir sur ce point Adam Nagourney (1995). « New Pope Could Influence Political Life in America », *The New York Times*, 4 avril.

des évêques durant les élections, pourraient pousser le clergé et sa base conservatrice à se faire plus actifs et à recourir à une forme de lobbying pour influencer les décisions fédérales (de la même manière que *Roe v. Wade* a constitué un électrochoc pour nombre des groupes évangéliques). En ce sens, le fait que George W. Bush ait choisi de consulter régulièrement un groupe de catholiques dès son entrée à la Maison-Blanche témoigne de cette insertion accrue d'un groupe traditionnellement peu engagé en politique.

De la même manière, le courant évangéliste est protéiforme. Et dans la même logique, à l'instar d'ailleurs de la gauche libérale, la droite conservatrice ne forme pas un bloc monolithique. Elle connaît de profonds désaccords, et surtout aucun de ses courants n'est en mesure d'alimenter la polarisation irrémédiable, voire la scission de la société américaine. Il y a indéniablement une polarisation ponctuelle sur des enjeux donnés (avortement, mariages gais), notamment au moment des élections (mais quelle société n'en a pas – il suffirait de regarder les dernières campagnes électorales au Canada ou la dernière campagne référendaire en France), mais il serait difficile de tracer une ligne entre deux camps rivaux, comme on aurait pu le faire à plusieurs reprises mais de moins en moins avec pertinence – en Europe par exemple, sur la base du clivage droite-gauche. Si la société américaine n'est pas aussi polarisée que le sous-tendent certaines études, c'est qu'en réalité la religion joue un rôle tellement central qu'elle ne polarise pas vraiment<sup>44</sup>. Dans le processus décisionnel américain, en politique étrangère comme intérieure<sup>45</sup>, le divin plane toujours sans que nul ne trouve à en contester les fondements.

Il faut donc convenir que la déflagration du 11 septembre a fait soudainement converger des courants pourtant antinomiques, créant l'illusion d'un pôle conservateur unifié, impérialiste, chrétien fondamentaliste et traditionaliste<sup>46</sup>. Néanmoins la rapidité avec laquelle cette convergence s'est opérée aurait dû alerter les chantres de la « polarisation » de la société américaine. Conjuguée aux résultats des élections présidentielles américaines, elle révèle simplement un glissement du centre de l'échiquier politique vers la droite. «En effet, le mythe de la société polarisée a été abondamment utilisé par les médias et largement repris par certains commentateurs des élections. Pourtant ce n'est pas tant une fracture qu'un glissement sociétal dont il faut parler et que semblent confirmer les analyses approfondies actuellement conduites

<sup>44.</sup> Il faudrait pour cela réconcilier des univers antinomiques tels que celui de pasteurs démocrates et flamboyants comme Jesse Jackson ou Al Sharpton et celui de prédicateurs républicains comme Pat Robertson.

<sup>45.</sup> Madeleine Albright, op. cit.; Gerald Bergman (1999). «The Influence of Religion on President Eisenhower's Upbringing», Journal of American and Comparative Cultures, p. 89-106.

<sup>46.</sup> Voir Charles-Philippe David, op. cit.

aux États-Unis<sup>47</sup>. » L'état de la société américaine est bien celui d'un conservatisme accru<sup>48</sup>. En effet, il y a, depuis quelques années aux États-Unis, une lame de fond républicaine que l'alternance politique de novembre 2006 n'est – en raison de sa faible amplitude – pas venue infirmer<sup>49</sup>: dans son ensemble, le pays est plus à droite que jamais et une majorité de démocrates et de républicains (environ les deux tiers) s'identifient comme conservateurs. Cela implique donc la convergence récente des discours politiques vers un centre conservateur<sup>50</sup>.



De fait, à l'heure où les candidats fourbissent leurs armes en vue des primaires pour les présidentielles de 2008, le positionnement religieux semble être devenu l'une des clés de la conquête du pouvoir<sup>51</sup>. Et cela est particulièrement évident chez les candidats à l'investiture du Parti démocrate dans la mesure où ce dernier avait jusqu'à présent tendu à confiner la religion à la sphère privée: en témoignent par exemple l'évolution récente de la rhétorique d'Hillary Clinton et ses références répétées à Dieu et à la religion, de même que la présence de Barak Obama, dans les jours qui ont suivi les élections de mi-mandat de 2006, aux côtés du prédicateur Rick Warren dans une megachurch en Californie. Ce phénomène, que l'on a observé dans nombre de sociétés occidentales (centralisation des projets politiques et décalage du centre vers la droite avec l'abandon des «troisièmes voies» à l'européenne), est la manifestation d'un réalignement politique<sup>52</sup>, qui n'est ni intangible ni immuable. C'est pour cela que la thèse des «valeurs morales» divisant l'Amérique est réfutée par les analyses post-élection<sup>53</sup>. La réélection

<sup>47.</sup> Chaire Raoul-Dandurand (2005). «Les élections présidentielles américaines 2004. Bilan», *Synthèses*, 4 janvier. [En ligne]. <www.dandurand.uqam.ca/download/specialus/synthese/synthese\_4.pdf> (Consulté le 15 novembre 2006).

<sup>48.</sup> André Kaspi et al., op. cit. p. 241.

<sup>49.</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldridge (2005). *The Right Nation: Conservative Power in America*, Londres, Penguin Books.

<sup>50.</sup> D'ailleurs, en 2004, si le candidat démocrate John Kerry a développé une rhétorique du changement, il a avancé en fait des idées résolument conservatrices en réaffirmant son opposition aux mariages de même sexe et en se prononçant en faveur de la peine de mort pour les terroristes. De la même manière, Hillary Clinton a adopté des idées tout aussi conservatrices au cours de ses campagnes sénatoriales et en prévision des primaires de 2008. Voir Gil Troy (2006). Hillary Rodham Clinton – Polarizing First Lady, Lawrence, University Press of Kansas, p. 6-7.

<sup>51.</sup> The Pew Forum on Religion & Public Life (2006). «Religion and the 2006 Elections», novembre. [En ligne]. <pewforum.org/docs/index.php?DocID=174> (Consulté le 30 décembre 2006).

<sup>52.</sup> Voir sur ce point l'analyse de Sébastien Barthe dans Élisabeth Vallet et David Grondin (dir.) (2004). Les élections présidentielles américaines, Québec, Presses de l'Université du Québec.

<sup>53.</sup> Sunshine Hillygus et Todd Shields (2005). *Moral Issues and Voter Decision Making in the 2004 Presidential Election*. [En ligne]. <www.people.fas.harvard.edu/~hillygus/valuesvoters12005.pdf> (Consulté le 20 décembre 2006).

de George W. Bush – tout comme son désaveu à travers les élections de mi-mandat de 2006 – est avant tout le fait d'éléments non religieux, non moraux et plus traditionnels comme l'affiliation (ou l'identification à un parti), l'idéologie politique, les perceptions de la guerre en Irak ou du terrorisme et les questions économiques. La société américaine n'est donc pas plus polarisée que dans toute autre campagne électorale. Ce serait d'ailleurs oublier la virulence de certaines élections présidentielles. Par contre, elle est bien, le temps de ce réalignement politique, un peu plus conservatrice, ce qui laisse plus de place à une droite religieuse active, prosélyte et médiatique.

#### BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- ADAMS, Arlin M. et Charles J. EMMERICH (1990). A Nation Dedicated to Religious Liberty: The Constitutional Heritage of the Religion Clauses, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- FARRIS, Anne, Richard P. NATHAN et David J. WRIGHT (2004). The Expanding Administrative Presidency: George W. Bush and the Faith-based Initiative, Washington, The Roundtable on Religion and Social Policy.
- FATH, Sébastien (2002). Billy Graham, pape protestant?, Paris, Albin Michel.
- FATH, Sébastien (2004). Dieu bénisse l'Amérique La religion de la Maison-Blanche, Paris, Seuil.
- TOCQUEVILLE, Alexis de (1986). De la démocratie en Amérique, Tome 1, réédition, Paris, Flammarion.
- TROY, Gil (2006). Hillary Rodham Clinton Polarizing First Lady, Lawrence, University Press of Kansas.
- VALANTIN, Jean-Michel (2005). «Religion et stratégie aux États-Unis», Revue internationale et stratégique, nº 57, printemps.
- WROE, Andrew (2002). « Abortion, the Right to Life Debate », dans David McKay, David Houghton et Andrew Wroe, Controversies in American Politics and Society, Oxford, Blackwell Publishers.



### CHAPITRE 3

## Le conservatisme chez les minorités raciales et sexuelles Une percée inéluctable?

Greg Robinson

Depuis l'administration de Ronald Reagan, le conservatisme a acquis un poids important, sinon dominant, dans la politique et la société américaines. Cette influence s'est manifestée de façon différente, parfois contradictoire, pour différents groupes de la population. L'impact de la pensée conservatrice sur deux communautés minoritaires, les Noirs et les gais et lesbiennes, est à ce titre particulièrement révélateur. Ces deux groupes sont restés pour leur plus grande part en dehors de la coalition électorale de la droite conservatrice, et leurs militants se plaignent d'être la tête de Turc des républicains qui jugent politiquement « payant » de véhiculer des préjugés à leur encontre. L'actuelle conjoncture conservatrice de la politique nationale a ainsi transformé de façon durable les deux mouvements en ce qui concerne leurs revendications et leurs stratégies politiques.

### 1. LES AFRO-AMÉRICAINS ET LE CONSERVATISME: D'UNE FRACTURE PROFONDE À UNE ENTENTE CONJONCTURELLE?

En ce qui concerne les Noirs américains, le conservatisme à proprement parler reste un mouvement de petite envergure, qui n'attire qu'un petit cercle d'intellectuels et de politiciens. Depuis les années 1970, des penseurs de la communauté afro-américaine, comme le journaliste William Raspberry, l'essayiste Shelby Steele, l'économiste Thomas Sowell, ou encore le professeur de droit Stephen Carter, se sont inspirés de l'idéologie conservatrice, en particulier pour rejeter des initiatives comme la discrimination positive (Affirmative Action) en faveur des Noirs. Ils jugent en effet les préférences raciales nuisibles à l'avancement des Noirs qualifiés et à la création d'une société antiraciste. En 1995-1996, un homme d'affaires noir, Ward Connerly, a chapeauté en tant que régent de l'Université de Californie le mouvement contre la politique de préférences raciales dans l'admission à ses facultés. Il a milité par la suite en faveur de l'abolition de tout programme de discrimination positive dans l'État de Californie, abolition qui a eu lieu en 1996.

## 1.1. Le fossé entre la communauté noire et le mouvement conservateur

Cependant, le conservatisme n'a pas séduit les masses noires, et même des intellectuels afro-américains souvent associés au mouvement conservateur, comme le critique Stanley Crouch et l'économiste Glenn Loury, ont refusé d'être ainsi libellés. Certes, en politique électorale, les Noirs sont restés fidèles au libéralisme, et ils sont un pilier de la coalition démocrate depuis l'ère du New Deal. Avec l'adhésion massive de sudistes blancs au Parti républicain à la suite du mouvement des droits civiques, et leur prise de pouvoir derrière des barons conservateurs

comme Newt Gingrich, Bill Frist et Tom DeLay, les Noirs sont devenus non seulement le bloc démocrate le plus imposant dans le sud américain (les anciens États esclavagistes qui sont toujours la résidence de la majorité des Afro-Américains), mais dans certains États quasiment le seul. George W. Bush n'a reçu que 9% des voix des Noirs à l'échelle nationale en 2000, et même en tant que président sortant, Bush a réussi à s'attirer le soutien de seulement 11% des Noirs en 2004.

Il n'est pas uniquement question d'un refus des Noirs de faire confiance aux chefs blancs du Parti républicain. Pour diverses raisons, les Afro-Américains résistent également aux appels des Noirs conservateurs, et les seuls députés républicains noirs des derniers temps, Gary Franks du Connecticut et J.C. Watts de l'Oklahoma, furent élus par des circonscriptions blanches. En 2004, lorsque l'éditorialiste Alan Keyes faisait campagne pour le Sénat en Illinois contre le démocrate noir Barack Obama, Obama recevait plus de 90 % des votes des Noirs (contre 66 % des votes des Blancs). En 2006, dénommée «l'année du républicain noir » par Kenneth Mehlman, chef du Republican National Committee, aucun des trois candidats à des postes majeurs - Lynn Swann en Pennsylvanie et J. Kenneth Blackwell en Ohio pour les postes de gouverneur et Michael Steele du Maryland pour le Sénat – n'a reçu plus d'un quart du vote noir contre des adversaires blancs<sup>1</sup>. Même l'adhésion stratégique de nationalistes noirs comme Tony Brown ou Roy Innis au Parti républicain au cours des années 1990, sous prétexte que les démocrates tenaient les Afro-Américains pour acquis et n'agiraient pas en faveur de leurs intérêts dans l'absence d'une concurrence pour leurs votes, n'a pas contribué à réorienter des Noirs vers le Parti républicain.

Les républicains, pour leur part, ont entrepris une forme de double jeu en ce qui concerne les Noirs. En 1968, le candidat Richard Nixon et ses conseillers ont élaboré la *Southern Strategy* (la stratégie du sud), qui consistait à attirer les sudistes blancs en s'opposant à l'extension de droits civiques et en gardant une certaine distance avec les Afro-Américains. D'autres républicains ont même essayé de conquérir les faveurs d'électeurs de l'extrême droite en utilisant une rhétorique raciste. Ronald Reagan, notamment, a lancé sa campagne présidentielle en 1980 à Philadelphia, Mississippi, lieu du meurtre des militants de droits civiques en 1964, en affirmant qu'il croyait fermement dans les « droits des États ». Cette stratégie a permis aux républicains de recueillir un soutien massif parmi les Blancs, surtout dans le sud des États-Unis, mais au prix d'un mécontentement durable chez les Noirs. Il ne suffirait donc que d'un pas pour considérer que les républicains ont définitivement renoncé à la conquête de l'électorat afro-américain. Tel est en

Swann a gagné 13 % du vote noir, Blackwell 20 % et Steele 25 %. Voir Hazel Trice Edney (2006). «2006: Anything but the Year of the Black Republican», Berkeley Daily Planet, 17 novembre, p. 5.

partie le cas. Nixon a lui-même refusé après le tout début de son mandat de tenir de réunions avec les leaders noirs, au prétexte que, hormis des « uncle toms » (des « vendus »), les Noirs ne l'appuieraient pas².

## 1.2. Les tentatives de George W. Bush et des républicains de séduire l'électorat afro-américain

M. Bush et ses alliés ont changé de cap. Certes, George Bush a lui aussi longtemps négligé les militants pour les droits civiques: jusqu'en 2006, il a refusé de tenir une conférence devant la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), le regroupement le plus ancien et prestigieux de la communauté afro-américaine. De plus, la faiblesse de la réponse gouvernementale aux besoins vitaux des victimes, majoritairement noires, de l'ouragan Katrina en septembre 2005 a pu faire dire au rappeur Kanye West que «George Bush se fout de [leurs] gueules ».

Cependant, l'administration Bush a fait des efforts continus pour courtiser une fraction de l'électorat afro-américain. Le président a ainsi poussé la nomination des républicains noirs, notamment les secrétaires d'État Colin Powell et Condoleezza Rice, aux postes de premier ordre dans son administration. Il a nommé d'autres conservateurs noirs, comme la juge Janice Rogers Brown, à de hautes fonctions dans la justice fédérale. Afin de favoriser ses initiatives, il a sollicité (et parfois commandité) le soutien de pasteurs et de journalistes. En janvier 2005 l'éditorialiste conservateur noir Armstrong Williams s'est fait licencier par son distributeur, Tribune Media Services, à la suite de la révélation que Williams avait accepté la somme de 240 000 \$ du département de l'Éducation pour la promotion parmi les Noirs de la loi dite No Child Left Behind. Parallèlement, en octroyant des contrats de service aux églises et aux organismes confessionnaux par l'intermédiaire du programme des Faith-based and Community Initiatives, les républicains ont cherché à allouer des millions de dollars de subventions aux regroupements noirs pour leurs œuvres de charité, même si le plus gros pourcentage de ces fonds est destiné aux organismes blancs du sud, surtout des réseaux de la droite chrétienne.

Pourquoi l'administration a-t-elle fait de tels gestes, apparemment inutiles à en juger par les résultats électoraux récents, pour susciter un vote conservateur chez les Afro-Américains? À court terme, le soutien même d'un petit nombre de conservateurs noirs divise l'opposition libérale et protège les républicains contre des accusations de racisme. L'exemple le plus frappant de ce processus est la nomination du juge conservateur Clarence Thomas à la Cour suprême des États-Unis par le président George Bush père en 1991, à la suite de la retraite du juge

<sup>2.</sup> H.L. Haldeman (1994). The Haldeman Diaries: Inside the Nixon White House, New York, Putnam, p. 69-175.

Thurgood Marshall. En dépit des propos des républicains affirmant que Thomas fut choisi uniquement en raison de ses compétences et aucunement en fonction de sa couleur de peau, force est de constater que Thomas n'avait que deux ans d'expérience judiciaire et une carrière officielle médiocre. Or, face à un Congrès majoritairement démocrate qui ne manquerait pas de soutenir un successeur à Thurgood Marshall reconnu pour ses luttes juridiques en faveur des Noirs, Thomas était le personnage de droite qui avait les meilleures chances de se faire accepter. Les regroupements de Noirs et les militants des droits civiques l'ont jugé plus acceptable qu'un quelconque blanc, et ils n'ont pas mené une forte campagne contre sa nomination. Même lorsqu'une femme noire, Anita Hill, a témoigné publiquement que Thomas l'avait soumise à un harcèlement sexuel lorsqu'elle fut son assistante, les principales organisations noires sont restées silencieuses.

Au-delà, certains sujets favorisent la coalition entre Noirs et Blancs conservateurs. Les républicains ont rejoint les Noirs à l'été 2006 en appuyant l'extension pour 25 ans du *Voting Rights Act* (loi de protection du droit de vote), car cette loi mobilise l'électorat afro-américain et tend donc à faciliter l'élection de républicains blancs aussi bien que de démocrates noirs. Certains leaders noirs ont aussi jugé bon de se ranger du coté de la droite xénophobe dans le maintien d'une politique dure sur l'immigration. Les immigrants étant souvent les concurrents pour les emplois non qualifiés que prennent les Noirs, l'intérêt politique des Afro-Américains joue ainsi en faveur de la défense des frontières et donc de l'alliance opportuniste avec des républicains.

À long terme, le soutien des Noirs est avant tout primordial pour le succès de la campagne des républicains pour la délaïcisation de la société américaine et l'instauration d'un régime qui reflète plus les idées de la droite chrétienne. Les Noirs sont les plus ardents chrétiens aux États-Unis. Ils représentent en effet le secteur de la population le plus pratiquant et sont les inventeurs de formes d'office typiquement américaines: le chant gospel, la communauté de foi... En outre, grâce au prestige des Noirs (et notamment des pasteurs comme Martin Luther King, Jr.) au temps du mouvement des droits civiques, les Afro-Américains occupent une position reconnue de défenseurs de la liberté aux États-Unis. Ils constitueraient donc les «troupes de choc» pour favoriser la mainmise de la religion sur la société. Un exemple remarquable des fractures que pourrait entraîner le conservatisme au sein de la communauté afro-américaine est le désaccord public entre la veuve de Martin Luther King Jr., la regrettée Coretta Scott King, et sa fille Bernice King au sujet des droits des gais et lesbiennes, y compris sur la question du mariage. La première, inspirée par la contribution au mouvement noir des gais comme Bayard Rustin (organisateur de la célèbre marche sur Washington de 1963), appuyait fermement les revendications du mouvement gai et lesbien, qu'elle considérait comme des droits civiques. La seconde, devenue pasteur comme son père, rejette toute équivalence entre les deux minorités, et dénonce l'homosexualité comme un péché.

Le conservatisme a donc déjà bien influencé la nature des communautés noires, ainsi que l'action politique de leurs militants, mais de façon détournée. Lorsque les intérêts des Noirs et l'égalité raciale ne sont pas directement en question, les Noirs se tournent souvent vers des idées conservatrices. L'impact du conservatisme sur les Noirs se traduit par le fait qu'ils sont de plus en plus accrochés à une politique d'autarcie et d'entraide communautaire, et de plus en plus farouches dans leur opposition aux actions du gouvernement. Après l'ouragan Katrina et la « misère noire » qui en fut le résultat, les Noirs ont mis l'accent sur l'hébergement des réfugiés au sein des communautés noires et n'ont pas manifesté en grand nombre pour l'assistance fédérale. Or l'adoption par les Noirs d'une politique d'entraide ne signifie pas pour autant leur accord avec les républicains, mais leur désespoir face à un système politique dans lequel ils se trouvent trop souvent marginalisés.

#### 2. LE MARIAGE DES COUPLES DE MÊME SEXE OU LE GLISSEMENT CONSERVATEUR DU MOUVEMENT GAI ET LESBIEN

Le mouvement gai et lesbien est également marqué par le succès de l'idéologie conservatrice. Ici encore, il ne s'agit pas d'une grande tendance électorale. Même si 25 % des gais, selon certains sondages, ont appuyé la candidature de George W. Bush en 2000, ce chiffre reste peu représentatif. En effet, la campagne des républicains contre le droit au mariage gai a fait chuter, sans doute durablement, son soutien parmi les homosexuels, voire même chez les militants conservateurs du Log Cabin Republican Club. Or, le mouvement en faveur du mariage gai, aussi radical fût-il dans la société américaine, est le fruit d'une tendance conservatrice au sein du mouvement gai et lesbien. La place désormais centrale accordée au mariage dans l'ordre du jour de la lutte pour l'égalité, aux dépens de la campagne pour la non-discrimination sur la base de l'orientation sexuelle dans l'emploi et le logement (autrefois prioritaire et toujours loin d'être achevée), représente un rejet de la thèse libérale de la «liberté positive», donc de l'État comme défenseur des droits civiques, et l'adoption de la thèse conservatrice de la « liberté négative » qui doit être protégée de l'État.

## 2.1. D'un mouvement libéral de défense des droits civils...

Au début du mouvement gai moderne, le droit au mariage occupait peu de place parmi les revendications du mouvement, même si certains couples organisaient des rites religieux pour célébrer leur union ou essayaient de faire reconnaître leur relation par l'État. Certains couples entreprenaient ainsi des cérémonies d'engagement (commitment

ceremonies); quelques églises plus libérales célébraient même des unions formelles entre conjoints de même sexe (en 1984, l'Église unitarienne devint la première grande Église à offrir de telles cérémonies). Quelques tentatives furent également faites pour modifier ou faire abroger des lois contre les mariages gais. Par exemple, en mars 1975, le bureau du procureur de la circonscription de Boulder, au Colorado, stipula qu'aucune loi du comté ne permettait de s'opposer aux mariages entre conjoints de même sexe. Le greffier a alors tout juste le temps d'enregistrer les mariages d'une demi-douzaine de couples gais avant que le procureur général de l'État ne déclare ces mariages illégaux. Néanmoins, et malgré cet exemple, la majorité des gais et lesbiennes perçoivent le mariage comme un but au mieux inaccessible, au pire réactionnaire. Au moment où naît le mouvement gai, plusieurs commentateurs sont donc amenés à définir le mariage comme une institution en déclin. La révolution sexuelle bat son plein, et les militantes féministes mettent en évidence les éléments sexistes et bourgeois des lois sur le mariage. Les taux de divorce sont en pleine croissance. Des commentateurs gais, tels Edmund White et Dennis Altman, célèbrent le statut avant-gardiste de la communauté, soulignant sa propension à voir la sexualité au-delà de la monogamie et sa capacité à inventer ou adapter des modèles de camaraderie appropriés aux nouvelles conditions<sup>3</sup>.

Plusieurs facteurs ont cependant entraîné une mutation des idées et des styles de vie au sein de la communauté gaie et lesbienne en faveur du mariage. Le développement de ce type de relations reflète le contexte politique et le renouveau d'un mouvement conservateur qui met l'accent sur les «valeurs familiales», valeurs auxquelles les gais et lesbiennes ne sont pas moins attachés que les autres (même si la droite religieuse utilise précisément ce vocabulaire pour promouvoir les activités anti-gais!). On se doit de noter, dans ce contexte, que déjà durant les années 1970 les institutions communautaires de loin les plus nombreuses et riches chez les gais et lesbiennes étaient les églises et synagogues, à commencer par la Metropolitan Community Church, une église protestante unifiée. Ironiquement, les deux ouvrages touchant aux thèmes gais qui ont été les plus frappés par la censure à la fin des années 1980 et au début des années 1990 sont Heather Has Two Mommies, de Leslea Newman, et Daddy's Rommmate, de Michael Willhoite, deux ouvrages pour enfants qui mettent en scène des parents et leur conjoint de même sexe4.

L'épidémie du sida a aussi joué un grand rôle dans cette transformation, en favorisant les relations de couple stables et durables, particulièrement chez les hommes gais qui veulent réduire les risques de

<sup>3.</sup> Voir, entre autres, Edmund White (1994). *The Burning Library: Essays*, New York, Knopf; Dennis Altman (1971). *Homosexual: Oppression and Liberation*, New York, Avon.

<sup>4.</sup> Leslea Newman (1989). *Heather Has Two Mommies*, Boston, Alyson Wonderland; Michael Willhoite (1990). *Daddy's Roommate*, Boston, Alyson Wonderland.

transmission du virus. Parmi les couples lesbiens, d'ailleurs, un nombre croissant décide d'avoir des enfants. De plus, le fléau du sida éclate au grand jour à l'époque de l'administration Reagan, soit au moment où les conservateurs sociaux alliés à la droite religieuse occupent les positions de pouvoir et d'influence. Alors que des milliers d'hommes gais et bisexuels sombrent dans la maladie ou la mort, la réponse inadéquate et moraliste du gouvernement pousse la population à rejeter l'action politique en faveur des droits civiques pour s'engager plutôt dans du lobbying auprès du gouvernement pour agir sur le sujet du traitement de la maladie et de la recherche. Dans le contexte de l'épidémie du sida, cela signifie également que les militants font porter leurs efforts sur la transformation des structures légales et politiques, dans le but d'obtenir la reconnaissance légale des couples gais et de s'assurer ainsi qu'ils ont droit aux visites en milieu hospitalier, aux droits de conjoints survivants sur la location d'appartements, de même qu'aux droits touchant les héritages. Les histoires affreuses sont légion, mettant en scène la convoitise, l'ignorance ou l'esprit de vengeance de familles de défunts qui refusent de respecter la volonté du disparu et qui choisissent plutôt de déposséder leurs partenaires ou amis.

Dans le même temps, l'affaire Sharon Kowalski laisse ses traces sur la communauté. En 1983, Sharon Kowalski, une lesbienne habitant avec sa compagne au Minnesota, est sérieusement blessée dans un accident de voiture. Sa famille, de laquelle elle était pourtant isolée, profite de sa condition pour en obtenir la garde et interdire tout accès à sa compagne. Des cas de ce genre montrent clairement aux minorités sexuelles les dangers auxquels elles pourraient bien devoir faire face et leur besoin de protection légale. En 1986, dans Bowers v. Hardwick, la Cour suprême affirme la validité des lois interdisant la sodomie, démontrant encore la précarité des droits humains des gais et lesbiennes. En octobre 1987, une marche des gais et lesbiennes sur Washington attire une foule estimée à 650 000 participants. Au cours de la journée précédant cette marche, une foule d'environ 2 000 personnes manifeste devant les bureaux de l'Internal Revenue Service (régie des impôts) afin de protester contre l'octroi par le gouvernement fédéral de maints avantages économiques aux couples mariés, avantages qui sont refusés aux couples gais et lesbiens.

# 2.2. ... à la promotion d'une valeur conservatrice, le mariage gai?

La première étape de la campagne pour assurer la protection des couples de même sexe est celle du « partenariat domestique » (domestic partnership). Ce partenariat assure aux couples la reconnaissance de certains droits, par exemple le droit du conjoint survivant sur la location d'habitation. Alors que la province de Québec reconnaît légalement les couples

gais et leur accorde des droits économiques égaux dès 1982<sup>5</sup>, les militants dits « queers » affrontent de nombreux obstacles pour faire voter et appliquer ces lois. Même San Francisco, pourtant reconnue comme la capitale gaie en Amérique, ne possédait aucune législation de ce genre avant 1991. Au cours des années suivantes, plusieurs grandes villes américaines, dont New York, emboîtent le pas, de même que quelques États.

Mais, d'un point de vue politique, il devient rapidement évident qu'il s'agit d'un cul-de-sac, vu le peu d'ardeur des autorités locales et municipales à étendre ces mesures. À l'exception de quelques employés municipaux, les partenaires n'ont pas droit aux assurances médicales à titre de conjoints ni d'avantages en matière d'impôts sur le revenu, et de telles mesures s'avèrent sans aucune utilité pour la cause de l'égalité au niveau des États. Tout comme les décrets municipaux contre la discrimination, ces avantages pouvaient être aisément rejetés par les lois des États. En 1992, par exemple, l'État du Colorado organisa un référendum soutenu par la droite religieuse en vue d'abroger toutes les lois qui protègent les gais et lesbiennes contre la discrimination et d'interdire toute forme de « partenariat domestique<sup>6</sup>».

C'est donc au début des années 1990 qu'émerge le mouvement pour la promotion du droit au mariage pour les conjoints de même sexe. Et c'est à Hawaï, en 1993, que se gagne la première bataille. La plus haute cour de l'État décrète en effet qu'en vertu de la constitution hawaïenne les lois restreignant les permis de mariage sont une forme de discrimination envers les couples de même sexe et elle exhorte la législature à apporter les changements appropriés. La réponse consiste à proposer une forme de partenariat domestique, tout en interdisant explicitement le mariage entre conjoints de même sexe. En dépit des événements à Hawaï cependant, le Congrès, alors dominé par les républicains, vote en 1996 une loi appelée «Loi pour la défense du mariage» qui empêche les autorités fédérales de reconnaître les mariages entre conjoints de même sexe. En vertu de cette loi, les États peuvent refuser de reconnaître les mariages contractés dans d'autres États<sup>7</sup>. En 1999, au Vermont, une décision judiciaire amène l'assemblée législative de l'État à mettre en place, dès 2000, des unions civiles, plutôt que le mariage. En 2004, dans le cadre d'une poursuite, la Cour suprême du Massachusetts oblige la législature à légaliser les mariages entre conjoints de même sexe. Deux ans plus tard, le Massachusetts reste le seul État

<sup>5.</sup> Soit cinq ans après l'inclusion de l'orientation sexuelle comme catégorie de nondiscrimination dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, et moins d'un an après l'adoption d'une loi antidiscrimination fondée sur l'orientation sexuelle par le Wisconsin, une première aux États-Unis.

<sup>6.</sup> Ce référendum sera toutefois déclaré anticonstitutionnel par la Cour suprême de l'État, puis par la Cour suprême des États-Unis.

Soucieux de ne pas diviser son propre électorat en pleine année électorale, le président Clinton agit habilement en signant la loi tout en la qualifiant de législation haineuse.

de l'Union à reconnaître de tels mariages, mais il est probable que d'autres États progressistes changeront leurs lois en ce sens dans un avenir proche<sup>8</sup>.

Au-delà de l'évolution de la société américaine dans laquelle nous avons vu que l'épidémie de sida a joué un rôle majeur, l'idéologie et les arguments conservateurs ont aussi largement soutenu l'émergence du mariage comme préoccupation centrale du mouvement gai et lesbien. Devant l'énorme difficulté qu'ont éprouvée les militants gais et lesbiens à faire voter des lois d'antidiscrimination<sup>9</sup>, il semble finalement plus simple aux avocats de l'égalité de réclamer par l'intermédiaire des tribunaux et de l'interprétation constitutionnelle plutôt que par l'action législative, trop facilement influencée par la droite religieuse. Dans ce contexte, les conservateurs gais, comme Bruce Bower et Andrew Sullivan, affirment que la meilleure façon pour les gais et les lesbiens de gagner l'approbation de la société américaine consiste précisément à faire la démonstration qu'ils sont « normaux », c'est-à-dire qu'ils agissent comme les autres Américains. Au lieu de gaspiller leurs efforts en recherchant l'adoption de lois anti-discrimination qui seraient difficiles à appliquer et qui renforcent nécessairement leur différence, les lesbiennes et gais devraient rechercher le droit au mariage, qui serait, selon Sullivan «en fin de compte, la seule réforme qui compte », car elle représenterait « la normalisation » tant recherchée 10.

La logique de cette thèse n'est cependant pas toujours évidente. Si le refus du mariage aux gais (comme le refus du service militaire, qui devient aussi un champ de bataille au début des années 1990) représente un cas flagrant de discrimination, la masse des militants et autres membres de la communauté gaie restent toujours indifférents ou hostiles au mariage. Comme dans le cas du service militaire, de nombreuses personnes qui appuient le mouvement en faveur du mariage restent néanmoins gênées par le fait que cette question a réussi à totalement accaparer l'attention et le financement autrefois destinés à la protection des droits civiques. La question est alors de voir si les militants promariage ne risquent pas tous les gains du mouvement au profit d'une question marginale et émotive qui soulèverait une grande opposition.

<sup>8.</sup> Il convient de souligner ici que le contexte international a également renforcé l'élan pour le mariage au sein de la communauté gaie et lesbienne américaine. Dès 1989, le Danemark a légalisé le mariage entre conjoints de même sexe. Dans les années qui ont suivi, la plupart des pays de l'Union européenne ont accordé aux couples de même sexe un statut légal (tel que le PACS en France en 1998). Les provinces canadiennes, à commencer par l'Ontario et la Colombie-Britannique en 2003, ont légalisé le mariage gai et, en 2005, le Parlement canadien a ratifié la pratique à l'échelle nationale.

<sup>9.</sup> Même le conseil municipal de la ville de New York, lieu de naissance du mouvement homosexuel, a attendu presque 20 ans avant de voter une loi, et cela avec exceptions pour les organismes confessionnaux.

<sup>10.</sup> Andrew Sullivan (1995). Virtually Normal: An Argument about Homosexuality, New York, Knopf, p. 142; Bruce Bawer (dir.) (1996). Beyond Queer: Challenging Gay Left Orthodoxy, New York, Free Press.

En effet, avec l'aide des républicains, les forces de la droite religieuse ont riposté en faisant du mariage gai et lesbien un cheval de bataille pour inciter leurs fidèles à voter. Lors des deux dernières élections nationales (en 2004 et en 2006), ils ont apporté par référendum des amendements aux constitutions des États pour interdire le mariage entre conjoints du même sexe. Ces amendements ont été adoptés dans 27 des 28 États dans lesquels ils ont été organisés en 2004 et 2006. Ils ont non seulement contribué à susciter le vote républicain, mais dans certains cas ils ont également effacé des protections légales déjà inscrites dans ces États pour les conjoints de même sexe.



Si les conservateurs du mouvement gai et lesbien ont finalement eu raison de leurs adversaires, au point que le mariage est devenu la préoccupation première, c'est non seulement par la puissance de leurs
arguments de principe, mais aussi par la conjoncture économique et
sociale américaine marquée par l'influence croissante du conservatisme.
À l'exception de quelques États qui ont légiféré en faveur de droits
accordés aux conjoints gais et lesbiennes, les plus grandes avancées
dans le domaine des droits conjugaux proviennent non pas du secteur
public, mais des grandes sociétés privées soucieuses de ne pas perdre
de bons employés. Si c'est déjà le capitalisme qui offre la plus grande
chance aux homosexuels pour l'inclusion, il est envisageable que la
révolution qui aboutira à l'égalité ne se fera pas par la voie libérale du
respect de l'individu et de ses orientations, mais par la voie conservatrice
du mariage.

#### **BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE**

ALTMAN, Dennis (1971). Homosexual: Oppression and Liberation, New York, Avon.

BAWER, Bruce (dir.) (1996). Beyond Queer: Challenging Gay Left Orthodoxy, New York, Free Press.

EISENSTADT, Peter (dir.) (1999). Black Conservatism Essays in Intellectual and Political History, New York, Garland.

SULLIVAN, Andrew (1995). Virtually Normal: An Argument about Homosexuality, New York, Knopf.

WHITE, Edmund (1994). The Burning Library: Essays, New York, Knopf.

WILLHOITE, Michael (1990). Daddy's Roommate, Boston, Alyson Wonderland.



### Le virage conservateur des médias américains Un effet structurant sur l'opinion publique?

Karine Prémont

Aux États-Unis, l'idée que les médias sont biaisés en faveur d'un camp et d'idées politiques spécifiquement libérales et démocrates, au détriment des conservateurs et des républicains, est largement répandue. L'ancien directeur des nouvelles à ABC et NBC, Paul Friedman, soutient par exemple que les médias électroniques ont « un léger biais centregauche, ayant un intérêt plus marqué pour les reportages sociaux que pour les histoires de drapeau et de religion¹». Dans ce contexte, plusieurs républicains, dont le président Richard Nixon, ont ainsi accusé les médias d'être responsables, en tout ou en partie, de leurs déboires politiques. Plus récemment, l'ancien chef de la majorité à la Chambre des représentants, Tom DeLay (républicain, Texas), a affirmé que « la légion des "journalistes-amis-des-démocrates" était la source de ses problèmes²» lorsqu'il a été accusé de violations à l'éthique en 2005.

Bien que les libéraux se sentent aussi lésés par la couverture médiatique, ce sont les sympathisants conservateurs qui ont le plus souvent le sentiment de voir leurs positions défavorablement présentées par des journalistes aux inclinaisons libérales prononcées. L'évolution récente des médias, marquée notamment par l'émergence de conglomérats et la dilution de l'audience libérale, oblige cependant à nuancer cette perception, et même à constater un virage conservateur des médias.

# 1. LA PERCEPTION D'UN PENCHANT LIBÉRAL DANS LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

## 1.1. La perception d'un biais dans le traitement des sujets d'actualité

Ce penchant est particulièrement visible dans trois domaines: la couverture des élections, le terrorisme et la guerre en Irak.

#### 1.1.1. Lors des élections

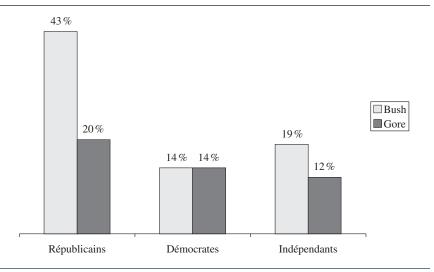
Si plusieurs libéraux et conservateurs prétendent que les médias ont offert une couverture médiatique injuste de leur candidat respectif lors des deux dernières élections présidentielles, ce sont surtout les républicains qui se sont sentis lésés par les médias: lors des élections de 2000, 43 % des républicains considéraient que les médias avaient été injustes envers Bush, alors qu'en 2004, c'est plus de 50 % des républicains qui soulignaient la couverture injuste de leur candidat.

Cité dans Kan Auletta (2003). Backstory: Inside the Business of News, New York, Penguin, p. 270.

Cité dans Robert Mason (2006). «The Media», dans Gillan Peele et al. (dir.), Developments in American Politics, 5º éd., New York, Palgrave Macmillan, p. 168.

FIGURE 4.1

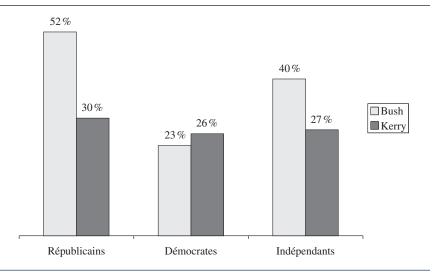
Une couverture médiatique injuste des candidats aux élections de 2000



Données tirées de Pew Research Center for the People and the Press (2004). *Voters Impressed with Campaign*, Washington, DC, 24 octobre, 
/ reports/display.php3?ReportID=230>.

FIGURE 4.2

Une couverture médiatique injuste des candidats aux élections de 2004



Données tirées de Pew Research Center for the People and the Press (2004). *Voters Impressed with Campaign*, Washington, DC, 24 octobre, press.org/reports/display.php3?ReportID=230>.

#### 1.1.2. Le terrorisme

La même chose survient lorsqu'il est question d'enjeux fondamentaux, tels que le terrorisme: les républicains sont les principaux tenants de l'idée selon laquelle les journalistes et les médias en général sont biaisés dans leur couverture médiatique de ce problème. Cette croyance existait déjà avant les attentats du 11 septembre 2001, mais, à ce moment-là, les démocrates et les modérés croyaient aussi, en majorité, au biais politique des médias concernant le terrorisme. Quelques mois après les événements de 2001, la majorité dans ces deux groupes pensait plutôt que les médias offraient une couverture juste et non idéologique du terrorisme<sup>3</sup>.

#### 1.1.3. La guerre en Irak

La guerre en Irak de 2003 n'a pas échappé à cette analyse: les républicains et les défenseurs de la guerre affirmaient, dans une bonne proportion, que la couverture médiatique de l'intervention militaire faisait paraître la situation pire qu'elle ne l'était en réalité, alors que les démocrates et les gens qui protestaient contre la guerre croyaient plutôt que la couverture médiatique reflétait bien la réalité du terrain, comme l'indique le graphique suivant.

Ainsi, les républicains et les conservateurs protestent régulièrement contre le travail des journalistes et des médias, souvent considérés comme étant trop libéraux. Les libéraux estiment, pour leur part, que les médias adoptent surtout le point de vue conservateur à cause de l'influence des grandes entreprises sur la sélection des nouvelles – de grands et puissants conglomérats possédant maintenant les médias – et par la publicité<sup>4</sup>. La fortune et le prestige personnel de plusieurs personnalités médiatiques accentuent également cette tendance vers la droite.

#### 1.2. Des journalistes plus libéraux

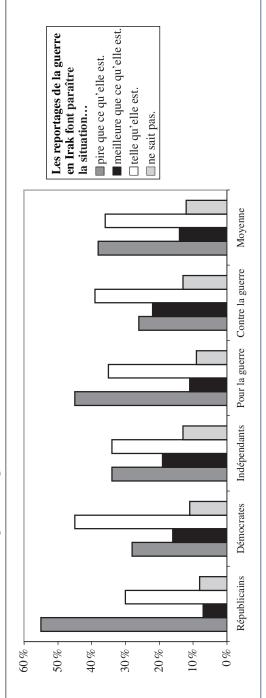
Bien qu'il existe peu d'études sur la tendance idéologique des médias, hormis durant les périodes électorales<sup>5</sup>, on peut dire qu'il est vrai que les journalistes – et non les médias – sont plus libéraux dans l'ensemble que la population américaine. De plus, ils appuient plus facilement le

<sup>3.</sup> Pew Research Center for the People and the Press (2001). Terror Coverage Boost News Media's Image, Washington, DC, 28 novembre, <people-press.org/reports/display. php3?ReportID=143>.

<sup>4.</sup> Ibid.

Doris Graber (2006). Mass Media and American Politics, 7<sup>e</sup> éd., Washington, DC, CQ Press, p. 87.

FIGURE 4.3 La couverture médiatique de la guerre en Irak, 2003



Données tirées de Pew Research Center for the People and the Press (2003). President's Criticism of Media Resonates, But Iraq Unease Grows, Washington, DC, 21 octobre, cpople-press.org/reports/display.php3?ReportD=195>.

Parti démocrate que le Parti républicain<sup>6</sup>. Différents sondages conduits en 2004 montrent que 46 % des journalistes américains se considèrent comme des libéraux (contre seulement 18 % au sein de la population), alors que les conservateurs représentent 23 % des journalistes et les modérés, 30 %<sup>7</sup>.

Cependant, lorsqu'on examine la position idéologique des médias (et non des journalistes), différents indices nous portent à croire qu'ils sont de plus en plus conservateurs, notamment à cause du recours fréquent à des chercheurs liés à des *think tanks* de droite, comme The Heritage Foundation, l'American Enterprise Institute et la Hoover Institution, et ce, même par des médias de gauche ou libéraux.

Par ailleurs, pour contrer la tendance libérale des journalistes et accentuer le virage à droite des médias, les conservateurs « ont senti la nécessité de créer et d'utiliser des médias alternatifs pour promouvoir leur message malgré le biais libéral<sup>8</sup>». À cette fin, ils se sont tournés vers la radio et la télévision par câble dans les années 1990, ce qui expliquerait en partie le regain de popularité des républicains durant cette période<sup>9</sup>. Le décalage vers la droite des médias peut également s'expliquer à l'aide de facteurs plus généraux.

## 2. LES FACTEURS DU VIRAGE CONSERVATEUR DES MÉDIAS AMÉRICAINS

Trois facteurs majeurs expliquent le virage conservateur: l'émergence de grands conglomérats qui acquièrent les médias, l'avènement de l'information-spectacle et la dilution de l'audience libérale.

#### 2.1. L'arrivée des grands conglomérats médiatiques

Les médias sont aujourd'hui la propriété de grands conglomérats qui possèdent souvent des dizaines d'entreprises dans des domaines variés. Aux États-Unis, seulement huit groupes dominent l'ensemble des médias depuis les fusions des années 1980 et 1990, alors qu'ils étaient une cinquantaine à la fin des années 1970<sup>10</sup>: Time Warner, Disney, Viacom,

<sup>6.</sup> Robert Mason, op. cit., p. 166.

<sup>7.</sup> Jan E. Leighley, op. cit., p. 92-93.

<sup>8.</sup> Ibid., p. 166.

<sup>9.</sup> Ibid., p. 167.

Ben H. Bagdikian (2004). The New Media Monopoly, réédition, Boston, Beacon Press, p. 27.

#### TABLEAU 4.1

Sonv

#### Qui possède quoi\*?

**Time Warner** CNN, AOL, Warner Bros, Sports Illustrated ABC, Touchstone, ESPN **Disney** Viacom CBS, Paramount, MTV **News Corporation** Fox, New York Post, 20th Century Fox Bertelsmann Random House, BMG (50%) Vivendi Universal Geffen, Interscope, Def Jam, Mercury Records, Motown, NBC (20%, 70% à General Electric et 10% à Microsoft), Polydor, Blizzard Entertainment, Sierra Entertainment, Mp3.com ComCast Plusieurs chaînes câblées aux États-Unis, AT&T

Sony Pictures, Columbia TriStar, BMG (50%), RCA Records,

Epic Records, Columbia Records, Sony Electronics

News Corporation, Bertelsmann, Vivendi Universal, ComCast et Sony. Cinq de ces entreprises sont américaines et ont des propriétés médiatiques partout dans le monde.

Les médias doivent donc faire des profits et respecter des critères stricts de rentabilité. Ainsi, les reportages présentés ne doivent pas offenser les annonceurs, puisque la publicité est la source de revenus la plus substantielle des médias¹¹. De même, les nouvelles ne doivent pas aborder des enjeux controversés pour ne pas effrayer la population et ainsi perdre des téléspectateurs ou des lecteurs. Les médias libéraux ou modérés sont ceux qui ont le plus écopé de ce nivellement: la population étant plus conservatrice, les médias conservateurs ont augmenté leur lectorat ou leur auditoire, alors que le déplacement des médias libéraux vers le centre leur en a fait perdre. Le résultat regrettable de ces mouvements idéologiques est souvent une uniformisation des informations présentées par la diversification du contenu éditorial, l'ajout de suppléments culturels ou la présentation des émissions de télévision dans les journaux¹². Dans ces circonstances, on comprend

<sup>\*</sup> Liste non exhaustive. Pour une liste plus complète des avoirs de chacune de ces entreprises, notamment dans le domaine des médias et du divertissement, consulter le site Internet du Columbia Journalism Review (2004). Who Owns What?, <www.cjr.org/tools/owners/>.

<sup>11.</sup> Ben H. Bagdikian, op. cit., p. ix.

<sup>12.</sup> Jean J. Gabszewicz, Didier Laussel et Nathalie Sonnac (2001). Press Advertising and the Political Differentiation of Newspapers, mai, p. 15 <www.crest.fr/pageperso/sonnac/Political%20Differentiation%20([PET).pdf>.

mieux la transformation de l'information en divertissement, plus rentable pour les propriétaires des médias et moins compromettant sur le plan idéologique. En réalité,

même si les Américains font face à un marché [médiatique] fragmenté et diversifié, l'évidence démontre que la consommation de nouvelles en général est en déclin, particulièrement chez les jeunes. Dans la recherche d'une audience, les nouvelles sources d'information [émissions d'opinion à la radio et sur les chaînes câblées] émulent quelquefois les aspirations à l'objectivité des anciennes sources [journaux et chaînes nationales], mais elles adoptent aussi quelquefois une subjectivité consciente dans leur information<sup>13</sup>.

# 2.2. L'information-spectacle et l'essor des émissions d'opinion

Une deuxième explication concerne le bouleversement radical dans la façon de présenter les nouvelles: dans le but d'accroître leur audience et, ainsi, leurs revenus publicitaires, la télévision et la radio misent davantage sur les émissions d'opinion plutôt que sur des émissions d'information traditionnelles. On assiste alors à des confrontations entre des personnalités médiatiques ou d'anciens politiciens, qui débattent surtout autour de questions de forme au détriment du contenu. L'objectif n'est plus d'informer mais de convaincre et de divertir. À titre d'exemple, on peut citer l'émission radiophonique de Rush Limbaugh ou l'émission de Bill O'Reilly sur Fox News, qui présentent toutes deux des opinions très conservatrices. Sur CNN, on oppose régulièrement, à l'émission The Situation Room, le libéral James Carville et le conservateur Robert Novak (qui s'affrontaient auparavant dans l'émission Crossfire sur la même chaîne). Ce phénomène a pour conséquence d'amener les individus à écouter les émissions ou à lire les journaux qui confirment leurs propres opinions, sur des chaînes dont l'idéologie ou la tendance politique est la même qu'eux. Par exemple, durant la campagne présidentielle de 2004, «70 % des téléspectateurs de Fox News avaient l'intention de voter pour [George W.] Bush, alors que 67 % des téléspectateurs de CNN préféraient [John] Kerry<sup>14</sup> ».

Habituellement, les conservateurs s'en tiennent surtout à Fox News, au *Wall Street Journal* et aux chaînes et journaux locaux, alors que les libéraux s'informent par l'intermédiaire de CNN, du *New York Times* et de NPR, ce qui accentue la polarisation générale de la société américaine. Cependant, il faut souligner que les journalistes, dans les bulletins de nouvelles, ne suivent pas la même tendance: en effet,

<sup>13.</sup> Robert Mason, op. cit., p. 165.

<sup>14.</sup> Ibid., p. 169.

Médias libéraux	Médias modérés	Médias conservateurs	
New York Times	Los Angeles Times	USA Today	
Washington Post	San Francisco Chronicle	Wall Street Journal	
20/20 (ABC)	Larry King Live (CNN)	Chicago Tribune	
360° (CNN)	Meet the Press (NBC)	The O'Reilly Factor (Fox)	
60 Minutes (CBS)	Nightline (ABC)	Christian Broadcasting	
Dateline (NBC)	News Hour with Jim Lehrer	Network	
Harper's	(PBS)	Reader's Digest	
Rolling Stone	Face the Nation (CBS)	The Weekly Standard	
David Letterman	The New Yorker	The National Review	
Jay Leno	The Atlantic	Rush Limbaugh	
•	Oprah Winfrey*	Howard Stern	

TABLEAU 4.2 L'appartenance idéologique des principaux médias américains

D'après les données de David L. Paletz (2002). The Media in American Politics. Contents and Consequences, 2e éd., New York, Longman, p. 371-383.

seulement 17 % des nouvelles présentées dans les bulletins des réseaux de télévision et 28 % de celles présentées par les chaînes câblées contiennent une opinion<sup>15</sup>.

#### 2.3. La dilution de l'audience libérale face à des conservateurs unis

Ce sont aujourd'hui les chaînes de télévision décrites comme conservatrices qui attirent le plus de téléspectateurs. Par exemple, CNN, considérée comme une chaîne libérale, a toujours bénéficié d'une audience aussi forte que celle de Fox News, chaîne nettement conservatrice, et cela, jusqu'en 2002. À ce moment, Fox News a dépassé le nombre de téléspectateurs de CNN et, depuis, a conservé une légère avance sur son concurrent. Selon les analystes, c'est « le ton patriotique de sa couverture de l'actualité qui a été un facteur important de ce succès<sup>16</sup> ».

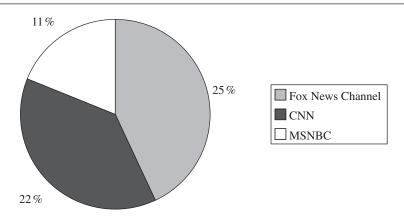
<sup>\*</sup> La plupart des talk-shows animés par des gens comme Oprah Winfrey, Jerry Springer, Dr. Phil McGraw et Rosie O'Donnell sont politiquement libéraux, mais socialement conservateurs.

<sup>15.</sup> Project for Excellence in Journalism (2005). The State of the News Media 2005, <www.stateofthenewsmedia.org/2005/narrative\_cabletv\_audience.asp?media=5&cat=</p>

<sup>16.</sup> Robert Mason, op. cit., p. 169.

FIGURE 4.4

Part de marché des réseaux d'information câblés, 2004



Données tirées de Pew Research Center for the People and the Press (2004). News Audience Increasingly Politicized, Washington, DC, 8 juin, <people-press.org/reports/display.php3?ReportID=215>.

Les conservateurs forment également un plus grand auditoire que les libéraux, et ce, tous médias confondus.

Une dernière explication de la montée du conservatisme des médias américains réside donc dans la dilution de l'auditoire libéral. En effet, les libéraux s'abreuvent à plusieurs sources d'information, qu'elles soient libérales ou conservatrices. Cela diminue d'autant leur visibilité et renforce le sentiment selon lequel la population et les médias sont plus conservateurs. Aucun média n'atteint la majorité de l'auditoire libéral, dispersé entre CNN, MSNBC et les différents journaux, locaux ou nationaux. Il en va de même pour les républicains, souvent associés aux conservateurs, et pour les démocrates, liés aux libéraux, bien que la dispersion des républicains soit moins importante.

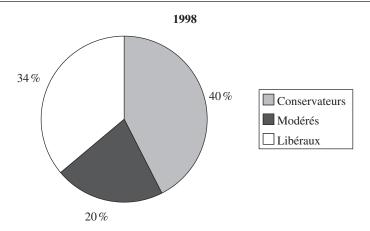
TABLEAU 4.3

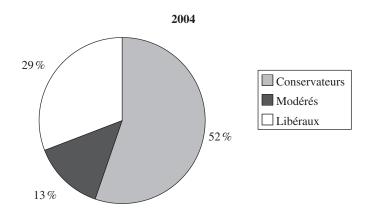
Qui regarde quoi?

Chaîne de télévision	Républicains	Démocrates	Modérés
Fox News	35 %	21 %	22 %
CNN	19 %	28 %	22 %
MSNBC	10 %	12 %	12 %
CNBC	9%	12 %	9 %
NBC Nightly News	15 %	18 %	19 %
CBS Evening News	13 %	19 %	17 %
ABC World News	15 %	20 %	12 %

FIGURE 4.5

Profil idéologique de l'audience de Fox News Channel,
1998-2004



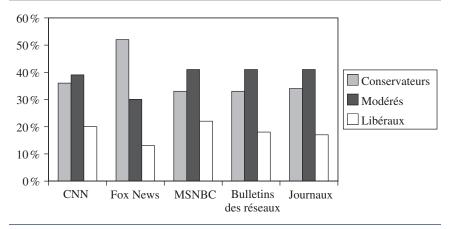


 $\label{lem:politicized} Donn\'ees tir\'ees de Pew Research Center for the People and the Press (2004). News Audience Increasingly Politicized, Washington, DC, 8 juin, <people-press.org/reports/display.php3?ReportID=215>.$ 

La voix des conservateurs semble alors unifiée, eux qui sont essentiellement regroupés autour de Fox News et des médias locaux. Les libéraux donnent par conséquent l'impression d'être divisés et affaiblis. Par ailleurs, le fait que les chaînes de télévision et de radio conservatrices diffusent principalement des émissions d'opinion et de confrontation contribue à les faire connaître davantage auprès de la population, ce qui augmente leur audience.

FIGURE 4.6

Comment se décrit le public des médias américains?



Données tirées de Pew Research Center for the People and the Press (2004). News Audience Increasingly Politicized, Washington, DC, 8 juin, <people-press.org/reports/display.php3?ReportID=215>.



Si l'on peut constater que ce sont surtout des impératifs économiques et commerciaux qui obligent les médias à se déplacer vers la droite du spectre politique, il est également clair que la population ne s'identifie plus autant aux idées et aux candidats politiques libéraux. Cependant, on ne peut absolument pas affirmer que les médias sont à l'origine de ce changement, puisque ce sont les modérés – et les indécis – qui représentent actuellement la plus grande partie de la population. En réalité, le biais des médias, selon Bartholomew Sparrow, n'est pas idéologique, mais réside plutôt dans le fait que les journalistes font confiance à des sources et à des experts bien établis, ce qui « crée une tendance à ignorer les témoignages et les histoires qui proviennent d'autorités non traditionnelles<sup>17</sup>». Les nouvelles et les opinions à caractère idéologique – voire démagogique – constituent ainsi la plus grande menace à la démocratie américaine. D'une part, elles forcent le cynisme de la population et diminue son intérêt pour l'information. Ainsi, l'auditoire et le lectorat de tous les médias sont en déclin progressif depuis plus de dix ans<sup>18</sup>. Le seul média qui a augmenté son audience est la télévision câblée, qui est passée de 1,4 million de téléspectateurs en 1998 à 3,5 millions en 2004<sup>19</sup>. C'est par ailleurs ce média qui produit le plus d'émissions d'opinion ou à caractère idéologique. D'autre part, la personnalisation des

<sup>17.</sup> Cité dans Mason et Robert, op. cit., p. 166.

<sup>18.</sup> Ibid., p. 176.

<sup>19.</sup> Project for Excellence in Journalism, op. cit.

enjeux et des débats qu'on retrouve actuellement dans les bulletins de nouvelles télévisés et de plus en plus fréquemment dans les journaux s'oppose à l'exercice de l'objectivité journalistique<sup>20</sup> et contribue à la perception de la polarisation idéologique de la population américaine. À cet égard, le développement et la prolifération de l'information sur Internet, surtout utilisé par les jeunes, devraient forcer une adaptation des médias traditionnels, des pratiques journalistiques et de la notion d'objectivité.

L'analyse du rôle et de la position des médias laisse surtout penser, finalement, que la polarisation idéologique de la population est créée artificiellement par la façon dont les nouvelles sont présentées et ne montre pas la complexité – et l'ambiguïté – de la société américaine au regard des idées et des enjeux politiques qui s'y développent.

#### BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- BAGDIKIAN, Ben H. (2004). The New Media Monopoly, réédition, Boston, Beacon Press.
- BENNETT, W. Lance (2003). News. The Politics of Illusion, 5e éd., New York, Longman.
- GRABER, Doris (2006). Mass Media and American Politics, 7º éd., Washington, DC, CQ Press.
- LEIGHLEY, Jan E. (2004). Mass Media and Politics. A Social Science Perspective, Boston, Houghton Mifflin.
- PALETZ, David L. (2002). The Media in American Politics. Contents and Consequences, 2e éd., New York, Longman.
- VINSON, C. Danielle (2003). «Political Parties and the Media», dans Mark J. Rozell (dir.), Media Power, Media Politics, New York, Rowman & Littlefield, p. 141-157.

<sup>20.</sup> Jan E. Leighley, op. cit., p. 92.



# Le conservatisme, un mouvement qui structure la vie politique américaine



#### CHAPITRE 5

### L'avenir des démocrates Surmonter l'obstacle du libéralisme

Julien Tourreille

Fondé en 1792, le Parti démocrate américain est le plus ancien des partis politiques qui existent actuellement dans le monde. Une histoire aussi longue comprend sans grande surprise des périodes fastes et d'autres plus délicates¹. La défaite de John Kerry aux élections présidentielles de novembre 2004, alors que ce candidat ne manquait pas d'atouts², illustre l'ampleur de la crise que traversent aujourd'hui les démocrates. Ils ont été battus à cinq reprises lors des sept dernières élections présidentielles; et, au cours des 30 dernières années, ils ont vu leurs positions traditionnellement majoritaires au Congrès, chez les gouverneurs et dans les législatures des États fortement contestées par les républicains.

Les élections de mi-mandat de novembre 2006 ont vu se répéter le scénario des élections de 1958, 1966 et 1978 au cours desquelles le parti d'opposition obtint des gains significatifs en exploitant les difficultés, les échecs et les contradictions du parti au pouvoir. Cette victoire des démocrates ne saurait cependant minorer les difficultés profondes auxquelles ils sont confrontés. Malgré ses succès électoraux, le Parti démocrate a en effet perdu depuis 40 ans le débat d'idées dans la vie politique américaine. Architectes des mesures phares qui ont marqué les États-Unis au XX<sup>e</sup> siècle, telles le *New Deal* de Franklin Delano Roosevelt, la doctrine de l'endiguement de Truman, la *Nouvelle Frontière* de John Kennedy ou encore la *Great Society* de Johnson, les démocrates ne font plus aujourd'hui que réagir aux idées élaborées par les conservateurs et promues par les républicains. Pire, ces derniers sont parvenus à dépeindre le libéralisme, idéologie de base des démocrates, comme une perversion contraire aux valeurs américaines!

Dans le contexte d'une Amérique conservatrice, le recentrage et même le virage à droite sont des solutions parfois préconisées et privilégiées pour permettre au Parti démocrate de remporter des élections. Or, quand bien même l'étiquette de « libéral » serait devenue un fardeau, le renouveau et surtout la capacité des démocrates à exercer le pouvoir en répondant aux aspirations de la population américaine passent par une réaffirmation résolue de leur identité progressiste.

<sup>1.</sup> Jules Witcover (2003). Party of the People. A History of the Democrats, New York, Random House, 826 p.

<sup>2.</sup> Un candidat apparemment crédible, une situation économique délicate, un président sortant, George W. Bush, pour le moins controversé et une guerre en Irak fortement contestée.

#### 1. TRIOMPHE ET DÉCLIN DU LIBÉRALISME, SPLENDEUR ET MISÈRE DU PARTI DÉMOCRATE

Comme le souligne Douglas Massey, la première étape sur la voie du renouveau du Parti démocrate est de comprendre où et comment le libéralisme a réussi et échoué dans le passé. Le libéralisme est en effet l'idéologie de base du Parti démocrate. Entendu aux États-Unis dans un sens plus social-démocrate, progressiste, de gauche qu'au Canada ou en Europe, le terme «libéral» fait référence aux idées de liberté des individus, de justice sociale, économique et politique et d'intervention du gouvernement pour promouvoir le bien commun³. Le Parti démocrate a été porteur de ces idées qui ont été au fondement des progrès des États-Unis au cours du XXº siècle. À partir des années 1960, les démocrates n'ont cependant pas su faire face à la discréditation du libéralisme et aux attaques des conservateurs. Ils ont ainsi perdu leur primauté dans le débat d'idées et la vie politique face au conservatisme et aux républicains.

#### 1.1. Triomphe du libéralisme

Le libéralisme aux États-Unis a connu quatre périodes fastes, de la révolution américaine de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle aux présidences Kennedy et Johnson<sup>4</sup>. Le premier moment libéral est celui de la révolution de 1776 et de l'élaboration de la Constitution de 1787. En mettant en place un système de poids et contrepoids qui limite le pouvoir du gouvernement et protège les droits individuels, la Constitution est d'essence clairement libérale. Son préambule reprend ainsi les principes de base de la philosophie libérale, tout en affirmant le caractère dynamique et de recherche constante du progrès du libéralisme:

Nous, Peuple des États-Unis, en vue de former une Union plus parfaite, d'établir la justice, de faire régner la paix intérieure, de pourvoir à la défense commune, de développer le bien-être général et d'assurer les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à notre postérité, nous décrétons et établissons cette Constitution pour les États-Unis d'Amérique<sup>5</sup>.

Le second moment libéral s'étend de 1861 à 1876. Sous les présidences successives d'Abraham Lincoln, d'Andrew Johnson et d'Ulysses Grant, les droits constitutionnels et les libertés civiles furent étendus aux anciens États de la Confédération par l'adoption de trois amendements à la Constitution: le 13º abolissant l'esclavage, le 14º garantissant l'égalité juridique pour les Afro-Américains et le 15º instaurant le droit de vote pour les hommes de toute origine. Cependant, ce processus

<sup>3.</sup> Douglas Massey (2005). Return of the «L» Word. A Liberal Vision for the New Century, Princeton, NJ, Princeton University Press, p. 11.

<sup>4.</sup> Ibid., p. 12-21.

Traduction française de la Constitution des États-Unis. [En ligne]. <usinfo.state. gov/usa/aboutusa/constfr.htm> (Consulté le 4 décembre 2006).

d'émancipation des Noirs ne fut que partiel et, à partir de 1876 et du retrait des troupes fédérales des États sudistes, un système de ségrégation se mit progressivement en place. Le traumatisme de la Guerre civile et l'engagement en faveur de l'égalité des droits pour l'ensemble des Américains furent progressivement oubliés, les États-Unis préférant consacrer leurs énergies au développement exceptionnel de leur économie. Au tournant du XX° siècle, ils devenaient la première puissance économique et industrielle du monde<sup>6</sup>.

Cette période faste de croissance économique ne se traduisit cependant pas par une distribution équitable des nouvelles richesses. Une tension émergea ainsi entre des travailleurs peu payés et aux conditions de vie précaires et des grandes entreprises et familles concentrant la plus grande partie de ces richesses. Le troisième moment libéral, appelé «l'ère progressiste», eut alors pour objectif d'atténuer, voire de résorber ces inégalités économiques et sociales. S'étendant des débuts de la présidence de Théodore Roosevelt en 1901 à la fin de la présidence de Franklin Delano Roosevelt (FDR) en 1945, cette période se traduisit par une augmentation significative de l'intervention et de la réglementation étatiques dans le domaine économique. Woodrow Wilson présida par exemple à la création de la Banque fédérale et du département du Travail afin de réguler l'économie et de donner aux syndicats une voix au sein du gouvernement. Mais c'est FDR qui renforça le plus significativement le rôle de l'État dans la sphère économique et sociale avec son plan de relance destiné à sortir de la Grande Dépression des années 1930. le *New Deal*.

Le quatrième et dernier moment libéral, sous les présidences de Kennedy et Johnson, consiste à parachever ce que le second n'avait qu'amorcé: l'égalité juridique et constitutionnelle entre tous les Américains, en particulier l'émancipation des Noirs. JFK s'était montré favorable à la lutte de Martin Luther King Jr. en faveur de l'égalité des droits pour les Noirs. Assassiné le 22 novembre 1963, soit quelques semaines après le discours «I have a dream» du leader charismatique afro-américain, JFK ne sera pas le président qui parachèvera l'émancipation des Noirs. C'est en effet son successeur, le Texan Lyndon B. Johnson, qui signera en 1964 la loi sur les droits civiques (Civil Rights Act). Soucieux de renforcer ces droits politiques par une amélioration des conditions de vie des plus démunis, Johnson mettra également en œuvre son programme de Great Society destiné à lutter contre la pauvreté et qui se traduira notamment par la mise en place du système d'assurance maladie Medicare.

Fareed Zakaria (1998). From Wealth to Power. The Unusual Origins of America's World Role, Princeton, Princeton University Press, 199 p.

#### 1.2. La question raciale: apogée et déclin du libéralisme

La *Great Society* de Johnson, en particulier son programme de « guerre contre la pauvreté », connaît un vif succès avec une baisse de celle-ci de 43 % entre 1963 et 1970<sup>7</sup>. Au début des années 1970, l'écart de revenus entre riches et pauvres était par ailleurs historiquement bas aux États-Unis. Or, si la loi sur les droits civiques et la *Great Society* marquent l'apogée du libéralisme américain, la présidence Johnson est également celle du début de son déclin. De nombreuses raisons sont évoquées pour expliquer ce déclin, mais la question raciale apparaît comme la plus déterminante.

Alors que les programmes sociaux mis en place grâce au New Deal de FDR et au Fair Deal de Truman ne faisaient pas de références aux différentes minorités ethniques, les droits civiques et la Great Society de Johnson ont pu être perçus comme favorisant nettement les Afro-Américains. Dès le milieu des années 1960, les républicains, avec à leur tête Richard Nixon, se sont engagés dans cette brèche. Leur « stratégie du Sud » (Southern Strategy) allait alors rencontrer un écho favorable, tant dans les États du Sud où prévalait encore un fort sentiment anti-Noirs que chez la classe ouvrière du Nord qui se sentait délaissée par les démocrates. Non seulement cette stratégie permit aux républicains d'accéder à la Maison-Blanche dès 1968, mais surtout la guestion raciale devint un vecteur d'effritement de la coalition démocrate au point que Lyndon Johnson qualifia le Civil Rights Act de «suicide politique »8. D'une part, les démocrates du Sud, traditionnellement des conservateurs sociaux qui rejetaient l'émancipation des Noirs prônée par les Nordistes d'Abraham Lincoln à la fin de la Guerre civile, quittèrent un à un les rangs du Parti démocrate pour se joindre aux républicains. D'autre part, la classe ouvrière, base électorale traditionnelle des démocrates, commença à douter de l'aptitude de ceux-ci à défendre ses intérêts et devint de plus en plus critique à l'égard de programmes gouvernementaux, tels que la discrimination positive, qu'elle jugeait de plus en plus coûteux et constituant une ingérence. Malgré l'impérieuse nécessité et l'indéniable progrès que représentait l'adoption de la loi sur les droits civiques sur le chemin de l'égalité entre tous les citoyens américains prônée par la Constitution, elle est l'enjeu majeur à l'origine des difficultés des démocrates et du discrédit dont souffre le libéralisme depuis 40 ans.

Outre cette question raciale, la guerre du Vietnam et la crise économique des années 1970 ont largement entamé le crédit du libéralisme dans l'opinion publique américaine. L'enlisement au Vietnam a remis en question la capacité du «modèle» américain à s'imposer

<sup>7.</sup> Douglas Massey, op. cit., p. 21.

<sup>8.</sup> Rick Perlstein (2005). The Stock Ticker and the Superjumbo: How the Democrats Can Once Again Become America's Dominant Political Party, Chicago, Prickly Paradigm Press, p. 92.

dans un pays étranger et à faire face à l'expansionnisme d'une idéologie rivale, en l'occurrence le communisme. Il a également jeté le discrédit sur la compétence des élites gouvernementales libérales, c'est-à-dire l'administration de Johnson, à élaborer des stratégies militaires permettant aux États-Unis de remporter des guerres non conventionnelles. Le choc pétrolier de 1974 et la hausse subséquente du chômage et de l'inflation ont invalidé les thèses économiques libérales d'essence keynésienne promouvant l'intervention étatique et qui avaient été appliquées avec succès pour sortir de la Grande Dépression des années 1930.

#### 1.3. Les problèmes du Parti démocrate

À la différence par exemple de la guerre de Sécession ou des deux guerres mondiales, le Parti démocrate ne va pas réussir à sortir le libéralisme de la crise profonde dans laquelle le plongent les années 1960-1970. Au lieu de régénérer le libéralisme pour l'adapter aux enjeux de l'heure, le Parti démocrate va peu à peu devenir aux yeux de l'électorat américain, il est vrai bien influencé en ce sens par les conservateurs, un parti divisé et incapable d'élaborer un programme et un message cohérents, traduisant une vision positive pour l'avenir des États-Unis.

Le premier problème qui handicape les démocrates résulte de leurs divisions internes. Comme le Parti républicain, le Parti démocrate relève plus d'une coalition de différents groupes aux intérêts variés que d'une structure homogène. Dès le milieu des années 1960, la question raciale et l'intervention grandissante de l'État dans les domaines économiques et sociaux vont entraîner des divisions majeures parmi les démocrates. La principale ligne de clivage concerne ainsi l'étendue souhaitable des pouvoirs et des interventions du gouvernement. Elle aboutit à une division entre modérés et radicaux ou, pour reprendre les termes de James Hurtgen, entre « décentralisateurs » et « modernisateurs »9. Schématiquement, même si les deux groupes partagent l'idée que l'action collective permet de promouvoir la liberté et le bien-être des individus, les premiers demeurent réticents à un trop grand interventionnisme étatique par crainte de l'abus de pouvoir, alors que les seconds militent pour un gouvernement fort, garant du bien commun face aux intérêts particuliers. Ce débat quant au niveau souhaitable d'intervention étatique demeure particulièrement vif. Il oppose ainsi aujourd'hui les New Democrats, un État pléthorique et dont la figure de proue est Bill Clinton<sup>10</sup>, qui s'élèvent contre une branche plus radicale favorable à plus de programmes sociaux gérés par le gouvernement

<sup>9.</sup> James Hurtgen (2002). *The Divided Mind of American Liberalism*, New York, Lexington Books, 150 p.

<sup>10.</sup> Dans son discours sur l'état de l'Union de 1996, le président Clinton annonça ainsi la fin de l'ère du gouvernement pléthorique: « *The era of big government is over.* »

et à plus de règlements<sup>11</sup>. Le handicap que représentent ces divisions internes est par ailleurs amplifié par une vision aujourd'hui largement répandue dans la population américaine selon laquelle le Parti démocrate n'est plus un parti à vocation universelle qui représente tous les Américains, mais un parti dominé par des factions défendant des intérêts particuliers (la lutte environnementale, la défense des droits civiques, l'avortement, le droit des femmes, le mariage gai...) et dont le comportement effraie les électeurs. Ainsi, l'image largement répandue aujourd'hui du Parti démocrate est celle d'activistes qui brûlent le drapeau américain, de féministes et d'homosexuels qui sapent la famille traditionnelle, de dédaigneux et frileux quant à l'exercice de la puissance américaine et de dépensiers qui méprisent les valeurs de l'Amérique profonde<sup>12</sup>.

Le deuxième problème auquel sont confrontés les démocrates est lié aux erreurs qu'ils ont commises lorsqu'ils ont occupé le pouvoir au cours des 20 dernières années. Deux erreurs majeures peuvent ici être relevées¹³. Premièrement, ils auraient fait trop de concessions aux grandes entreprises, alors qu'ils avaient lutté contre leurs abus au début du XXº siècle. Bien que les démocrates aient périodiquement essayé de renforcer la réglementation encadrant l'activité des entreprises, ils ont le plus souvent modéré sa portée. Cette modération, qui opère selon Charles Noble au détriment de la population, est la conséquence même d'un système politique et économique qui dépend trop largement des contributions des entreprises privées pour les courses électorales et pour la création d'emplois. Deuxièmement, les démocrates auraient trop privilégié l'accroissement de la bureaucratie fédérale au détriment de modes plus participatifs et décentralisés de gouvernance.

Le troisième problème qui affecte les démocrates est une conséquence directe des deux premiers: c'est l'érosion de l'identification partisane<sup>14</sup> en faveur du parti, combinée avec une proportion plus forte d'Américains qui se disent conservateurs par rapport à ceux qui se disent libéraux.

<sup>11.</sup> Noam Scheiber (2005). «Bargain Hunting. The Case for National Greatness Liberalism», The New Republic, 24 octobre.

Rick Perlstein, op. cit., p. 12.

Ces deux erreurs sont examinées dans Charles Noble (2004). The Collapse of Liberalism. Why America Needs a New Left, New York, Rowman & Littlefield Publishers Inc., 184 p.

<sup>14.</sup> Pour nombre de politologues, l'identification partisane est un indicateur déterminant, non seulement pour prédire avec le plus de précision possible le résultat d'une élection, mais également pour évaluer la santé d'un parti politique. Une conséquence de l'effritement de l'identification partisane est de rendre plus difficile et coûteuse la conquête des électeurs. Le parti concentre alors l'essentiel de ses énergies sur cette mission de court terme au détriment de l'élaboration d'une stratégie plus globale et axée sur le long terme.

Comme l'illustre la figure 5.1, le Parti démocrate connaît depuis 50 ans une érosion visible du nombre de personnes qui s'y identifient. Il demeure cependant, d'après les données du National Election Studies¹5, le parti politique avec lequel le plus d'Américains ont des affinités. La figure 5.2 met en évidence un phénomène plus préoccupant et problématique quant aux conclusions que devraient en tirer les démocrates. Il apparaît en effet que, depuis plus de 30 ans, une proportion nettement plus élevée d'Américains se disent conservateurs et même modérés plutôt que libéraux. À cela il faut ajouter que l'électorat américain est de plus en plus polarisé, c'est-à-dire que les conservateurs tendent à voter de plus en plus pour le Parti républicain et les libéraux pour le Parti démocrate. En 1976, Jimmy Carter obtint 72 % de l'électorat libéral et 28 % de l'électorat conservateur. En 2004, John Kerry attira 85 % du premier et 15 % seulement du second¹6.

Dans un tel contexte, les démocrates pourraient conclure qu'ils doivent partir à la conquête de l'électorat modéré, voire embrasser l'idéologie conservatrice et ainsi opérer un véritable virage à droite pour remporter les élections. Or le Parti démocrate, divisé et travaillé par des éléments radicaux<sup>17</sup>, ne paraît pas en mesure de courtiser cet électorat modéré et de gagner la bataille. Par ailleurs, pour espérer gagner une élection nationale, les démocrates devraient conquérir au moins 60% de cet électorat modéré, une performance que seul Bill Clinton est parvenu à réaliser dans la période récente<sup>18</sup>. En ce qui concerne le fait de «conservatiser» son discours, le Parti démocrate serait inévitablement confronté à un problème de légitimité, perdrait irrémédiablement sa base libérale et se verrait nécessairement préférer «l'original» conservateur. Plus fondamentalement cependant, le problème et l'enjeu pour les démocrates dépassent largement la simple question de l'arithmétique électorale. Afin non seulement de conquérir le pouvoir, mais surtout de l'exercer en répondant aux aspirations de la population, ceux-ci doivent redéfinir leur identité et leur message. Cette redéfinition passe par la reconquête du discours politique américain et la réaffirmation de leur identité progressiste.

#### 2. RÉAFFIRMER SON IDENTITÉ PROGRESSISTE: LE DÉFI DU PARTI DÉMOCRATE

Le problème fondamental des démocrates aujourd'hui réside dans leur discours politique général. En l'absence d'un message clair et articulé, ils se retrouvent confinés dans une stratégie de court terme et réactive

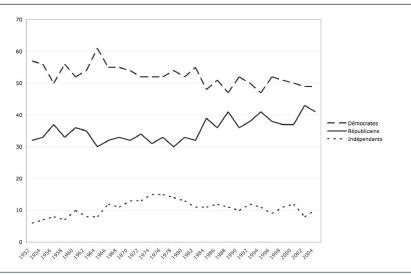
<sup>15. &</sup>lt;www.electionstudies.org/>.

<sup>16.</sup> William Gaston et Elaine Kamarck (2005). *The Politics of Polarization*, Third Way. [En ligne]. <a href="https://www.third-way.com/products/16">www.third-way.com/products/16</a>>.

<sup>17.</sup> Rick Perlstein, op. cit., p. 85.

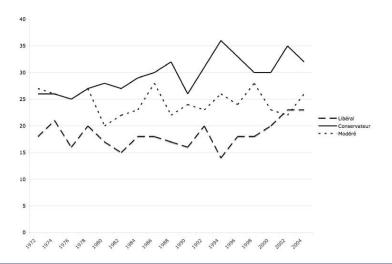
<sup>18.</sup> Noam Scheiber, op. cit.

FIGURE 5.1
Évolution de l'identification partisane, 1952-2004
(en pourcentage)



Source: American National Election Studies.

FIGURE 5.2 Évolution de l'affiliation idéologique, 1972-2004 (en pourcentage)



Source: American National Election Studies.

par rapport à leurs adversaires. Ils ne font le plus souvent que réagir aux idées présentées par les républicains en essayant simplement de se démarquer en se présentant comme plus sympathiques, cordiaux et aptes à gouverner<sup>19</sup>. Dès lors, ils ne semblent pas défendre un programme cohérent, logique, convaincant et basé sur des principes clairs. Cela permet donc aux républicains, adossés à un conservatisme structuré, de dépeindre les démocrates comme faibles et incohérents et de présenter leur idéologie de base, le libéralisme, comme une perversion. Pour surmonter ce problème, les démocrates doivent reconquérir le discours politique américain et réaffirmer leur identité progressiste.

### 2.1. Reconquérir les quatre mythes du discours politique américain

Depuis le début des années 1980 et la présidence de Ronald Reagan, les démocrates ont perdu la bataille du discours. Ils ne semblent plus en mesure de poser les enjeux et de définir les options politiques envisageables pour chacun d'eux et se retrouvent ainsi dans une position réactive par rapport à des républicains qui structurent et définissent le débat politique américain. Dès lors, des notions telles que « le soulagement fiscal » (tax relief), « le fardeau réglementaire » (regulatory burden) ou encore « une société des chances » (opportunity society) mises en avant par les conservateurs et le Parti républicain semblent faire consensus. Les démocrates ne doivent pas simplement trouver les bons termes et les slogans efficaces pour les politiques qu'ils promeuvent. Le défi, et la difficulté, est d'insérer ces politiques dans une rhétorique à laquelle la population américaine peut s'identifier.

Robert Reich identifie quatre mythes qui constituent les piliers du discours politique américain: le triomphe de l'individu, la bienveillance de la communauté, la menace provenant de l'étranger et la corruption des élites<sup>20</sup>. Tout d'abord, le succès du *self-made man* parti de peu et arrivé aux sommets grâce à sa persévérance, son courage, son travail et sa prise de risque est l'image par excellence de l'individualisme triomphant. Ce premier mythe se retrouve dans l'*Autobiographie* de l'un des Pères fondateurs, Benjamin Franklin, ou plus récemment dans de nombreux films comme la série des *Rocky* ou *Erin Brockovich*<sup>21</sup>. Ensuite, entourant cet individu déterminé et travailleur, figure une communauté unie, solidaire et prête à se surpasser pour le bien commun et face à l'adversité. Cette idée de la communauté bienveillante remonte à l'époque des puritains qui ont colonisé la côte est des États-Unis dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Elle imprègne, par exemple, le

<sup>19.</sup> Douglas Massey, op. cit.

Robert Reich (2005). «Story Time. The Lost Art of Democratic Narrative», The New Republic, 28 mars-4 avril, p. 16-19.

<sup>21.</sup> Ibid., p. 16.

discours «I have a dream» de Martin Luther King Jr. du 28 août 1963. Elle fut aussi à l'œuvre dans la vague de solidarité qui anima la population américaine au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Le troisième mythe du discours politique américain présente cet individu triomphant et cette communauté vertueuse comme étant menacés par un monde extérieur considéré comme dangereux et barbare. Une bonne partie des premiers colons qui arrivèrent en Amérique fuyaient en effet une Europe dont ils dénonçaient les autoritarismes et les rivalités permanentes. La lutte contre la barbarie et les forces « démoniaques » est par ailleurs un thème mobilisateur constant dans la politique étrangère des États-Unis, que ce soit dans la guerre contre les Mexicains au XVIII<sup>e</sup> siècle, contre les Soviétiques pendant la Guerre froide (Reagan dénonçait l'URSS comme « l'empire du Mal ») ou encore dans la guerre contre le terrorisme et «l'axe du Mal» décrétée par le président George W. Bush à la suite du 11 septembre. Enfin, le thème de la corruption des élites renvoie à l'idée, somme toute populiste, que les puissants, que ce soient les chefs politiques, le gouvernement ou encore les grandes entreprises sont irresponsables, décadents, avides de pouvoir et menacent donc les braves citoyens.

Bien que les conservateurs et les républicains se soient approprié ces grands mythes de la pensée politique américaine depuis le début des années 1980, il ne faut pas oublier que durant la plus grande partie du XXº siècle ce sont les démocrates qui les maîtrisaient. La Grande Dépression, avec ses millions de chômeurs et de pauvres au début des années 1930, confirma l'idée défendue dès 1912 par Woodrow Wilson que les financiers de Wall Street et les grandes entreprises mettaient en péril le bien-être de la population. Pour résoudre cette crise majeure, le New Deal de Franklin Delano Roosevelt allait faire appel à l'effort de l'ensemble de la communauté américaine, effort qui resta au cœur des grands programmes sociaux des démocrates jusqu'à la Great Society de Johnson. Le contexte international, la Seconde Guerre mondiale contre le nazisme et la Guerre froide contre le communisme, a renforcé cet effort national et validé l'idée d'un monde barbare et dangereux pour les valeurs américaines.

C'est à partir des années 1960 que le discours démocrate perd de son efficacité. La croissance économique de l'après-Deuxième Guerre mondiale et l'essor de la classe moyenne érodent la perception d'un milieu des affaires avide, corrompu et exploitant les travailleurs. Avec l'enlisement au Vietnam, cette idée d'une élite malveillante se déplace vers la classe politique et affaiblit les démocrates. Le président Johnson et son secrétaire à la Défense Robert McNamara deviennent les symboles d'une élite politique et gouvernementale arrogante et dont les actions sont contraires aux intérêts de la population américaine. La guerre du Vietnam ébranle également la rhétorique de l'ennemi extérieur qu'il faut combattre pour préserver les valeurs américaines. Alors que les présidents démocrates du début de la Guerre froide, Harry Truman et John F. Kennedy, avaient conduit une politique déterminée contre

l'expansionnisme communiste (que ce soit la guerre de Corée, la crise des missiles à Cuba ou encore l'envoi des premiers conseillers militaires au Vietnam), la débâcle vietnamienne remet en question les certitudes démocrates en matière de politique étrangère. Symbolisée par les hésitations du président Carter, en particulier lors de la crise des otages en Iran, cette «faiblesse» sera largement exploitée par les républicains pour dénoncer le manque de crédibilité des démocrates sur les questions de sécurité nationale.

Les démocrates ont donc perdu depuis 40 ans la bataille du discours politique. Incapables de colmater les brèches ouvertes dans leur rhétorique à partir de la fin des années 1960, ils ont laissé le champ libre aux conservateurs et aux républicains qui maîtrisent encore aujourd'hui les quatre éléments fondamentaux de ce discours. L'entrepreneur, le chef d'entreprise est devenu le modèle par excellence de l'individu triomphant. La communauté bienveillante est une société de « compassion » dans laquelle la charité privée remplace la promotion de l'égalité et de la justice sociales par le gouvernement. Le terrorisme islamiste a succédé à «l'empire du Mal» communiste comme menace barbare aux valeurs américaines. Les libéraux, concentrés en Nouvelle-Angleterre et en Californie, sont passés du statut de promoteurs du progrès à celui d'élite aux mœurs nauséabondes (soutien à l'avortement, au mariage gai, remise en question de la famille traditionnelle...) et éloignée des «vrais» Américains. Dans ce contexte, il n'est donc guère surprenant qu'un candidat comme John Kerry, certes compétent et dont les propositions politiques étaient nuancées, ait été nettement battu par George W. Bush lors des élections présidentielles de 2004.

### 2.2. Le progressisme au cœur de l'identité du Parti démocrate

En gagnant la bataille du discours et de l'imaginaire politiques, les conservateurs n'ont pas seulement permis aux républicains de remporter des succès électoraux majeurs depuis une quarantaine d'années, que ce soit à la présidence ou au Congrès. Ils sont également parvenus à faire du terme «libéral» une arme de destruction massive contre les démocrates. Idéologie du progrès aux États-Unis pendant l'essentiel du XX° siècle, le libéralisme y est aujourd'hui largement synonyme d'incompétence, d'arrogance, et même de déviance par rapport aux valeurs américaines. Cette perception négative du libéralisme est très récente.

En effet, il y a encore un demi-siècle, les républicains considéraient qu'il était bon d'être libéral. Dwight Eisenhower affirmait en 1952 que « pour être pleinement efficace, il faut à Washington des membres du Congrès expérimentés et libéraux ». Richard Nixon citait même et approuvait la définition donnée par FDR selon lequel « un libéral est un homme qui aspire à construire des ponts par-delà les gouffres qui

séparent l'humanité d'une vie meilleure<sup>22</sup>». Ce n'est que depuis la campagne électorale de 1988 que l'association au libéralisme constitue un véritable boulet politique. En effet, lors de cette campagne, George Bush, poursuivant la stratégie électorale amorcée par Ronald Reagan en 1980, présenta invariablement son adversaire démocrate Michael Dukakis comme le «gouverneur libéral démocrate du Massachusetts» tout en lui accolant continuellement des travers tels que la faiblesse en matière de sécurité nationale, le manque de principes et de valeurs, le goût pour un gouvernement pléthorique et la hausse des impôts. Le fils Bush utilisa une stratégie similaire contre son adversaire John Kerry en novembre 2004 en le décrivant comme le «sénateur libéral du Massachusetts » et en l'affublant de l'image peu flatteuse de girouette<sup>23</sup>. Les démocrates ne surent pas répondre à ces attaques. De surcroît, ils renforcèrent eux-mêmes l'image véhiculée par les républicains lorsque que Bill Clinton associa dans sa campagne présidentielle de 1992 le libéralisme à l'incompétence et aux hausses d'impôts et l'opposa aux créations d'emplois, à la diminution des taxes et à la réduction des dépenses gouvernementales<sup>24</sup>.

Alors que le terme même «libéral» est devenu un boulet dans la vie politique américaine, les démocrates doivent réaffirmer leur identité progressiste. Au lieu de chercher à recentrer, voire « conservatiser » leur programme, ils doivent inscrire leurs politiques et leur démarche dans un discours résolument progressiste, et ce, pour deux raisons. Premièrement, le terme de « progrès » semble remplacer avantageusement celui de «libéral». En effet, même si les stéréotypes associés aux libéraux (comme la faiblesse, l'indulgence vis-à-vis des attitudes criminelles ou encore la perversité sexuelle) ne sont pas fondés, le problème est qu'ils sont particulièrement forts et imprégnés dans l'inconscient collectif de la population américaine<sup>25</sup>. Il serait donc vain que les démocrates consacrent leurs énergies à les combattre et à les défaire. De plus, comme le souligne Paul Waldman, l'utilisation de «progressiste» au lieu de « libéral » ne se traduit que par des différences mineures en matière de politiques publiques. Deuxièmement, l'idée de progrès apparaît en phase avec les attentes et les préférences de la population sur nombre d'enjeux. Elle est très nettement présente dans la pensée et l'histoire politiques des États-Unis<sup>26</sup>. De même que certains auteurs affirment que le conservatisme s'inscrit dans le capital génétique des États-Unis<sup>27</sup>,

<sup>22.</sup> Paul Waldman (2006). Being Right is Not Enough. What Progressives Must Learn from Conservative Success, Hoboken, NJ, John Wiley & Sons Inc., p. 7.

<sup>23.</sup> Le terme anglais de flip flopper fut habilement utilisé par les républicains dans leurs publicités contre John Kerry pour présenter ses positions politiques comme continuellement changeantes.

<sup>24.</sup> Paul Waldman, op. cit., p. 8.

<sup>25.</sup> Ibid., p. 7.

<sup>26.</sup> Ibid., p. 10.

<sup>27.</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldridge (2004). *The Right Nation. Conservative Power in America*, New York, Penguin Books, 466 p.

il est possible d'argumenter que le pays est profondément progressiste. En effet, même si nous avons vu précédemment qu'une plus grande proportion d'Américains se disent conservateurs, il apparaît qu'ils ont sur des enjeux politiques majeurs des positions qui se situent très clairement dans la tradition progressiste. Il ressort ainsi du tableau suivant que la population américaine est favorable à une intervention de l'État dans les domaines sociaux tels que la santé, qu'elle soutient le droit à l'avortement et privilégie une politique étrangère multilatéraliste; autant de positions qui sont nettement en opposition avec les préceptes conservateurs.

TABLEAU 5.1

Une préférence nette des Américains pour les politiques progressistes

	Approuve	Désapprouve
Le gouvernement fédéral devrait gérer un plan d'assurance maladie*	82 %	8%
Une loi devrait interdire l'avortement dans tous les cas*	14%	86%
Les entreprises font preuve d'équilibre entre la recherche du profit et le respect de l'intérêt général**	38%	57 %
Les grandes entreprises disposent de trop de pouvoir**	77 %	20 %
Les grandes entreprises font trop de profits**	62 %	32 %
Les syndicats sont nécessaires pour protéger les droits des travailleurs**	74%	23 %
Aujourd'hui, l'écart entre les riches et les pauvres continue à se creuser**	68%	29 %
Le gouvernement a la responsabilité de s'occuper des personnes dans le besoin**	66%	31 %
En matière de politique étrangère, les États-Unis doivent accepter de prendre leurs décisions dans le cadre des Nations Unies même si cela limite leur marge de manœuvre***	60%	36%
Les États-Unis doivent respecter les décisions de l'organe de règlement des conflits de l'OMC***	73%	22 %

<sup>\*</sup> Données du *National Election Studies* pour l'année 2004. [En ligne]. <www.election studies.org/nesguide/gd-index.htm#4>.

<sup>\*\*</sup> Données du *Pew Values Study* de 2003, extraites de Paul Waldman, *op. cit.*, p. 61-62.

<sup>\*\*\*</sup> Données extraites du *Global Views 2006*, Chicago Council on Foreign Relations. [En ligne]. <a href="https://www.thechicagocouncil.org/UserFiles/File/GlobalViews06Final.pdf">www.thechicagocouncil.org/UserFiles/File/GlobalViews06Final.pdf</a>>.

#### 2.3. Constituer un mouvement progressiste

Comme Lee Edwards l'a exposé précédemment dans cet ouvrage<sup>28</sup>, l'idéologie conservatrice semblait vouée à la disparition après la cuisante défaite du républicain Barry Goldwater aux élections présidentielles de 1964. Or, les conservateurs sont parvenus à rebondir et à progressivement dominer, orienter et façonner le débat d'idées en s'appuyant sur un mouvement structuré autour de quatre piliers: 1) des penseurs qui produisent des idées novatrices; 2) des faiseurs d'opinion qui diffusent ces idées; 3) des philanthropes qui financent la production de ces idées, en soutenant soit directement des intellectuels, soit des centres de recherche tels les *think tanks*; et 4) des chefs politiques charismatiques qui appliquent ces idées.

Alors que les progressistes sont aujourd'hui dans une situation bien moins délicate que celle à laquelle les conservateurs devaient faire face en 1964, la mise sur pied d'un véritable mouvement progressiste sur ce modèle semble être une voie privilégiée par nombre de proches du Parti démocrate<sup>29</sup>. Premièrement, ce mouvement permettrait de combler le décalage frappant que nous avons soulevé entre l'affiliation idéologique conservatrice et les préférences pour des politiques d'essence progressiste d'une majorité de la population américaine. Deuxièmement, un mouvement aiderait les démocrates à surmonter les trois raisons le plus souvent invoquées pour expliquer leurs faiblesses par rapport aux républicains: la vision à court terme, la déception des électeurs une fois au pouvoir, de même que l'incapacité à inscrire les propositions politiques dans un discours articulé et ayant une résonance forte dans l'imaginaire politique des Américains. La constitution d'un mouvement favoriserait la pérennisation des moyens de financement, la structuration des militants, l'élaboration d'un cadre de référence progressiste cohérent, le recrutement et la formation du personnel politique. Ce mouvement rassemblerait des intellectuels, des think tanks, des revues et journaux, des faiseurs d'opinion, des leaders politiques, des groupes de militants dont l'objectif est d'imprégner la population américaine de la vision progressiste. À la différence de ce que font les démocrates depuis une quarantaine d'années, cela ne se limite pas à quelques victoires électorales et à la défense de causes particulières (droits civiques, environnement, féminisme, mariage gai...). Cette imprégnation du progressisme dans la conscience collective s'inscrit dans la longue durée, oblige à une réflexion dont l'objet est d'articuler les différentes propositions politiques au sein d'une vision globale de la société et de l'avenir des États-Unis, et procède par étapes successives. Par exemple, les militants

<sup>28.</sup> Lee Edwards, «Les origines du mouvement conservateur américain contemporain», p. 13.

<sup>29.</sup> On citera ici, à titre d'exemples, Rick Perlstein, op. cit.; Paul Waldman, op. cit.; Charles Noble, op. cit.; ou encore Douglas Massey, op. cit.

démocrates doivent s'organiser aux niveaux locaux pour conquérir les commissions scolaires, comme l'ont fait les conservateurs à partir des années 1970.

\* \*\*

Si le terme « libéral » est devenu une sorte d'insulte insurmontable dans le débat politique aux États-Unis, il n'en demeure pas moins que les démocrates semblent avoir les moyens d'empêcher la «révolution conservatrice » que Karl Rove, conseiller influent de George W. Bush, avait pour ambition d'imposer pour plusieurs décennies. Les résultats des élections de mi-mandat de novembre 2006 pourraient marquer une première étape en ce sens tant la présidence de George W. Bush offre aux démocrates les arguments pour la reconquête des quatre piliers du discours politique américain. La gestion défaillante de l'ouragan Katrina en 2005 a souligné les errements d'une administration qui privilégie l'allégeance partisane au détriment de la compétence. Les scandales de corruption ou de mœurs ont mis au jour les failles morales de l'élite républicaine. Le creusement colossal des déficits fragilise les fondements d'une communauté solidaire et bienveillante nécessaire au succès des individus. Surtout, la situation délicate en Irak plus de quatre ans après le renversement de Saddam Hussein démontre les limites d'une approche idéologique, unilatérale et militariste des menaces contemporaines à la sécurité des États-Unis. Avec la présidence de George W. Bush, les démocrates semblent donc disposer d'une fenêtre d'opportunité pour reconquérir le pouvoir politique, en particulier la Maison-Blanche.

Au-delà des difficultés conjoncturelles des républicains, le Parti démocrate semble également disposer d'un atout majeur: la faveur d'une majorité d'Américains pour des politiques d'essence progressiste. Le défi premier pour les démocrates est alors d'articuler ces préférences dans un programme et une vision résolument progressistes qui s'appuient sur les quatre mythes du discours politique américain. Il leur faudra ensuite se doter d'un mouvement et de chefs politiques charismatiques à même de porter et d'incarner cette vision de l'avenir des États-Unis.

#### **BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE**

MASSEY, Douglas (2005). Return of the «L» Word. A Liberal Vision for the New Century, Princeton, NJ, Princeton University Press, 218 p.

NOBLE, Charles (2004). The Collapse of Liberalism. Why America Needs a New Left, New York, Rowman & Littlefield Publishers Inc., 184 p.

PERLSTEIN, Rick (2005). The Stock Ticker and the Superjumbo: How the Democrats Can Once Again Become America's Dominant Political Party, Chicago, Prickly Paradigm Press, 114 p.

- WALDMAN, Paul (2006). Being Right Is Not Enough. What Progressives Must Learn from Conservative Success, Hoboken, NJ, John Wiley & Sons Inc., 266 p.
- WITCOVER, Jules (2003). Party of the People. A History of the Democrats, New York, Random House, 826 p.



CHAPITRE 6

### L'influence indéniable mais limitée des conservateurs au Sénat américain

Frédérick Gagnon

Lors des élections américaines de 2006, le Parti démocrate a repris le contrôle des deux chambres du Congrès pour la première fois en douze ans. Les républicains ont, entre autres, perdu six sièges au Sénat, soit ceux du Missouri, de la Virginie, du Montana, du Rhode Island, de la Pennsylvanie et de l'Ohio¹. Deux ans auparavant, lors des élections de 2004, ils avaient pourtant remporté quatre sièges dans cette chambre. On pouvait alors parler d'un triomphe du conservatisme au Sénat. Mel Martinez de la Floride, Johnny Isakson de la Georgie, David Vitter de la Louisiane, Richard Burr de la Caroline du Nord, Tom Coburn de l'Oklahoma, Jim Demint de la Caroline du Sud et John Thune du Dakota du Sud arrivaient à Washington avec un but semblable: promouvoir les valeurs conservatrices de la société américaine sur des enjeux comme l'avortement, le mariage gai, l'économie, la recherche sur les cellules souches, les soins de santé et la politique étrangère².

Malgré leur majorité au Sénat, les républicains n'ont toutefois pas pu garantir l'adoption de tous leurs projets. À titre indicatif, dans les mois qui ont suivi l'élection de 2004, le Sénat a refusé d'approuver plusieurs nominations proposées par George W. Bush afin de pourvoir des postes de juges fédéraux<sup>3</sup>. Tandis que les démocrates ont remporté les élections de 2006, il convient de dresser le bilan de l'influence du conservatisme au Sénat depuis la victoire des républicains aux élections de mi-mandat de 1994. Ce chapitre développera les trois arguments suivants: 1) le conservatisme a été le courant de pensée le plus influent au Sénat depuis le milieu des années 1990; 2) cela a eu une incidence profonde sur la vie politique américaine; et 3) il v a toutefois eu des limites importantes quant aux capacités des sénateurs conservateurs de remporter toutes leurs batailles politiques, particulièrement à l'approche des élections de 2006. Les Américains avaient alors perdu confiance dans le Parti républicain, notamment à cause de la guerre en Irak, de la gestion calamiteuse de l'ouragan Katrina et des scandales impliquant des républicains comme Tom DeLay (Texas), Tom Foley (Floride) et Conrad Burns (Montana)4.

CNN (2006). «Democrats Win Control of Senate, AP Reports », 9 novembre: <edition. cnn.com/2006/POLITICS/11/08/election.main/index.html>.

<sup>2.</sup> Adam Jay et Mark Oliver (2004). «Republicans Keep Grip on Congress», *The Guardian*, 3 novembre: <www.guardian.co.uk/uselections2004/story/0,,1342219,00. html>

<sup>3.</sup> Peter Baker (2006). «Bush Renominates Judicial Picks», Washington Post, 16 novembre, p. A03.

<sup>4.</sup> Larry Sabato (2006). «2006: The Big Picture: Twelve Days and Counting», Larry J. Sabato's Crystal Ball, 26 octobre: <www.centerforpolitics.org/crystalball/article.php?id=LJS2006102601>.

### 1. LES ÉLECTIONS AU CONGRÈS ET LE TRIOMPHE CONSERVATEUR

#### 1.1. Les succès électoraux des républicains depuis 1994

En 1994, les élections au Congrès ont eu l'effet d'un tremblement de terre politique à Washington<sup>5</sup>. Grâce à un gain de 52 sièges, les républicains avaient alors repris le contrôle de la Chambre des représentants pour la première fois en 42 ans! Au Sénat, les républicains avaient soutiré huit sièges aux démocrates, se donnant ainsi une majorité de 53-47. D'autres victoires républicaines ont suivi en 1996, 1998, 2002 et 2004. Certes, les démocrates ont gagné cinq sièges au Sénat en 2000. Ils ont même momentanément repris le contrôle de cette chambre le 5 juin 2001, lorsque Jim Jeffords (Vermont) a quitté le Parti républicain pour devenir le seul sénateur indépendant. Cependant, la machine électorale républicaine s'est avérée nettement plus efficace que celle des démocrates jusqu'en 2006. Ce fut particulièrement le cas en 2004, alors que le parti de John Kerry a perdu pas moins de quatre sièges.

À la lumière de ces résultats électoraux, deux développements de la dynamique législative au Congrès depuis les années 1970 révèlent que le triomphe électoral des républicains depuis 1994 a été, en fait, synonyme d'un triomphe du conservatisme<sup>6</sup>. D'une part, même s'il n'existe pas, aux États-Unis, de discipline de parti semblable à celle retrouvée au Canada et au Québec, les partis démocrate et républicain sont devenus de plus en plus homogènes au Capitole<sup>7</sup>. Le nombre de votes partisans s'est considérablement accru au Congrès durant les années 1980, et «voter dans le sens du parti» est devenu «la norme» des votes législatifs au cours des années 1990 et 2000<sup>8</sup>. D'autre part – et

Gary C. Jacobson (1996). «The 1994 House Elections in Perspective», dans Philip A. Klinkner (dir.), Midterm: The Elections of 1994 in Context, Boulder, Westview Press, p. 1.

<sup>6.</sup> Nous développons cet argument plus longuement dans Frédérick Gagnon (2005), «Le président et le Congrès», La présidence des États-Unis, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 106-108 et dans Frédérick Gagnon (dir.) (2006), Le Congrès des États-Unis, Québec, Presses de l'Université du Québec.

<sup>7.</sup> Voir, par exemple, Barbara Sinclair (2004), «Leading and Competing: The President and the Polarized Congress», dans George C. Edwards III et Philip John Davies (dir.) (2004), New Challenges For the American Presidency, New York/Longman, p. 85-100; Gary Jacobson (2000), «Party Polarization in National Politics: The Electoral Connection», dans Jon R. Bond et Richard Fleisher (dir.), Polarized Politics: Congress and the President in a Partisan Era, Washington, DC, CQ Press, p. 9-30; et Donald R. Wolfensberger (2004), «Pols Apart», The Washington Quarterly, automne, p. 49-59.

<sup>8.</sup> James Q. Wilson et John J. Dilulio, Jr. (2004). *American Government: Institutions and Policies*, 9e éd., Boston, Houghton Mifflin Company, p. 301-302.

TABLEAU 6.1

La distribution des sièges au Sénat américain, 1994-2008
(par parti et par région)

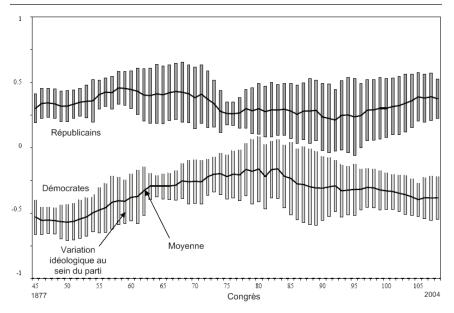
Congrès	Est	Midwest	Sud	Ouest	Total
104° (1995-1996)					
Démocrates	14	13	10	10	47
Républicains	10	11	16	16	53
105e (1997-1998)					
Démocrates	14	13	8	10	45
Républicains	10	11	18	16	55
106e (1999-2000)					
Démocrates	15	12	8	10	45
Républicains	9	12	18	16	55
107e (2001-2002)					
Démocrates	16	15	9	10	50
Républicains	7	9	17	16	49
Indépendants	1				1
108e (2003-2004)					
Démocrates	16	13	9	10	48
Républicains	7	11	17	16	51
Indépendants	1				1
109e (2005-2006)					
Démocrates	16	13	4	11	44
Républicains	7	11	22	15	55
Indépendants	1				1
110e (2007-2008)					
Démocrates	17	15	5	12	49
Républicains	5	9	21	14	49
Indépendants	2				2

Nous délimitons les régions américaines ainsi: **Est** = Connecticut, Delaware, Maine, Massachusetts, Maryland, New Hampshire, New Jersey, New York, Pennsylvanie, Rhode Island, Vermont, Virginie-Occidentale; **Midwest** = Illinois, Indiana, Iowa, Kansas, Michigan, Minnesota, Missouri, Nebraska, Dakota du Nord, Ohio, Dakota du Sud, Wisconsin; **Sud** = Alabama, Arkansas, Floride, Georgie, Kentucky, Louisiane, Mississippi, Caroline du Nord, Oklahoma, Caroline du Sud, Tennessee, Texas, Virginie; **Ouest** = Alaska, Arizona, Californie, Colorado, Hawaï, Idaho, Montana, Nevada, Nouveau-Mexique, Oregon, Utah, Washington, Wyoming.

Source: Lawrence C. Dodd et Bruce Oppenheimer (2005). «Prologue: Perspectives on the 2004 Elections», dans *Congress Reconsidered*, 8° éd., Washington, CQ Press, p. xxiii, et le site du Sénat américain: <www.senate.gov>.

FIGURE 6.1

La polarisation des partis au Sénat américain, du 45° au 108° Sénat (1877-2004)\*



<sup>\*</sup> Sur l'axe vertical du graphique, les valeurs -1, 0 et 1 correspondent respectivement aux idéologies ultralibérale, modérée et ultraconservatrice.

Source: Sean Theriault (2005). «Party Polarisation in Congress», Document préparé pour une allocution à la rencontre annuelle de la American Political Science Association, Washington, DC, 1-4 septembre.

plus important encore –, le Sénat est devenu plus polarisé au fil du temps: les positions et les discours des partis démocrates et républicains se sont éloignés les uns des autres et sont, parfois, impossibles à réconcilier<sup>9</sup>.

<sup>9.</sup> Plusieurs auteurs ont déjà décrit le phénomène de polarisation des partis au Congrès. Voir, par exemple, John Aldrich (1995). Why Parties? The Origins and Transformation of Political Parties in America, Chicago, University of Chicago Press; John J. Coleman (1997). «The Decline and Resurgence of Congressional Party Conflict», Journal of Politics, n° 59, février, p. 165-184; Richard Fleisher et Jon R. Bond (2000). «Partisanship and the President's Quest for Votes on the Floor of Congress, in Polarized Politics: Congress and the President in a Partisan Era, Washington, DC, CQ Press, p. 109-133; Jeffrey Stonecash, Mark Brewer et Mark Mariani (2003). Diverging Parties: Social Change, Realignment, and Party Polarization, Boulder, Westview Press; et Bert A. Rockman (2004). «Presidential Leadership in an Era of Party Polarization – The George W. Bush Presidency», dans Colin Campbell et Bert A. Rockman, dir., The George W. Bush Presidency: Appraisals and Prospects, Washington, DC, CQ Press, p. 319-357.

En 2004, il y avait certes quelques modérés de part et d'autre, comme Max Baucus (Montana), Joe Lieberman (Connecticut), Blanche Lincoln (Arkansas) et Ken Salazar (Colorado) du côté démocrate, et John McCain (Arizona), Lincoln Chafee (Rhode Island), Olympia Snowe (Maine), Susan Collins (Maine), Arlen Specter (Pennsylvanie) et George Voinovich (Ohio) chez les républicains 10. Toutefois, la majorité des sénateurs démocrates épousait, en 2006, les positions libérales de la société américaine. À l'inverse, la plupart des sénateurs républicains adoptaient des positions conservatrices 11.

L'époque des coalitions bipartisanes conservatrices des années 1950 et 1960, lesquelles étaient formées de sénateurs démocrates du Sud et de républicains, est bel et bien révolue<sup>12</sup>. La principale explication est qu'à partir des années 1980 pratiquement tous les démocrates conservateurs du sud du pays ont perdu leurs sièges au profit de républicains. Cette tendance s'est poursuivie lors des élections de 2004, alors que cinq nouveaux républicains ont remplacé des démocrates dans le sud: Richard Burr en Caroline du Nord, Mel Martinez en Floride, David Vitter en Louisiane, Jim Demint en Caroline du Sud et Johnny Isakson en Georgie. À l'instar de deux autres recrues républicaines au Sénat, soit Tom Coburn (Oklahoma) et John Thune (Dakota du Sud), ces législateurs se joignaient à l'équipe républicaine dans le but avoué de faire du conservatisme le courant de pensée le plus influent au Sénat et aux États-Unis.

# 1.2. L'impact du conservatisme au Sénat sur la politique américaine

Que la majorité des sénateurs américains aient été des républicains conservateurs a, après 1994, eu un impact considérable sur la vie politique américaine, car le Sénat possède d'importants pouvoirs constitutionnels en matière de politique intérieure et de politique étrangère.

- Premièrement, en vertu du pouvoir législatif du Congrès, les sénateurs ont la mission de préparer et d'adopter les lois fédérales américaines. Ainsi, sans l'appui des représentants et des sénateurs, le controversé USA Patriot Act de George W. Bush et de l'exsecrétaire à la Justice John Ashcroft n'aurait pas pu entrer en vigueur en octobre 2001 et être prorogé en 2006.

<sup>10.</sup> Pour un aperçu de la répartition des représentants et des sénateurs américains sur un axe libéral/conservateur, voir GovTrack.US, «The Political Spectrum», <www.govtrack.us/congress/spectrum.xpd>.

<sup>11.</sup> Sean M. Theriault (2004). «The Case of the Vanishing Moderates: Party Polarization in the Modern Congress», *University of Texas at Austin*, 2 mai, p. 6. [En ligne]. <www.la.utexas.edu/~seant/vanishing.pdf>.

<sup>12.</sup> James Q. Wilson et John J. Dilulio, Jr., op. cit., p. 294.

- Deuxièmement, les sénateurs ont, avec les représentants de la Chambre, le pouvoir d'approuver les budgets et d'autoriser les dépenses du gouvernement fédéral: budgets de la Défense, fonds d'urgence pour venir en aide aux victimes de l'ouragan Katrina, fonds supplémentaires pour financer la reconstruction en Irak... À part les fonds discrétionnaires et les opérations secrètes illégales, «le président ne peut pas faire ce que le Congrès n'accepte pas de financer<sup>13</sup>».
- Troisièmement, les sénateurs supervisent les activités du pouvoir exécutif en organisant des audiences et en enquêtant sur celles-ci. À ce titre, la Maison-Blanche, les agences et les départements fédéraux doivent informer le Sénat et la Chambre des développements des politiques intérieures et extérieures, notamment au moyen de rapports comme la Stratégie de sécurité nationale<sup>14</sup> et les rapports au Congrès sur l'application effective du USA Patriot Act<sup>15</sup>. Les sénateurs peuvent aussi demander aux hauts fonctionnaires du gouvernement (secrétaires, ambassadeurs, etc.) de venir témoigner au Capitole sur les principaux enjeux de la politique américaine.
- Quatrièmement, le Congrès a le pouvoir de déclarer la guerre. En l'absence de déclaration de guerre, les représentants et les sénateurs ont aussi le pouvoir d'autoriser le déclenchement des opérations militaires américaines à l'étranger. C'est ce qui s'est produit lorsque les législateurs ont adopté les résolutions pour autoriser George W. Bush à utiliser la force en Afghanistan (2001) et en Irak (2002).
- Cinquièmement, les sénateurs doivent approuver par une majorité de deux tiers des voix (67 sénateurs) les traités internationaux négociés par la présidence. Le Sénat rejette rarement les traités proposés par la Maison-Blanche. Ce fut toutefois le cas en octobre 1999 avec le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Comprehensive Test Ban Treaty ou CTBT)<sup>16</sup>. Le chef de la majorité Trent Lott (républicain Mississippi) et le président de la commission du Sénat sur les Relations extérieures Jesse Helms (républicain –

<sup>13.</sup> Ralph G. Carter (1998). «Congress and Post-Cold War U.S. Foreign Policy», James M. Scott (dir.), *After the End: Making U.S. Foreign Policy in the Post-Cold War World*, Durham, NC, Duke University Press, p. 109.

<sup>14.</sup> Maison-Blanche, Administration George W. Bush (2002). *The National Security Strategy of the United States of America*, septembre, 31 p. Voir <www.whitehouse.gov/nsc/nss.pdf>.

Voir, par exemple, le Rapport du département de la Justice sur l'application effective de la section 1001 du USA Patriot Act: <www.usdoj.gov/oig/special/0508/final. pdf>.

<sup>16.</sup> Voir Christopher M. Jones (2002). «Rejection of the Comprehensive Test Ban Treaty: The Politics of Ratification», dans Ralph G. Carter (dir.). *Contemporary Cases in U.S. Foreign Policy: From Terrorism to Trade*, Washington, DC, CQ Press, p. 160-195; et Terry Deibel (2002). «How a Treaty Dies», *Foreign Affairs*, vol. 81, n° 5 (septembre/octobre), p. 142-161.

Caroline du Nord) avaient mené une offensive contre le projet du président Bill Clinton et convaincu quarante-neuf de leurs collègues républicains de se joindre à eux pour rejeter le traité<sup>17</sup>. En outre, ce pouvoir du Sénat, associé au triomphe des conservateurs depuis 1994, permet, entre autres, de comprendre pourquoi les États-Unis n'ont jamais ratifié le protocole de Kyoto: l'administration Clinton a signé le traité et était en faveur de celui-ci, mais pas les républicains et plusieurs démocrates du Sénat.

- Sixièmement, les sénateurs doivent donner leur « avis et leur consentement » (advice and consent) au président avant que les nominations proposées par celui-ci afin de pourvoir plusieurs postes au sein du gouvernement (secrétaires des départements, ambassadeurs, juges fédéraux, etc.) entrent en vigueur. En d'autres termes, les nominations à ces postes doivent être entérinées par un vote majoritaire au Sénat.

Deux réalités permettent ainsi de comprendre comment les républicains ont réussi à orienter l'application effective des pouvoirs du Sénat de manière à favoriser leurs intérêts.

- D'une part, leur avantage numérique face aux démocrates était déterminant lorsque des votes finaux avaient lieu en chambre sur les amendements, nominations et projets de loi. Entre 2005 et 2007, le whip républicain Mitch McConnell (Kentucky) n'avait qu'à convaincre 51 de ses 55 collègues d'appuyer le programme républicain pour l'emporter. C'est notamment ce qui s'est produit le 22 juin 2005, lorsque les républicains ont uni leurs voix pour rejeter une proposition du démocrate John Kerry visant à modifier la Loi sur l'énergie de 2005 (Energy Policy Act of 2005)<sup>18</sup>. Dans sa proposition, Kerry indiquait que «les États-Unis doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre». En outre, le démocrate proposait une mesure inacceptable pour les conservateurs: « que le gouvernement américain négocie avec les membres du protocole de Kyoto et du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) un nouvel accord international s'attaquant au problème du réchauffement climatique »19.

<sup>17.</sup> Tous les démocrates avaient voté en faveur de la ratification du CTBT, sauf Robert C. Byrd (Virginie occidentale), qui s'était abstenu. De plus, seulement quatre républicains s'étaient joints aux démocrates sur ce vote crucial: Jim Jeffords (Vermont), Lincoln Chafee (Rhode Island), Arlen Specter (Pennsylvanie) et Gordon Smith (Oregon). Voir les résultats de ce vote législatif sur le site du Sénat américain: <www.senate.gov/legislative/LIS/roll\_call\_lists/roll\_call\_vote\_cfm.cfm?congress=106&session=1&vote=00325>.

<sup>18.</sup> Les résultats de ce vote ont été de 46 pour et 49 contre. Pour plus de détails, voir: <www.senate.gov/legislative/LIS/roll\_call\_lists/roll\_call\_vote\_cfm. cfm?congress=109&session=1&vote=00151>.

<sup>19.</sup> Pour plus de détails, voir le texte de l'amendement 844 du 22 juin 2005 : <thomas. loc.gov/cgi-bin/query/F?r109:1:./temp/~r109ydOAXt:e3201> :

- D'autre part, grâce à leur majorité, les républicains avaient le privilège de contrôler les activités législatives au Sénat. À ce titre, ils étaient avantagés de deux manières par rapport aux démocrates. Premièrement, le chef de la majorité était un républicain (Bill Frist occupait ce poste avant la victoire démocrate en 2006). Ses pouvoirs faisaient de lui le premier sénateur en importance à Washington<sup>20</sup>. Par exemple, il avait priorité de parole en assemblée plénière, ce qui lui permettait de déterminer l'ordre du jour, l'horaire et le déroulement des discussions parlementaires. Comme l'expliquent Roger H. Davidson et Walter J. Oleszek, après avoir consulté les présidents des commissions permanentes, le président américain et d'autres sénateurs influents, le chef de la majorité décide quelles mesures sont débattues au Sénat, à quel moment et dans quel ordre<sup>21</sup>. La puissance de Frist était donc considérable: il pouvait très bien refuser de prévoir, au calendrier du Sénat, des débats sur les dossiers chers aux démocrates et qui allaient à l'encontre de l'idéologie conservatrice. Le deuxième avantage des sénateurs républicains était que leur majorité au Sénat leur donnait le privilège de présider les commissions permanentes et d'être majoritaires au sein de celles-ci. Petites législatures du Sénat, ces commissions sont des organes constitués d'en moyenne vingt sénateurs et sont responsables de secteurs et d'enjeux particuliers de la politique américaine (p. ex., commission du Sénat sur la Finance, commission du Sénat sur les Relations extérieures, etc.)<sup>22</sup>. Leurs membres, qui proviennent des deux partis, sont des acteurs cruciaux du processus législatif pour au moins trois raisons: a) ils mènent les études initiales et tiennent des audiences publiques sur les nominations présidentielles et les projets de loi fédéraux; b) ils rédigent et approuvent la plupart des détails des projets de loi introduits au Congrès; et c) ils recommandent ou non au chef de la majorité de tenir un vote en chambre sur ces mêmes projets de loi. La puissance des républicains dans ces petites législatures prenait deux formes. Premièrement, parce qu'ils étaient minoritaires au sein de toutes les commissions, les démocrates pouvaient difficilement remporter les votes nécessaires pour amender ou rejeter les programmes du parti de George W. Bush. Deuxièmement,

Walter J. Oleszek (2004). Congressional Procedures and the Policy Process, Washington, DC, CQ Press, p. 21.

Roger H. Davidson et Walter J. Oleszek (2005). Congress & Its Members, 10e éd., Washington, DC, CQ Press, p. 178.

<sup>22.</sup> Pour plus de détails sur les comités et sous-comités du Congrès, voir Claude Corbo (2004). Les États-Unis d'Amérique. Tome II: Les institutions politiques, Québec, Septentrion, p. 207-212; Richard F. Fenno, Jr. (1973). Congressmen in Committees, Boston, Little, Brown; Christopher J. Deering et Steven S. Smith (1997). Committees in Congress, 3° éd., Washington, DC, CQ Press; et John H. Aldrich et David W. Rhode (2005). «Congressional Committees in a Partisan Era», dans Lawrence C. Dodd et Bruce I. Oppenheimer (dir.), Congress Reconsidered, 8° éd., Washington, DC, CQ Press, p. 249-270.

les présidents républicains des commissions possédaient d'importants pouvoirs: ils organisaient les audiences publiques, géraient les fonds des commissions et déterminaient l'ordre du jour des réunions des membres. Les démocrates étaient donc pratiquement impuissants face aux leaders républicains qui refusaient de tenir des débats sur les enjeux qui leur tenaient à cœur. Par exemple, dans le cas de l'Irak, les démocrates et les critiques de la politique de Bush déploraient souvent que John Warner (républicain – Virginie) et Richard Lugar (républicain – Indiana), présidents respectifs de la commission sur les Forces armées et de celle sur les Relations extérieures jusqu'en janvier 2007, refusent d'organiser davantage d'audiences au sujet des difficultés de la reconstruction de l'ancien pays de Saddam Hussein. Or, même si les conservateurs étaient très puissants au Sénat, il existait des limites considérables à leur pouvoir et à leur influence.

### 2. LES LIMITES À L'INFLUENCE DU CONSERVATISME AU SÉNAT

### 2.1. Avant l'élection de novembre 2006

Les limites à l'influence des conservateurs étaient principalement liées à trois facteurs. D'abord, l'absence de discipline de parti au Sénat empêchait souvent les républicains de former les coalitions nécessaires pour permettre l'adoption des nominations et des projets de loi qui leur sont chers. L'exemple de la nomination du néoconservateur John Bolton au poste d'ambassadeur à l'ONU illustre bien ce phénomène. George V. Voinovich, républicain modéré de l'Ohio et membre de la commission du Sénat sur les Relations extérieures, a critiqué le choix de son parti avec tant de vigueur que Richard Lugar, président de la même commission, a été contraint de renvoyer le dossier à l'assemblée plénière du Sénat sans endosser la nomination de Bolton. Ce fut un véritable revers pour le président Bush, qui, au début du mois d'août 2005, a dû « déployer » Bolton à l'ONU en le nommant par décret, outrepassant ainsi la procédure de nomination habituelle<sup>23</sup>.

Ensuite, la règle XXII du Sénat a posé obstacle aux républicains. Cette règle stipule que le temps des débats en assemblée plénière est d'une durée illimitée et qu'il est obligatoire d'obtenir l'accord de 60 sénateurs sur 100 pour clore ces mêmes débats. Ainsi, entre 2005 et 2007, puisque les sénateurs républicains étaient seulement 55, Bill Frist devait toujours tenir compte de l'opinion des démocrates et impliquer ceux-ci dans le processus législatif. En effet, le chef de la

Voir Jim VandeHei et Colum Lynch (2005). «Bush Names Bolton U.N. Ambassador in Recess Appointment», Washington Post, 2 août, p. A01. Nous mentionnons également cet exemple dans Frédérick Gagnon (2006). Le Congrès des États-Unis, p. 123.

minorité Harry Reid (démocrate – Nevada) pouvait très bien convaincre les membres de son parti de refuser de clore les débats sur les nominations et les projets de loi chers aux républicains. Après janvier 2001, cette technique dilatoire, que l'on nomme la «flibuste» (filibuster), a permis aux démocrates de bloquer plusieurs nominations, proposées par George W. Bush, à des postes de juges dans des cours fédérales. En mai 2005, sept républicains modérés, dont John McCain (Arizona), se sont joints à sept sénateurs démocrates, dont Robert C. Byrd (Virginie-Occidentale), pour convaincre ceux-ci de voter pour la clôture des débats sur trois nominations problématiques, c'est-à-dire celles de Janice Rogers Brown (à la cour d'appel du District of Columbia), Priscilla Owen (à la cour d'appel du cinquième circuit) et William Pryor (à la cour d'appel du onzième circuit). Toutefois, les démocrates continuaient à bloquer les nominations d'autres juges, comme celles de William Myers (à la cour d'appel du neuvième circuit) et de Henry Saad (à la cour d'appel du sixième circuit). En outre, l'éventualité d'une « flibuste » démocrate pourrait avoir forcé Bush à nommer John Roberts à la Cour suprême, et non un juge plus conservateur, de la trempe d'Antonin Scalia ou Clarence Thomas. Les propos suivants de Trent Lott (républicain – Mississippi) traduisent bien l'avantage que la « flibuste » procurait aux démocrates:

C'est difficile d'être le leader de la majorité du Sénat, particulièrement parce que tu n'as pas besoin de 50 votes; tu en as besoin de 60. Il fut un temps où la «flibuste» était uniquement utilisée de manière occasionnelle, pour les grands enjeux. Récemment, on l'a utilisée pour bloquer toutes les propositions. Tu peux avoir 51 votes, tu peux en avoir 55, mais si tu n'en as pas 60, ton projet de loi n'ira nulle part. Et il est très difficile de recueillir 60 votes<sup>24</sup>.

Enfin, la faible popularité de George W. Bush aux États-Unis a également joué contre les sénateurs conservateurs. En raison des difficultés de la reconstruction de l'Irak et de la piètre performance de la Maison-Blanche dans la gestion de la crise engendrée par l'ouragan Katrina, les taux d'approbation du président américain n'ont cessé de chuter après 2004. Ils oscillaient entre 35 % et 40 % à l'approche des élections au Congrès de 2006, ce qui a poussé les sénateurs républicains – surtout les modérés – à remettre en question les programmes du président, voire à se dissocier de ceux-ci. En effet, aux États-Unis, les électeurs mécontents des politiques de la Maison-Blanche ont tendance à voter contre les membres du Congrès du même parti qui épousent ses positions<sup>25</sup>. Pour éviter de perdre des sièges au Sénat en 2006, voire

<sup>24.</sup> Cité dans Roger H. Davidson et Walter J. Oleszek (2005). Congress & Its Members, 10° édition, Washington, DC, CQ Press, p. 173. Nous avons déjà développé ce point dans Frédérick Gagnon (2006), Le Congrès des États-Unis, p. 118-119.

<sup>25.</sup> Ce phénomène se nomme les «basques négatifs» du président (negative coattails). Voir Élisabeth Vallet, «Glossaire des élections américaines». Chaire Raoul-Dandurand: <www.dandurand.uqam.ca/specialus/glossaire.html#coattails>. Voir également Frédérick Gagnon, op. cit., p. 113.

le contrôle de cette chambre, les républicains n'avaient d'autre choix que de tempérer leurs positions. On a ainsi vu Bill Frist rompre avec la philosophie de Bush et se ranger derrière les deux tiers d'Américains en faveur de l'augmentation du financement fédéral pour la recherche sur les cellules souches. D'autres républicains ont exprimé des réserves à l'égard de la reconstruction de l'Irak, le renouvellement du *USA Patriot Act* ou encore la privatisation du régime des retraites (social security). Malgré tout, les démocrates ont repris le contrôle du Sénat en novembre 2006 et ces élections ont marqué le premier véritable recul des idées conservatrices dans cette chambre depuis 1994.

# 2.2. Les élections de novembre 2006: la fin de la révolution conservatrice?

Ce recul des républicains ne marque pourtant pas la fin de l'influence du conservatisme au Sénat. D'abord, les alliés de Bush restent relativement nombreux au sein de cette chambre. Ils en ont perdu le contrôle, mais les démocrates ne pourront les empêcher de recourir à la flibuste à leur tour. Nancy Pelosi (démocrate – Californie), la nouvelle présidente de la Chambre des représentants souvent dépeinte comme l'un des membres les plus progressistes du Congrès<sup>26</sup>, n'a pas tardé à laisser entendre, après l'élection de 2006, que son parti gouvernerait plus au centre qu'à gauche et tenterait de coopérer avec la Maison-Blanche<sup>27</sup>. De plus, les nouveaux présidents des commissions permanentes de la Chambre, notamment Charles Rangel (commissions gouvernementales), sont très à gauche sur l'échiquier politique<sup>28</sup>. Rangel a notamment promis d'introduire un projet de loi visant à imposer de nouveau la conscription militaire. Les guerres sont, selon lui, menées avant tout par des soldats appartenant aux classes pauvres et aux minorités. Son projet rétablirait ce déséquilibre en obligeant les individus privilégiés à participer à l'effort de guerre<sup>29</sup>. Aussi louable soit-il, un tel projet est toutefois voué à l'échec, notamment parce que les républicains y sont fortement opposés. La minorité du Sénat pourrait effectivement empêcher son adoption en refusant de clore les débats sur celle-ci.

<sup>26.</sup> Le lobby progressiste American for Democratic Action a donné une note de 95 % à Pelosi pour indiquer à quel point elle est libérale. Voir ADA Today (2006). « ADA's 2005 Congressional Record », vol. 61, nº 1, mai, p. 3: <www.adaction.org/ADAToday VR2005.pdf>. En contrepartie, le lobby conservateur The American Conservative Union a donné une note de 0 % à Pelosi pour indiquer combien ses votes au Congrès sont contraires à l'idéologie conservatrice. Voir la page <www.acuratings.org/2005all. htm#CA>.

<sup>27.</sup> Michael Abramowitz et Jonathan Weisman (2006). «Bush Meets with Pelosi; Both Vow Cooperation», *The Washington Post*, 10 novembre, p. A01.

<sup>28.</sup> Rangel et Waxman méritent chacun la note de 100 % pour leur tendance libérale selon l'American for Democratic Action. The American Conservative Union leur donne la note de 0 % pour évaluer leur conservatisme. Voir *Ibid*.

Charles Babington (2006). «Amid Uproar over War, Rangel Renews Call for Draft», The Washington Post, 20 novembre, p. A04.

Ensuite, le conservatisme restera influent au Sénat parce que le Parti démocrate compte lui-même des membres relativement à droite. En août 2006, Joe Lieberman a perdu la primaire démocrate au Connecticut contre Ned Lamont, un candidat opposé à la guerre en Irak et qui reprochait à Lieberman d'avoir appuyé celle-ci<sup>30</sup>. Lieberman s'est toutefois présenté comme candidat indépendant à l'élection de 2006. Il a battu Lamont et a promis de continuer à faire caucus avec les sénateurs démocrates. Ses positions sur l'Irak vont toutefois à l'encontre de celles de l'aile gauche du parti. En décembre 2006, il s'est joint à une délégation du Congrès en visite en Irak et dont faisait partie le sénateur républicain John McCain (Arizona). En faveur de l'augmentation des troupes en Irak, McCain a pu voir dans la compagnie et la présence de Lieberman un appui à ses positions. Lieberman a, par ailleurs, souvent dénoncé les démocrates qui critiquent la politique de Bush au Moyen-Orient. Dans un éditorial publié dans le Wall Street Journal en novembre 2005, il écrivait notamment que les «troupes doivent rester» et insistait sur le nécessaire consensus en politique étrangère pour ne pas entacher la crédibilité du commandant en chef des États-Unis³1.

Cette situation pose problème pour les progressistes du Sénat. Leur idéologie les pousse à critiquer les conservateurs et à organiser des audiences et des débats pour mettre en évidence l'incompétence de Bush sur des questions comme l'Irak. Mais la pratique les force à faire preuve d'une certaine retenue. Avec une faible majorité, composée de 51 membres (v compris les indépendants Bernie Sanders du Vermont et Joe Lieberman) contre 49 républicains, les démocrates perdraient effectivement le contrôle du Sénat si un seul de leur équipe décidait de changer de parti. Les problèmes de santé du sénateur Tim Johnson (démocrate – Dakota du Sud) ont révélé, en décembre 2006, la fragilité du pouvoir démocrate<sup>32</sup>. Après avoir été victime d'un accident cardiovasculaire, Johnson a subi une opération au cerveau et est resté dans un état critique plusieurs jours. Spéculant sur les conséquences de ces événements sur la politique à Washington, les médias ont alors rappelé que la démission ou le décès de Johnson redonnerait aux républicains le contrôle du Sénat, car le gouverneur républicain du Dakota du Sud aurait alors le pouvoir de nommer un membre de son propre parti pour remplacer Johnson<sup>33</sup>. Un problème semblable se pose donc dans le cas de Lieberman. Qu'adviendrait-il de sa décision de quitter son siège au

<sup>30.</sup> Frédérick Gagnon et Nicolas Martin-Lalande (2006). «L'échec de Joe Lieberman: une tendance favorable aux démocrates?», *Le Devoir*, 16 août, p. A7.

<sup>31.</sup> Voir le texte «Our Troops Must Stay», sur le site de Joe Lieberman: lieberman. senate.gov/newsroom/release.cfm?id=249384>.

<sup>32.</sup> Mary Clare Jalonick, «S.D. Tim Johnson Undergoing Surgery», *The Washington Post*, 14 décembre 2006: <www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/12/13/AR2006121301508.html>.

<sup>33.</sup> Kate Zernike, «For Senate, Quirks of Fate Sometimes Decide Majority», *The New York Times*, 17 décembre 2006: <www.nytimes.com/2006/12/17/washington/17senate. html? r=1&ref=politics&oref=slogin>.

Sénat ou de changer de parti? La question n'est pas futile: certains ont déjà affirmé que l'administration Bush avait offert à Lieberman de succéder à John Bolton au poste d'ambassadeur à l'ONU<sup>34</sup>. Rien n'indique cependant que Lieberman fera faux bond aux démocrates d'ici à 2008. Or, si cela se produisait, le gouverneur républicain du Connecticut aurait le privilège de nommer un allié de Bush pour le remplacer<sup>35</sup>. Les républicains reprendraient ainsi les rênes du Sénat, même s'ils ont perdu l'élection de 2006!

Enfin, la tenue prochaine des élections présidentielles de 2008 force les sénateurs démocrates « présidentiables » à adopter des positions plus à droite qu'à l'habitude, et ce, pour courtiser les électeurs modérés, les indépendants et l'aile la moins conservatrice du Parti républicain. C'est notamment le cas d'Hillary Clinton qui, au lieu de se faire l'écho des positions défendues par l'aile gauche de son parti, a adopté un discours centriste longtemps avant le début des primaires de 2008. Sur la question de l'Irak, elle s'opposait, en décembre 2006, à une augmentation du nombre de soldats américains sur le terrain sans pour autant affirmer, à l'instar du représentant John Murtha (démocrate – Pennsylvanie) et du sénateur Jim Webb (démocrate - Virginie), qu'il fallait quitter l'ex-pays de Saddam Hussein au plus vite<sup>36</sup>. Selon l'éditorialiste Arriana Huffington, cette stratégie de Clinton suit la certitude de ses conseillers que la nation américaine n'est pas prête à élire - notamment dans le contexte de l'après-11 septembre 2001 – un commandant en chef féminin et qui ne serait pas un faucon<sup>37</sup>. Huffington remarque aussi que Clinton a effectué un virage à droite sur d'autres enjeux que l'Irak: «Elle a appuyé un projet de loi visant à rendre criminelle l'action qui consiste à brûler le drapeau américain, a fait des déclarations contre la violence dans les jeux vidéo, s'est rangée derrière Bush sur la question du bouclier antimissile et a adopté une position plus ferme qu'avant sur la question de l'avortement<sup>38</sup>.»



En somme, le conservatisme au Sénat survivra en dépit de la défaite des républicains à l'élection de 2006. La principale raison en est sans doute que la société américaine reste fortement conservatrice dans son

<sup>34.</sup> Thomas M. DeFrank et Kenneth R. Bazinet (2006). « Rummy Exit Expected; Lieberman Eyed for Job », New York Daily News, 8 décembre: <www.nydailynews.com/front/ story/372921p-316984c.html>.

<sup>35.</sup> Joe Conason (2006). «The Lieberman Maneuver», salon.com, 15 décembre: <www. salon.com/opinion/conason/2006/12/15/lieberman/>.

<sup>36.</sup> MSNBC (2006). «Sen. Clinton Opposes Troop Surge in Iraq», 16 décembre: <www. msnbc.msn.com/id/16267456/>.

<sup>37.</sup> Arriana Huffington, «Hillary Clinton's Best Laid Plans Go Awry», Pittsburgh Tribune-Review, 17 décembre 2006: <www.pittsburghlive.com/x/pittsburghtrib/opinion/ columnists/guests/s 484448.html>.

<sup>38.</sup> Ibid.

ensemble. À une époque où près de la moitié des électeurs américains se déclarent « modérés » (moderates), 32 % « conservateurs » et seulement 20% «libéraux» (liberals)39, la thèse de John Micklethwait et d'Adrian Wooldridge selon laquelle la « droite américaine ne gagne pas sur tous les fronts, mais est certainement aussi influente que ne l'était la gauche dans les années 1960 » reste d'actualité<sup>40</sup>. L'influence des démocrates est certes plus grande qu'elle ne l'a jamais été depuis le 11 septembre 2001. Mais la décision de plusieurs de faire des compromis idéologiques avec la droite démontre que le parti n'est plus ce qu'il était à l'époque des présidents Johnson et Kennedy. Comme Bill Clinton l'avait fait pour remporter les présidentielles de 1992 et de 1996, plusieurs évitent aujourd'hui de se définir comme des *liberals*. Ce mot est pratiquement devenu tabou après les défaites de deux candidats démocrates de gauche aux présidentielles de 1984 et de 1988, soit Walter Mondale et Michael Dukakis<sup>41</sup>. Il avait toujours un caractère péjoratif aux yeux de la majorité des Américains lors de la présidentielle de 2004, et c'est pourquoi l'équipe de campagne de George W. Bush a dépeint John Kerry comme le membre le plus libéral du Sénat; un intellectuel détaché des valeurs traditionnelles américaines et en faveur de l'avortement, du mariage gai et du contrôle des armes à feu<sup>42</sup>. Au contraire, Bush s'est décrit comme un homme de «bonnes valeurs», décidé à protéger l'institution familiale face à la « pollution culturelle libérale » et aux juges activistes qui redéfinissent le mariage de manière « arbitraire ». Cela lui a profité: les évangélistes, les membres de la tranche la plus âgée des cols bleus, les Blancs des zones rurales et les électeurs du sud des États-Unis votèrent massivement républicain, ce qui permit au parti de consolider son pouvoir à la Maison-Blanche et au Congrès<sup>43</sup>.

Les républicains pourraient adopter la même stratégie face aux démocrates en 2008. C'est pourquoi Hillary Clinton fait preuve de prudence: être trop à gauche aujourd'hui pourrait lui coûter le siège dont elle rêve tant. Mais peu importe l'humeur des électeurs et la tendance

<sup>39.</sup> Selon les sondages effectués aux sorties des urnes (exit polls) par CNN. Voir la page suivante de CNN: <edition.cnn.com/ELECTION/2006/pages/results/states/US/H/00/ epolls.0.html>.

<sup>40.</sup> John Micklethwait et Adrian Wooldridge (2005). The Right Nation: Conservative Power in America, New York, Penguin Books, p. 22.

<sup>41.</sup> Otis L. Graham (2003). «Liberalism After the Sixties: A Reconnaissance», in William H. Chafe (dir.), The Achievement of American Liberalism: The New Deal and Its Legacies, New York, Columbia University Press, p. 310-311.

<sup>42.</sup> Stanley Greenberg (2005). The Two Americas: Our Current Political Deadlock and How to Break It, New York, St. Martin's Press, p. 312.

<sup>43.</sup> Il y a un débat à savoir jusqu'à quel point et de quelle manière les enjeux moraux ont influencé le comportement électoral des Américains en 2004. Il n'en demeure pas moins que les « valeurs morales » (moral values) étaient l'enjeu le plus important pour le plus grand nombre d'électeurs (22 %) selon les sondages effectués à la sortie des urnes (National Election Pool exit polls). De ces électeurs, 80 % ont voté pour Bush. À ce sujet, voir Howard Schuman (2006), «The Validity of the 2004 "Moral Values" Question », The Forum, vol. 4, nº 2, 8 p.

conservatrice de la nation américaine, les républicains aussi risquent gros en 2008, notamment aux élections sénatoriales: sur les 33 sièges en jeu, ils en possèdent 21, contre seulement 12 pour les démocrates. Le système électoral favorise donc les collègues de Clinton au Sénat, qui pourraient ajouter quelques sièges à leur majorité et, qui sait, élire les 60 sénateurs nécessaires pour véritablement contrôler cette chambre. Le vrai retour en force des idées libérales au Sénat aura donc peut-être finalement lieu... deux ans après la victoire démocrate de 2006.

### **BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE**

- COLEMAN, John J. (1997). «The Decline and Resurgence of Congressional Party Conflict», Journal of Politics, n° 59, février, p. 165-184.
- DAVIDSON, Roger H. et Walter J. OLESZEK (2005). Congress & Its Members, 10e éd., Washington, DC, CQ Press.
- DODD, Lawrence C. et Bruce Oppenheimer (2005). Congress Reconsidered, 8e éd., Washington, DC, CQ Press.
- Greenberg, Stanley (2005). The Two Americas: Our Current Political Deadlock and How to Break It, New York, St. Martin's Press.
- KLINKNER, Philip A. (dir.) (1996). Midterm: The Elections of 1994 in Context. Boulder, Westview Press, 1996.
- SINCLAIR, Barbara (2004). «Leading and Competing: The President and the Polarized Congress », dans George C. Edwards III et Philip John Davies, (dir.), New Challenges for the American Presidency, New York, Longman, p. 85-100.



### CHAPITRE 7

## Essor et déclin du néoconservatisme au sein de l'administration Bush<sup>1</sup>

Jean-Frédéric Légaré-Tremblay

Les propos tenus dans ce texte sont tirés du mémoire de maîtrise de l'auteur intitulé: « Une politique étrangère néoconservatrice? Une analyse du jeu idéologique et décisionnel au sein de l'administration de George W. Bush», Montréal, 2005, 163 p.

Cinq années ont passé depuis septembre 2001, et il n'est déjà plus question des néoconservateurs, qui avaient alors tant fait parler dans les médias du monde entier. Ils sont aujourd'hui retournés dans l'ombre, d'où ils avaient subitement émergé dans la foulée des attentats. De bureaucrates et conseillers subalternes méconnus du public, ils étaient alors devenus, aux yeux de tous, les artisans uniques de la politique étrangère la plus ambitieuse de l'ère post-Guerre froide, avec les mesures audacieuses de la guerre préventive, de l'unilatéralisme et du prosélytisme démocratique. Les plus critiques sont allés jusqu'à considérer la supposée toute-puissance des néoconservateurs comme le résultat d'un véritable «coup d'État» à la Maison-Blanche. On spéculait alors, sur la base de cette nouvelle politique étrangère dite néoconservatrice, à propos d'interventions militaires américaines destinées à renverser des régimes parias bien au-delà de l'Irak: Syrie, Iran, Corée du Nord, etc. On se demandait jusqu'où irait l'administration Bush, avec les néoconservateurs aux commandes. Or, de toutes ces spéculations, rien ne s'est avéré. Après le renversement du régime de Saddam Hussein, en mars 2003, qui devait signifier l'apothéose de leur influence, les néoconservateurs n'ont cessé de perdre du terrain, jusqu'à joindre, pour certains d'entre eux, les rangs des détracteurs de l'administration. Progressivement, le néoconservatisme a cessé d'être le synonyme de la politique étrangère américaine. Son influence sur l'administration Bush aura donc été forte, certes, mais temporaire.

L'influence des néoconservateurs mérite une explication. Il est bien entendu possible d'appréhender la problématique par différentes approches, mais nous suggérons ici de l'aborder par le truchement de l'analyse du contexte idéologique et bureaucratique propre à l'administration Bush. Bien que l'après-11 septembre ait pu donner l'impression que cette administration était idéologiquement monolithique, entièrement soumise aux diktats du néoconservatisme, il en va tout autrement. On retrouve dans les cercles décisionnels de la politique étrangère de cette administration trois courants, tous d'ascendance conservatrice: le réalisme, le nationalisme et le néoconservatisme. La politique étrangère de l'administration Bush, de son inauguration à aujourd'hui, est donc le résultat d'un dosage toujours redéfini, jamais égal, de ces trois forces idéologiques. Pour saisir l'influence du néoconservatisme, les conditions et les modalités de son influence, il faut donc le mettre en rapport avec les idéologies concurrentes. On remarque alors que les néoconservateurs ont de fortes affinités idéologiques avec les nationalistes, avec lesquels ils ont, dès le début, formé une alliance dans le but de contrer l'influence pressentie des réalistes. Cette observation se vérifie, de surcroît, par l'analyse du contexte bureaucratique; la position bureaucratique des représentants de ces trois idéologies au sein de l'administration et le jeu de coulisses qui s'est opéré dès le lendemain de l'élection de George W. Bush montrent clairement la constitution et les rouages de cette alliance, sans laquelle, au demeurant, les néoconservateurs n'auraient probablement jamais eu l'influence qu'ils ont finalement exercée.

### 1. LA CONSTITUTION D'UNE ALLIANCE ENTRE NATIONALISTES ET NÉOCONSERVATEURS

### 1.1. Le réseau bureaucratique de Richard Cheney

Après l'élection de 2000, la constitution de l'équipe de politique étrangère de l'administration Bush laissait présager une influence modeste de la part des néoconservateurs, essentiellement en raison de leur subordination hiérarchique; les néoconservateurs étaient tous des subalternes ayant généralement pour supérieurs immédiats des nationalistes. Cela n'est pas fortuit. Le vice-président Richard Cheney, lui-même nationaliste, profita de la grande influence que lui conférait son poste de président de l'équipe de transition après la victoire électorale pour placer ses alliés idéologiques nationalistes et néoconservateurs au sein de l'Administration afin d'endiguer l'influence des réalistes et, par conséquent, assurer son emprise sur le processus décisionnel<sup>2</sup>. Il constitua ainsi un véritable réseau d'alliés dans les principales unités bureaucratiques de l'appareil de sécurité nationale : le Conseil national de sécurité, le bureau de la vice-présidence, le département de la Défense et le département d'État.

En premier lieu, pour les postes des principaux décideurs de la politique étrangère, il y eut les nominations peu surprenantes de Condoleezza Rice, comme conseillère à la sécurité nationale, et de Colin Powell à la tête du département d'État, cette dernière étant d'ailleurs attribuée à la recommandation personnelle de Cheney<sup>3</sup>. Les deux personnalités constituaient ainsi un «axe réaliste» entre le Conseil national de sécurité et le département d'État. Cependant, si le choix de Rice s'imposait, en raison de sa relation déjà étroite avec le nouveau président, le choix de Powell ne découlait cependant pas d'une affinité personnelle ou idéologique très forte entre lui et Bush, ni même Cheney. Cette nomination «incontournable» découlait en fait d'un calcul politique, Powell étant alors la personnalité républicaine la plus populaire au pays<sup>4</sup>. Plusieurs nominations bureaucratiques subséquentes orchestrées par Cheney ont donc été destinées à endiguer l'influence du populaire secrétaire d'État et de son alliée potentielle au sein de la Maison-Blanche.

Le choix du nationaliste Donald Rumsfeld à la tête du département de la Défense fut la première indication de la volonté de Cheney de contrer l'influence des réalistes sur la politique étrangère. En effet, sans l'intervention d'une tierce personne lui étant hautement sympathique,

<sup>2.</sup> Jack Lechelt (2003). «The Loyal Foot Soldier: Vice President Cheney in the War on Terror», dans Patrick Hayden, Tom Lansford et Robert P. Watson (dir.), America's War on Terror, Burlington, Ashgate, p. 65.

<sup>4.</sup> James Mann (2004). The Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet, New York, Viking, p. 254.

telle que Cheney, il eut été peu probable que George W. Bush recrute cette personnalité ayant été jadis le principal adversaire politique de son père et étant toujours persona non grata chez les Bush<sup>5</sup>. Chenev et Rumsfeld entretiennent par contre une relation intime et des idées similaires sur les questions de politique étrangère depuis plus de trente ans. Ils formeront donc au sein de l'administration le tandem le plus solide et le plus uni sur les plans idéologique et personnel<sup>6</sup>.

La nomination des subalternes dans les quatre unités bureaucratiques a suivi la même logique. Au département de la Défense, Paul Wolfowitz devint l'un des plus puissants néoconservateurs travaillant au sein de cette administration en obtenant le poste de secrétaire adjoint à la Défense. Les affinités personnelles entre Wolfowitz, Rumsfeld et Cheney remontent loin dans les précédentes administrations républicaines. Dans le contexte de l'administration Bush, un des éléments fondamentaux de ces accointances est une suspicion partagée à l'égard de Powell et de ses idées réalistes; Wolfowitz et Powell entretiennent depuis la fin de la guerre du Golfe de 1991 un désaccord profond au sujet de la politique étrangère américaine<sup>7</sup>. Les idées de Wolfowitz étaient également relayées par d'autres néoconservateurs dans les échelons inférieurs de ce département. Deux vinrent retrouver Wolfowitz pour former avec lui le trio le plus puissant du Pentagone sous Rumsfeld: Douglas Feith et William Luti. Feith fut nommé sous-secrétaire à la Défense pour les politiques et Luti obtint le poste de sous-secrétaire adjoint pour les politiques avec, sous sa responsabilité, les régions du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. On rapporte qu'ils entraient continuellement en conflit avec leurs homologues du département d'État, ce qui indique qu'ils contrebalancaient activement les avis émis par ce département<sup>8</sup>. D'autres néoconservateurs, Richard Perle, Stephen Cambone et Abram Shulsky, assistaient ce trio dans leurs travaux au sein du département.

<sup>5.</sup> Jeffrey A. Krames (2002). The Rumsfeld Way: Leadership Wisdom of a Battle-Hardened Maverick, New York, McGraw-Hill, p. 30.

<sup>6.</sup> David J. Rothkopf (2005). «Inside the Committee that Runs the World», Foreign Policy, nº 147, p. 37.

<sup>7.</sup> Au terme de l'opération Tempête du désert, Powell avait argumenté en faveur d'un rapatriement rapide des troupes américaines au bercail. Ses arguments ayant prévalu au sein de l'Administration, ce retrait rapide permit à Saddam Hussein de conserver une bonne partie de son arsenal et de massacrer à sa guise des milliers de Kurdes. Wolfowitz, contrairement aux idées reçues, n'était pas, à cette époque, en faveur d'un renversement du régime de Saddam Hussein. Il était cependant contre l'idée de le laisser conserver une bonne partie de son arsenal et, surtout, contre le passedroit qui lui avait été délibérément accordé de massacrer les Kurdes (James Mann, op. cit, p. 190). Ainsi, une des raisons pour lesquelles Wolfowitz a accepté le poste de secrétaire adjoint à la Défense sous George W. Bush était, selon ses dires, la nomination de Powell comme secrétaire d'État. Ivo Daalder et James Lindsay (2003). America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy, Washington, DC, Brookings Institution Press, p. 46.

<sup>8.</sup> Rowan Scarborough (2004). Rumsfeld's War: The Untold Story of America's Anti-Terrorist Commander, Washington, DC, Regnery, p. 42.

Au département d'État, Colin Powell a pu exercer ses prérogatives et nommer les personnes qu'il désirait dans les échelons supérieurs de son département. Par conséquent, la plupart de ses conseillers et adjoints, dont son second, Richard Armitage, partageaient ses idées réalistes. L'exception notoire est la nomination, imposée par l'équipe de transition, du néoconservateur John Bolton au poste de sous-secrétaire d'État pour le contrôle des armements et la sécurité internationale. Cet «émissaire» néoconservateur aux idées unilatéralistes fut envoyé au département d'État avec le mandat clair de remettre énergiquement en question les traités internationaux auxquels participaient alors les États-Unis<sup>9</sup>. Les divergences idéologiques entre Bolton et ses collègues «réalistes» du département d'État, à commencer par Powell et Armitage, se sont manifestées par d'intenses tensions interpersonnelles<sup>10</sup>.

On retrouve ensuite les néoconservateurs Elliot Abrams et Zalmay Khalilzad au Conseil national de sécurité. Le premier occupa initialement le poste de conseiller spécial du président et directeur principal pour la démocratie, les droits humains et les opérations internationales. Il fut promu au terme de 2002 au poste de directeur principal pour les affaires du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Zalmay Khalilzad, ancien collègue de Paul Wolfowitz sous George H. Bush, obtint initialement le poste auquel Abrams fut promu en décembre 2002. À cette date, lorsqu'il fut remplacé, il devint envoyé spécial en Afghanistan, puis ambassadeur et, enfin, ambassadeur en Irak.

Finalement, Cheney a choisi comme chef du bureau de la viceprésidence le néoconservateur I. Lewis Libby, qui occupait également le poste de conseiller pour la sécurité nationale du vice-président. Il fut également nommé conseiller spécial du président, originalité administrative qui symbolise bien la proximité entre la vice-présidence et le bureau de la présidence et, par conséquent, l'influence jusqu'ici inégalée de la vice-présidence dans le processus décisionnel. En travaillant pour le vice-président, personnage le plus puissant de toute l'administration après le président à la suite du 11 septembre 2001, avec un accès extraordinaire au bureau ovale et avec des affinités idéologiques et personnelles très fortes avec le personnel du département de la Défense et du Conseil national de sécurité, Libby était «the most powerful Washington figure most people never heard of 11 ». Il était, en quelque sorte, le relais de l'influence exercée par Cheney dans les échelons inférieurs de l'administration.

<sup>9.</sup> Alexander Moens (2004). The Foreign Policy of George W. Bush: Values, Strategy and Loyalty, Burlington, Ashgate, p. 62.

<sup>10.</sup> Elise Labott (2005). « Armitage, Bolton Often Clashed, Aid Says », CNN.com. 10 mai. <www.cnn.com/2005/POLITICS/05/10/bolton.armitage/index.html> (Consulté le 8 juin 2005).

<sup>11.</sup> Craig R. Eisendrath et Melvin A. Goodman (2004). Bush League Diplomacy: How the Neoconservatives are Putting the World at Risk, Amherst, Prometheus Books, p. 179.

Ce réseau bureaucratique habilement construit par le vice-président prend certes appui sur des affinités personnelles développées pour la plupart au fil des expériences professionnelles passées, mais il repose surtout sur des affinités idéologiques. Celles-ci ne sont pas totales; l'après-guerre en Irak le démontrera. Mais elles sont suffisamment importantes pour qu'elles unissent néoconservateurs et nationalistes sur plusieurs éléments de politique étrangère.

### 1.2. Les affinités idéologiques entre nationalistes et néoconservateurs

Les néoconservateurs et les nationalistes partagent d'abord une vision réaliste des relations internationales, ce qui signifie qu'ils en adoptent une conception anarchique et stato-centrée. Cette conception pessimiste influence directement leur évaluation de la vulnérabilité stratégique des États-Unis et de la nature des dangers auxquels ils sont confrontés. Ils considèrent que le système international est un espace anarchique qui limite la possibilité d'une coopération entre États et favorise l'émergence de conflits, faisant ainsi de la vulnérabilité stratégique des États-Unis une condition permanente. Cette pensée réaliste, formée au cours de la Guerre froide, s'est donc peu modifiée malgré la chute du mur de Berlin. Loin d'anticiper les attaques terroristes du 11 septembre 2001, les néoconservateurs et les nationalistes envisageaient plutôt le retour des conflits classiques de type interétatique<sup>12</sup>.

En ce qui concerne les néoconservateurs, leur pessimisme les a amenés à voir dans la période de l'après-Guerre froide un contexte propice à l'émergence de nouveaux rivaux, comme les États voyous et les compétiteurs stratégiques, principalement la Russie et la Chine. Ils refusaient ainsi de voir la fin de la Guerre froide comme un « retour à la normale», en vertu duquel les États-Unis, avec la chute de l'ennemi soviétique, pourraient désormais se désengager du monde et se concentrer à nouveau sur leurs priorités strictement intérieures. L'environnement international avait certes changé, mais non sa nature anarchique. Dans un contexte international toujours hobbesien, les néoconservateurs, dont Paul Wolfowitz, ont régulièrement rappelé le danger posé par une attitude d'apaisement, tel qu'incarné par «l'esprit de Munich »:

In a world where American primacy seems so overwhelming, it is hard to imagine how a threat of the magnitude of that posed by Napoleon, Kaiser Wilhelm, Hitler, Tojo or Stalin could ever come about. Perhaps, we are entitled to hope, we have reached the stage where the Biblical prophecy will come true, at least for ourselves. But if we look at the last century we can find abundant evidence that twenty years – a mere moment in the life of nations – can bring about enormous changes in world affairs.

<sup>12.</sup> Anatol Lieven (2004). America Right or Wrong: An Anatomy of American Nationalism, New York, Oxford University Press, p. 160.

And if that was true generations ago, how much truer is it today when the tempo of change has increased so dramatically. [...] In the record of past attempts to avert war, the Munich agreement of 1938 quickly became a reference point for the remainder of the last century; even if the lesson has been somewhat overused, it should not be forgotten in this  $centurv^{13}$ .

En accord avec l'école de pensée réaliste, leur vision stato-centrée écarte de leurs pronostics pessimistes toute menace de nature transnationale et non militaire, tels, par exemple, le terrorisme, l'immigration, les problèmes environnementaux ou économiques. Encore une fois, Paul Wolfowitz explique:

A presidential campaign can be run under the slogan 'It's the economy, stupid', and the vice president can argue that the environment and AIDS are foremost national security issues. What is wrong with those statements is not that AIDS and the environment are not serious problems, but rather the implication that security is no longer something we need to worry about. The world has changed dramatically with the end of the Cold War, but it has not been turned upside down<sup>14</sup>.

Le pessimisme des nationalistes à l'égard des relations internationales est tout aussi fort, puisqu'ils considèrent également la vulnérabilité stratégique des États-Unis comme une condition permanente. De concert avec les néoconservateurs, ils ont été parmi les plus alarmistes au sujet de la menace soviétique au cours de la Guerre froide<sup>15</sup> et la fin de celleci n'infléchit nullement leur position. Alors qu'il était secrétaire à la Défense dans l'administration de George H. Bush, Richard Cheney se présentait comme le membre de l'administration le plus sceptique à l'égard des réformes entreprises par l'Union soviétique. Selon le conseiller à la sécurité nationale de l'époque, Brent Scowcroft, Cheney croyait que ces réformes n'étaient que cosmétiques et que, par conséquent, les États-Unis devaient poursuivre leur politique d'endiguement<sup>16</sup>. Il a toujours

<sup>13.</sup> Paul Wolfowitz (2000) dans Robert Kagan et William Kristol (dir.), Present Dangers: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy, San Francisco, Encounter Books, p. 312.

<sup>14.</sup> Ibid.

<sup>15.</sup> Dans l'administration Ford, le tandem Cheney-Rumsfeld, dont les idées de politique étrangère sont sensiblement les mêmes depuis ce temps, a notamment combattu avec succès la politique de détente promue par le secrétaire d'État Henry Kissinger. En tant que secrétaire à la Défense, Rumsfeld remettait en question le principe sousjacent de la détente, selon lequel il existait un équilibre des puissances entre les États-Unis et l'Union soviétique. Il croyait au contraire que la puissance militaire soviétique était, à l'époque, en voie de surpasser considérablement celle des États-Unis. Contrairement aux réalistes traditionnels comme Kissinger, Rumsfeld était ainsi très pessimiste à l'égard des intentions des Soviétiques et estimait, par conséquent, que la vulnérabilité stratégique des États-Unis n'en était que plus grande. (James Mann, op. cit., p. 12 et 70.)

<sup>16.</sup> James Mann, op. cit., p. 201.

férocement combattu l'idée, aux côtés de Rumsfeld, que la fin de la Guerre froide représentait une occasion pour les États-Unis de profiter des dividendes de la paix:

Cheney and Rumsfeld share the same strategic vision: pessimistic and dark. [...] Cheney, say those who know him, has always had a Hobbesian view of life. The world is a dangerous place; war is a natural state of mankind; ennemies lurk. The national-security state must be strong, vigilant and wary. Cheney believes that America's military and intelligence establishment were weakened by defeat in Vietnam and the waves of scandals that followed in Watergate in the '70s and Iran-Contra in the '80s17.

On peut retrouver un exemple historique de cette convergence idéelle entre les nationalistes et les néoconservateurs au niveau de leur vision réaliste des relations internationales avec le rapport de la commission Rumsfeld (Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States) en 1998. Cette commission présidée par Donald Rumsfeld comptait dans ses rangs les néoconservateurs Paul Wolfowitz et Stephen Cambone et avait pour mandat de réexaminer le renseignement sur la menace posée par les missiles balistiques. Les estimations faites en 1995 par la communauté du renseignement, lesquelles stipulaient qu'aucun État, hormis les puissances nucléaires déclarées, n'aurait la capacité de frapper le territoire américain avec des missiles balistiques dans les quinze années à venir, avaient été jugées équivoques par certains membres du Congrès. La commission Rumsfeld révisa à la hausse ces estimations. Elle arrivait notamment à la conclusion que l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord seraient en mesure de frapper les États-Unis en l'espace de cinq ans (dix ans dans le cas de l'Irak).

Le deuxième élément sur lequel s'entendent néoconservateurs et nationalistes concerne l'hégémonisme militaire américain. Au terme de la Guerre froide, il s'agissait, pour ceux-ci, de transformer le « moment unipolaire», selon l'expression de Charles Krauthammer, en «ère unipolaire<sup>18</sup> ». Les États-Unis devaient profiter de leur avantage stratégique soudain pour consolider leur prédominance militaire et ainsi prévenir l'émergence d'un compétiteur stratégique. Dans un environnement international anarchique, l'hégémonie militaire demeure, selon eux, la seule garantie de sécurité pour les États-Unis. À défaut de ce leadership planétaire il y aurait « a chaotic, Hobbesian world where there is no authority to thwart aggression, ensure peace and security or enforce international norms<sup>19</sup>».

<sup>17.</sup> Mark Hosenball, Michael Isikoff et Evan Thomas (2003). «Cheney's Long Path to War », Newsweek, vol. 142, nº 20, p. 35.

<sup>18.</sup> Robert Kagan et William Kristol (dir.) (2000). Present Dangers: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy, San Francisco, Encounter Books, p. 6.

<sup>19.</sup> Lawrence Kaplan et William Kristol (2003). The War Over Iraq: Saddam's Tyranny and America's Mission, San Francisco, Encounter Books, p. 121.

En 1996, alors que Rumsfeld dirigeait la campagne présidentielle du candidat républicain Bob Dole, un journaliste écrit:

Rumsfeld approaches "hawk purity" and is likely to encourage the Dole campaign's growing focus on defense. Under Nixon, Rumsfeld was suspicious of détente with Russia, opposed the SALT II treaty and won bigger Pentagon budgets. Today, he champions the proposed missile defense  $system^{20}$ .

Rumsfeld, qui a ainsi hérité de la Guerre froide une réputation de « faucon », a constamment argumenté en faveur d'une hausse substantielle des capacités militaires américaines afin de surpasser celles des Soviétiques lorsqu'il était secrétaire à la Défense sous Ford. Richard Cheney fit de même en tant que représentant du Wyoming (1979-1989); son bilan législatif montre qu'il a systématiquement appuyé les projets de loi destinés à hausser les capacités militaires américaines<sup>21</sup>. Il s'est d'ailleurs lui-même décrit comme un « proud-of-it hawk who never met a weapons system he didn't vote for<sup>22</sup> ».

À l'aube de l'ère post-Guerre froide, ses principes et idées en matière de défense sont restés identiques, comme en témoigne l'élaboration d'un document écrit sous sa direction en 1992, le Defense Planning Guidance. L'élaboration de cette ébauche de politique de défense offre une bonne illustration de la collaboration entre nationalistes et néoconservateurs au sujet de l'hégémonisme militaire américain. Ce document exigé par Richard Cheney, alors secrétaire à la Défense sous George H. Bush, avait pour objectif de reformuler la politique de défense des États-Unis pour l'ère post-Guerre froide. Les néoconservateurs Zalmay Khalilzad, Paul Wolfowitz et Lewis Libby, tous du département de la Défense, avaient été chargés d'élaborer le document. À un moment où plusieurs espèrent pouvoir enfin réduire substantiellement le budget de la défense américaine, ce projet de politique proposait au contraire de pérenniser la prédominance stratégique des États-Unis afin de dissuader les compétiteurs stratégiques potentiels qu'étaient l'Allemagne, le Japon, la Chine et la Russie, quatre puissances alors soupçonnées de vouloir dominer leur région respective. Sous la pression des nombreuses critiques, le document fut relégué aux oubliettes, ce qui ne retint cependant pas Richard Cheney de l'endosser entièrement<sup>23</sup>.

<sup>20.</sup> The New Republic (2000). « Rumsfeld Redux », The New Republic Online, 28 décembre. <www.tnr.com/express/redux122800.html> (Consulté le 10 février 2005).

<sup>21.</sup> The Economist (2004). «The Other President», vol. 372, nº 8391, 2 septembre,

<sup>22.</sup> Cité dans James Mann, op. cit., p. 201.

<sup>23.</sup> Nicholas Lemann (2002). «The Next World Order», New Yorker, 1er avril. <www. newyorker.com/fact/content/articles/020401fa FACT1> (Consulté le 3 juillet 2005).

Les néoconservateurs et les nationalistes se rejoignent finalement au sujet de l'unilatéralisme. Les nationalistes retiennent cette option bon an mal an, suivant un farouche souverainisme<sup>24</sup>. Les néoconservateurs, même s'ils adhèrent à l'unilatéralisme, le font d'une manière plus nuancée. Le néoconservateur Robert Kagan justifie l'emploi unilatéral de la force américaine pour des raisons systémiques: avec l'effondrement du régime soviétique, l'unipolarité et, partant, la suprématie militaire américaine encourageraient naturellement l'unilatéralisme. Mais le multilatéralisme n'est pas écarté pour autant, puisqu'il est envisagé de manière «instrumentale». Il permet en effet de partager les coûts élevés inhérents aux interventions militaires américaines et de couvrir ces dernières d'une plus grande légitimité. Kagan ajoute même que «le multilatéralisme fut toujours plus avisé» et que «les États-Unis ont sans aucun doute tout à gagner à le pratiquer: mieux vaut, à coup sûr, obtenir le soutien matériel et moral des amis et des alliés, surtout en Europe, qu'agir seuls face à l'inquiétude et à l'hostilité du vieux continent<sup>25</sup> ».

La conception de la politique étrangère des nationalistes se limite à ce que nous avons décrit jusqu'à maintenant. Les néoconservateurs, cependant, ajoutent à leur conception de la politique étrangère américaine un idéalisme wilsonien. En refusant le réalisme et l'idéalisme stricto sensu, les néoconservateurs synthétisent, malgré une apparente contradiction, une vision pessimiste et optimiste des relations internationales; tout en constatant l'existence d'un monde anarchique, dans lequel la puissance militaire demeure l'ultima ratio, ils ont également foi dans les effets pacificateurs de l'expansion des valeurs démocratiques à l'échelle mondiale. Deux éléments de nature idéaliste distinguent donc les néoconservateurs des nationalistes: l'importance qu'ils accordent à la morale et à l'idéologie dans les relations internationales et la pertinence selon eux d'exporter la démocratie à l'étranger grâce aux interventions à vocation humanitaire et au « nation-building ».

Les néoconservateurs estiment que la nature des régimes politiques est un facteur déterminant dans les relations internationales. Il s'agit là d'une démarcation claire avec l'approche réaliste classique, selon laquelle les rapports interétatiques sont déterminés exclusivement par la répartition de la puissance entre les États. En effet, la nature des régimes, suivant qu'ils sont démocratiques ou non, déterminerait la teneur des relations entre États:

The ethics and institutions of democracy encourage compromise and other norms that democratic states then apply to their relations with one another. Nondemocratic states, needless to say, do not. Or, as Woodrow

Henry Nau (2002). At Home Abroad: Identity and Power in American Foreign Policy, Ithaca, Cornell University Press, p. 44.

<sup>25.</sup> Robert Kagan (2003). *La puissance et la faiblesse : les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Paris, Plon, p. 159.

Wilson put it in 1917, "A steadfast concert of peace can never be maintained except by a partnership of democratic nations. No autocratic government could be trusted to keep faith within it or observe its covenants<sup>26</sup>."

Les néoconservateurs adhèrent en ce sens à la théorie de la paix démocratique, selon laquelle les démocraties ne se font pas la guerre entre elles<sup>27</sup>. Par conséquent, la conduite de la politique étrangère des États-Unis exige de la part de ses dirigeants la capacité d'effectuer un jugement moral apte à différencier démocraties et tyrannies, et à considérer les premières comme des alliées et les secondes comme des ennemies. En bref, les intérêts purement stratégiques ne devraient pas l'emporter sur les principes moraux.

Cette conception des relations internationales a été à l'origine de l'anticommunisme virulent et des positions agressives des néoconservateurs à l'égard de l'Union soviétique<sup>28</sup>. Après la Guerre froide, le même jugement moral et idéologique s'est appliqué, malgré le changement de contexte international. De même, dans la foulée des attentats du 11 septembre, David Frum et Richard Perle écrivaient: « The war against extremist Islam is as much an ideological war as the cold war ever was. And despite all our successes on the battleground, the ideological struggle against extremist Islam is one we are losing<sup>29</sup>. » Ainsi, lorsque les néoconservateurs ciblent, au premier chef, la Chine, la Russie, l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord comme menaces réelles ou potentielles à la sécurité nationale américaine et à la démocratie dans le monde, c'est d'abord et avant tout en raison du caractère amoral et non démocratique de leur régime politique.

Au cœur de cette conception morale et idéologique des relations internationales repose également l'idée que la démocratie est une valeur universelle par essence et que le régime politique américain en est

<sup>26.</sup> Lawrence Kaplan et William Kristol, op. cit., p. 105.

<sup>27.</sup> La thèse de « l'ex-néoconservateur » Francis Fukuyama sur la fin de l'Histoire illustre très bien cette théorie. D'une part, Fukuyama remarque aujourd'hui la coexistence conflictuelle entre un monde pacifique et démocratique ayant atteint la «fin de l'Histoire», et un monde anarchique et tyrannique vivant toujours dans le processus violent de «l'Histoire». Cependant, selon une certaine lecture de l'œuvre de Fukuyama, le triomphe inéluctable de la démocratie susciterait l'avènement de l'État universel et homogène démocratique et, ce faisant, la fin des conflits.

<sup>28.</sup> Ils ne pouvaient, en effet, réduire leur conception de la Guerre froide à un simple conflit entre deux puissances rivalisant pour leur intérêt national défini en des termes strictement stratégiques. Avant d'être stratégique, ce conflit était essentiellement moral, puisqu'il était engagé entre deux idéologies mutuellement exclusives et, par conséquent, irréconciliables. Aux yeux des néoconservateurs, l'Union soviétique incarnait « a radically different idea about how to organize social, political, and economic life on this earth from the one that prevails in the world of its adversaries». Voir Norman Podhoretz et Midge Decter dans David J. Hoeveler (1991). Watch on the Right: Conservative Intellectuals in the Reagan Era, Madison, University of Wisconsin Press, p. 150.

<sup>29.</sup> David Frum et Richard Perle (2003). An End to Evil: How to Win the War on Terror, New York, Random House, p. 47.

l'incarnation la plus achevée, faisant ainsi des néoconservateurs des adhérents à la thèse de l'exceptionnalisme américain. Comme le mentionnent Kagan et Kristol: «The principles of the declaration of Independence are not merely the choices of a particular culture but are universal, enduring, "self-evident" truth<sup>30</sup>.»

Aussi, cette croyance forte en l'exceptionnalisme américain et en l'universalité des valeurs que le pays incarne confère aux néoconservateurs un zèle missionnaire qui les pousse vers le prosélytisme démocratique. La politique étrangère des États-Unis doit donc être consacrée à l'universalisation des valeurs démocratiques. C'est cet ambitieux projet qui anime le concept d'«empire bienveillant», dont le principal objectif est le suivant: «[to] preserve and enhance the [strategic and ideological predominance [of the United States] by strengthening America's security, supporting its friends, advancing its interests, and standing up for its principles around the world<sup>31</sup>». La politique étrangère américaine remplit de cette façon un objectif à la fois stratégique et moral, les deux dimensions se renforçant l'une l'autre.

Concrètement, ce concept d'« empire bienveillant » met de l'avant trois grandes séries de mesures destinées à faire avancer la cause de la démocratie dans le monde: le changement de régime, les interventions humanitaires et le « nation-building ». En ce qui concerne le premier point, l'objectif est d'utiliser tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire, pour renverser les régimes tyranniques et remplacer ceux-ci par des régimes plus en phase avec les valeurs démocratiques.

Ce faisant, les néoconservateurs rejettent la négociation diplomatique et la stratégie d'endiguement avec les régimes ennemis comme moyens d'arriver à ces fins. La négociation, d'une part, n'est pas envisagée comme une possibilité, puisque les régimes non démocratiques possèdent une éthique qui, contrairement aux démocraties, fait d'eux des partenaires non fiables en raison de leur incapacité à établir des compromis. D'autre part, la stratégie d'endiguement est jugée inefficace face aux dictateurs les plus dangereux, comme Saddam Hussein, en raison de leur comportement irrationnel. Aussi est-elle jugée moralement douteuse, puisqu'elle tolère l'amoralité d'un régime. En d'autres mots, il s'agit d'une stratégie qui préconise la «stabilité au détriment de la liberté<sup>32</sup> ».

Les interventions humanitaires découlent quant à elles de l'idée selon laquelle les crimes contre l'humanité rendent inéluctablement le monde plus dangereux. Le lien entre les intérêts stratégiques et les impératifs moraux est donc également opérant dans ce cas-ci. L'appui

<sup>30.</sup> Robert Kagan (1998). «The Benevolent Empire», Foreign Policy, n° 111, p. 31.

<sup>32.</sup> Lawrence Kaplan et William Kristol, op. cit., p. 48.

des néoconservateurs à une intervention humanitaire en Bosnie, au début des années 1990, ou au Kosovo, en 1999, est un bon exemple de cette logique:

Neoconservatives sought action in Bosnia above all out of the conviction that, however remote the Balkans may be geographically and strategically, allowing a dictator like Serbia's Slobodan Milosevic to get away with agression, ethnic cleansing, and mass murder in Europe would tempt other malign men to do likewise elsewhere, and other avatars of virulent ultranationalism to ride this ticket to power. Neoconservatives believed that American inaction would make the world a more dangerous world, and that ultimately this danger would assume forms that would land on our doorstep. Thus it had happened throughout the 20th century; and thus, in the fullness of time, it would happen again on September 11th of the first year of the 21st century<sup>33</sup>.

Finalement, le « nation-building » apparaît comme le corollaire logique et obligé d'une politique étrangère vouée à l'expansion de la démocratie. Les néoconservateurs suggèrent que l'implantation d'institutions démocratiques durables au sein d'États faibles ou déliquescents est une façon d'assurer à long terme la sécurité internationale et la sécurité nationale américaine. Les efforts de reconstruction menés par les États-Unis au Japon et en Allemagne à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale sont, à ce titre, utilisés comme exemples paradigmatiques de la nécessité et de la pertinence du « nation-building ». Aujourd'hui, Richard Perle et David Frum affirment, à propos du « nation-building » au Moyen-Orient:

Democratization does not mean calling immediate elections and then living with whatever happens next [...]. It means creating representative institutions that protect minorities and women in a part of the world where minorities and women very much need protection. It means deregulating the economy to create economic opportunities and also to reduce the government's control over its people's livelihoods. It means shrinking and reforming the Middle Eastern public sector so that it functions honestly and responsively. It means perhaps above all establishing schools that prepare young people for the world of today, not the world of 1,300 years ago<sup>34</sup>.

La puissance militaire américaine devient ainsi l'instrument d'une volonté beaucoup plus ambitieuse que celle des nationalistes, pour lesquels elle n'a qu'une vocation défensive<sup>35</sup>. Ceux-ci limitent en effet l'utilisation de la puissance américaine à la défense stricte et ferme de l'intérêt national américain concu de manière très étroite. En somme, les nationalistes affichent, selon Walter Russell Mead, un ethos jacksonien essentiellement voué à la défense exclusive de la nation américaine.

<sup>33.</sup> Joshua Muravchik (2003). «The Neoconservative Cabal», Commentary, septembre. <www.aei.org/publications/pubID.19107,filter.all/pub\_detail.asp> (Consulté le 4 avril 2004).

<sup>34.</sup> David Frum et Richard Perle, op. cit., p. 162.

<sup>35.</sup> Henry Nau, op. cit., p. 46.

tandis que les néoconservateurs partagent de surcroît un ethos wilsonien, dédié à la promotion active des valeurs universelles de la démocratie<sup>36</sup>. C'est essentiellement sur ce point que les néoconservateurs et les nationalistes se distinguent les uns des autres. Des néoconservateurs affichés ont d'ailleurs fait eux-mêmes la distinction:

For both Kristol and Wolfowitz, Cheney is at heart a realist. That is, Cheney is more concerned about things like the national interest than with abstract ideas like democracy. Spreading democracy might be good in itself, and it might also be good for American power, but Cheney was more likely to start from the position of wanting to defend and advance American power than wanting to defend and advance democracy worldwide $3^{\frac{1}{7}}$ .

Rumsfeld et Cheney ont en effet toujours fait preuve d'un dédain certain pour les mesures d'inspiration idéaliste telles que le « nationbuilding». Les derniers jours de l'opération Tempête du désert en 1991 offrent un bon exemple de ces divergences idéologiques. D'une part, les néoconservateurs ont vertement critiqué la décision ultime de maintenir le régime de Saddam Hussein en place. Plusieurs y ont vu une occasion manquée d'exporter la démocratie dans la région. Les néoconservateurs œuvrant au sein de l'administration, dont Paul Wolfowitz, ont également critiqué la décision de laisser les hélicoptères irakiens massacrer impunément chiites et Kurdes. D'autre part, les nationalistes, représentés par Cheney, s'en sont tenus à une politique réaliste; l'objection du secrétaire à la Défense tenait au fait que le renversement du régime de Saddam Hussein aurait déplu au régime saoudien, qu'il souhaitait ménager pour des raisons stratégiques. Cheney avait également entériné la décision des autorités militaires américaines permettant aux hélicoptères irakiens de poursuivre leurs opérations génocidaires<sup>38</sup>.

### 2. L'ALLIANCE IDÉOLOGIQUE À L'ÉPREUVE DES ÉVÉNEMENTS

### 2.1. Et vint le 11 septembre: l'essor du néoconservatisme

Lorsque survinrent les attentats du 11 septembre, la table était mise pour que les nationalistes Cheney et Rumsfeld, ainsi que leurs alliés néoconservateurs, exercent leur influence sur le processus décisionnel. Fort des affinités personnelles et idéologiques qui liaient ses constituants,

<sup>36.</sup> Voir Walter Russell Mead (2002). Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World, New York, Routledge, p. 218-263.

<sup>37.</sup> Walter Russell Mead (2004). «The Revolutionary: Dick Cheney is the Calmest Man in the Room. Too Calm », Esquire, novembre, p. 36.

<sup>38.</sup> James Mann, op. cit., p. 192.

le réseau mis sur pied par Cheney s'engage enfin dans le processus décisionnel. Lors des huit premiers mois de cette administration, il n'avait effectivement pas réussi à s'imposer; sans vision très claire de ce que devaient faire les États-Unis sur la scène internationale, Bush prit ses décisions de manière quelque peu erratique, s'appuyant tantôt sur les réalistes, tantôt sur les nationalistes et les néoconservateurs, de sorte que « néo-isolationniste » fut le qualificatif peu élogieux accolé à la politique étrangère durant cette période<sup>39</sup>. Mais, après le 11 septembre, le vice-président s'arrogea habilement le contrôle du processus décisionnel et se retrouva ainsi en position d'exploiter «son» réseau bureaucratique.

Par conséquent, la nouvelle politique étrangère, dont les principaux éléments se retrouvent dans la stratégie de sécurité nationale de 2002 (National Security Strategy) et dont la guerre en Irak déclenchée en mars 2003 représente une application fidèle, épouse largement la vision du monde et les prescriptions nationalistes et néoconservatrices. Comme le mentionne Anatol Lieven:

In presenting its imperial plans to the American people, the Bush administration has been careful to package them [...] as, on one hand, a part of a benevolent strategy of spreading American values of democracy and freedom and, on the other, as an essential part of the defense not of an American empire, but of the nation itself<sup>40</sup>.

La politique étrangère post-11 septembre consiste effectivement en une synthèse idéologique du nationalisme jacksonien et de l'idéalisme wilsonien. Le choc des attentats perpétrés contre la nation américaine a entraîné une féroce réaction d'autodéfense typiquement nationaliste et jacksonienne, doublée d'une rhétorique et d'une ambition messianique, en phase avec les idées néoconservatrices. On retrouve ainsi sans équivoque, au cours de cette période, la marque de leurs idées sur la nouvelle stratégie de sécurité nationale, laquelle servit, pour ainsi dire, de cadre opératoire au renversement du régime de Saddam Hussein.

La nouvelle stratégie de sécurité nationale, publiée en septembre 2002, mais élaborée en fait dans les jours suivant les attentats terroristes du 11 septembre 2001, comporte cinq éléments novateurs qui portent avec évidence la marque des idées nationalistes et néoconservatrices: 1) une stratégie «réaliste» stato-centrée basée sur l'indifférenciation entre les réseaux terroristes et les États qui les soutiennent; 2) la consolidation de la puissance militaire hégémonique; 3) l'unilatéralisme; 4) la doctrine de la guerre préventive; 5) des ambitions idéalistes et universalistes.

<sup>39.</sup> Stefan Halper et Jonathan Clarke (2004). America Alone: The Neoconservatives and the Global Order, Cambridge, Cambridge University Press, p. 131.

<sup>40.</sup> Anatol Lieven, op. cit., p. 3.

Les attentats terroristes sont venus donner raison, en quelque sorte, aux nationalistes et aux néoconservateurs en confirmant la vision pessimiste qu'ils avaient des relations internationales. La vulnérabilité stratégique des États-Unis venait en effet d'être démontrée avec un effet de grande surprise. Non sans une certaine ironie, Paul Wolfowitz avait prononcé un discours devant l'académie militaire de West Point quelques mois avant les attentats, dans lequel il mettait en garde les futurs militaires contre les «attaques surprises», telle celle de Pearl Harbor.

Surprise happens so often that it's surprising that we're still surprised by it. Very few of these surprises are the product of simple blindness or simple stupidity. Almost always there have been warnings and signals that have been missed - sometimes because there were just too many warnings to pick the right one out, sometimes because of what one scholar of Pearl Harbor called "a poverty of expectations" – a routine obsession with a few familiar dangers<sup>41</sup>.

De fait, malgré cette conscience aiguë de la vulnérabilité stratégique des États-Unis, les Rumsfeld, Wolfowitz et autres ne purent anticiper ni prévenir les attentats du 11 septembre 2001, phénomène que l'on peut largement expliquer par la vision stato-centrée qu'ils partagent. Par conséquent, le terrorisme, parce qu'il s'agit d'une menace de nature transnationale et de type non conventionnel, ne put attirer leur attention. Leur mutisme à ce sujet était, en fait, total. Ainsi les nationalistes et les néoconservateurs étaient-ils avertis des dangers que comportait une attitude d'apaisement propre à l'« esprit de Munich » lorsqu'il s'agissait de menaces d'origine étatique, mais ils n'étaient pas réellement conscients de leurs manquements à l'égard des prévisions, comportement propre à l'« esprit de Pearl Harbor». Leur vigilance était, en quelque sorte, dirigée vers le mauvais objet.

En dépit de l'échec manifeste de cette approche réaliste des relations internationales face à la menace terroriste avant le 11 septembre, l'administration Bush adopta une stratégie de lutte contre le terrorisme essentiellement guidée par cette approche en ciblant les États susceptibles de soutenir le terrorisme.

For most of the twentieth century, the world was divided by a great struggle over ideas: destructive totalitarian visions versus freedom and equality. That great struggle is over. The militant visions of class, nation, and race which promised utopia and delivered misery have been defeated and discredited. America is now threatened less by conquering states than we are by failing ones [c'est nous qui soulignons]42.

<sup>41.</sup> Paul Wolfowitz (2001). «Commencement Address at the U.S. Military Academy, West Point». <www.defenselink.mil/speeches/2001/s20010602-depsecdef.html> (Consulté le 8 juillet 2005).

<sup>42.</sup> White House (2002). The National Security Strategy of the United States of America. <www.whitehouse.gov/nsc/nss.html> (Consulté le 18 décembre 2003).

L'influence des nationalistes et des néoconservateurs sur cette politique se remarque aux propos qu'ils ont tenus dans les heures et les jours suivant les attentats. Lors de la première réunion du Conseil national de sécurité, le 12 septembre 2001, le vice-président Cheney souleva le problème des États parrainant le terrorisme: « To the extent we define our task broadly, including those [organizations] who sponsor terrorism, then we get at states. And it's easier to find them than it is to find bin Laden<sup>43</sup>», en quoi il fut relayé par Paul Wolfowitz, qui affirmait, le jour suivant: «It's not just simply a matter of capturing people and holding them accountable, but removing the sanctuaries, removing the support systems, ending states who sponsor terrorism. And that's why it has to be a broad and sustained campaign<sup>44</sup>.» Le discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, dans lequel le président fit référence à l'existence d'un «axe du Mal», constitué des trois États que sont l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord, représente la concrétisation de cette conception stato-centrée de la lutte contre le terrorisme. L'influence des idées nationalistes et néoconservatrices est ici d'autant plus manifeste que les porteurs de ces idées avaient soulevé à maintes reprises la menace posée par ces trois États depuis la tenue de la commission Rumsfeld en 1998.

La prise de conscience de l'existence de ces « nouvelles » menaces par l'administration Bush et, par conséquent, de la vulnérabilité stratégique aiguë des États-Unis a par ailleurs ouvert la voie à des ambitions délibérément hégémonistes sur le plan militaire. En apprenant la nouvelle des attentats terroristes, le président Bush interpréta immédiatement ceux-ci comme des actes de guerre, appelant ainsi l'usage de la force militaire. Conclusion hâtive, qui a néanmoins défini de manière durable la politique étrangère des États-Unis. On peut en effet imaginer qu'une interprétation différente de ces attentats, vus par exemple comme des actes de nature criminelle, aurait, en revanche, appelé le recours à l'appareil légal et policier américain plutôt que militaire. Or le choix délibéré d'entreprendre une campagne militaire contre le terrorisme et les États le parrainant entraîna *ipso facto* la militarisation de la politique étrangère américaine. Cette foi en la force militaire a conduit, de surcroît, à l'adoption d'une politique de sécurité nationale définitivement hégémoniste:

It is time to reaffirm the essential role of American military strength. We must build and maintain our defenses beyond challenge. [...] Our forces will be strong enough to dissuade potential adversaries from pursuing a military build-up in hopes of surpassing, or equalling, the power of the United States<sup>45</sup>.

<sup>43.</sup> Cité dans Bob Woodward (2002). Bush at War, New York, Simon and Schuster, p. 43.

<sup>44.</sup> Paul Wolfowitz (2001). « DoD News Briefing - Deputy Secretary Wolfowitz ». < www. defenselink.mil/transcripts/2001/t09132001\_t0913dsd.html> (Consulté le 22 décembre 2003).

<sup>45.</sup> White House, op. cit.

On assiste donc, à partir de septembre 2001, à une croissance soutenue du budget de la défense américaine, avec l'objectif d'atteindre les 500 milliards de dollars avant la fin de la décennie (ce budget est, en 2006, de 470 milliards). Les années qui suivent connaissent en effet les plus importantes hausses budgétaires depuis la présidence de Ronald Reagan. Le souhait exprimé par Charles Krauthammer de transformer le moment unipolaire en ère unipolaire et les ambitions du Defense Planning Guidance, écrit une décennie plus tôt, se sont réalisés.

L'adoption d'une politique hégémonique a par ailleurs pour conséquence la consécration d'une approche unilatéraliste des relations extérieures. L'administration Bush a rapidement donné le ton en matière de relations diplomatiques lorsque le président a déclaré devant le Congrès au soir du 20 septembre 2001: « Every nation, in every region, now has a decision to make. Either you are with us, or you are with the terrorists<sup>46</sup>. » Dès lors, suivant ses propres critères bien tranchés, l'administration Bush s'est gardé le rôle d'ultime arbitre dans l'alignement des relations diplomatiques entre États. Qui plus est, les États-Unis, parce qu'hégémoniques, pouvaient se réserver le droit de décider unilatéralement des actions et des interventions qu'ils entendaient mener, avec ou sans l'assentiment des alliés. La prémisse derrière une telle attitude, partagée par les néoconservateurs et les nationalistes, est que le statut de leader mondial détenu par les États-Unis impose de lui-même un ordre que les autres États n'ont d'autre choix que de suivre, ce qui libère d'emblée l'administration américaine des contraintes du multilatéralisme<sup>47</sup>. Comme l'a dit Bush quelques jours après le 11 septembre: « At some point [in the war on terrorism], we may be the only ones left. That's okay with me. We are America<sup>48</sup>. » La stratégie de sécurité nationale stipule quant à elle que: « While the United States will constantly strive to enlist the support of the international community, we will not hesitate to act alone, if necessary, to exercise our right of self-defense by acting preemptively against such terrorists [...]<sup>49</sup>. » C'est ainsi que l'administration Bush dit initialement non à l'OTAN, qui avait invoqué l'Article 5 de son traité pour la première fois de son histoire, et préféra choisir un à un les alliés qui allaient participer à la campagne contre le terrorisme et, deux années plus tard, à la guerre en Irak.

Rejetant ainsi, à l'instar de George Washington, la notion d'entangling alliance et, par la même occasion, tout un réseau d'alliances existant depuis le début de la Guerre froide, l'administration Bush a mis de l'avant le concept des « coalitions des volontaires ». Ce concept cherche à dégager le maximum de marge de manœuvre et de flexibilité

<sup>46.</sup> George W. Bush (2001). « Address to a Joint Session of Congress and the American People ». <www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html> (Consulté le 8 juillet 2005).

<sup>47.</sup> Robert Kagan, op. cit., p. 154.

<sup>48.</sup> Cité dans Bob Woodward, op. cit., p. 81.

<sup>49.</sup> White House, op. cit.

aux États-Unis dans la conduite de sa politique étrangère; plutôt que de définir les objectifs internationaux en fonction de la volonté des alliés traditionnels, le concept de coalition exige un processus inverse: recruter des partenaires en fonction de chaque mission. Il s'agit là d'une forme évidente de « multilatéralisme instrumental », tel qu'avancé par les néoconservateurs.

Libérée des contraintes du multilatéralisme, l'administration Bush fut libre d'intervenir à sa guise à l'étranger. D'un attentisme hésitant, l'administration Bush est donc passée, après le 11 septembre, à un comportement nettement plus interventionniste, notamment à travers les concepts d'attaque préventive et de changement de régime, marquant ainsi l'obsolescence des stratégies plus conventionnelles et plus modérées de la dissuasion et de l'endiguement. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une nouveauté dans l'histoire de la pensée stratégique américaine<sup>50</sup>, la nouvelle doctrine de l'attaque préventive est radicale pour une double raison. D'une part, elle est « préventive » et non « préemptive ». La seconde acception est plus courante et légitime dans la pratique des relations internationales, puisqu'elle signifie que la force est utilisée contre une menace imminente. En revanche, la première est beaucoup plus sujette à controverse, puisqu'elle implique le recours à la force sans que soit évidente l'imminence d'une agression. Elle est donc beaucoup plus vaste et ouvre ainsi la porte à quantité de possibilités pour d'éventuelles interventions militaires. D'autre part, il s'agit de la première fois dans l'histoire américaine qu'un président fait de l'attaque préventive (ou même préemptive) sa doctrine stratégique officielle. La stratégie de sécurité nationale stipule que:

The United States has long maintained the option of preemptive actions to counter a sufficient threat to our national security. The greater the threat, the greater is the risk of inaction – and the more compelling the case for taking anticipatory action to defend ourselves, even if uncertainty remains as to the time and place of the enemy's attack. To forestall or prevent such hostile acts by our adversaries, the United States will, if necessary, act preemptively. [...] We must be prepared to stop rogue states and their terrorist clients before they are able to threaten or use weapons of mass destruction against the United States and our allies and friends [c'est nous qui soulignons]<sup>51</sup>.

Ainsi que l'indiquent ces propos, il n'est pas nécessaire que ces États aient agi d'une manière agressive envers les États-Unis ou soient même en possession d'armes de destruction massive pour qu'ils soient définis comme des menaces au regard desquelles des mesures préventives

<sup>50.</sup> Un parallèle a déjà été établi avec la crise des missiles de Cuba en 1962. Le blocus naval des convois soviétiques chargés de matériel militaire à destination de Cuba consistait en effet en une forme indirecte d'action militaire préemptive contre l'URSS. Cependant, aucune force militaire n'a finalement été utilisée. Voir Graham T. Allison (1971), Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis, New York, Harper Collins, p. 60.

<sup>51.</sup> White House, op. cit.

seraient justifiées. En effet, comme l'a mentionné le président: « Some of these regimes [Iran, Iraq and North Korea] have been pretty quiet since September the 11th. But we know their true nature<sup>52</sup>. » Ainsi, la seule présomption de la part de l'administration Bush que ces États pourraient éventuellement se procurer des armes de destruction massive pour potentiellement attaquer les États-Unis est suffisante pour que soient prises des mesures préventives de nature militaire contre ceuxci. Aussi, il n'allait pas de soi que la doctrine de l'attaque préventive soit conceptuellement liée à celle du changement de régime. La stratégie de sécurité nationale n'est effectivement pas explicite à ce sujet, puisqu'elle ne précise pas si l'attaque préventive ne vise que les capacités militaires des États ou bien les régimes en place. Or, comme l'ont démontré les interventions militaires en Afghanistan et en Irak, le lien est, de facto, bel et bien établi.

Enfin, l'administration Bush a combiné avec cette « révolutionnaire » stratégie de sécurité nationale des ambitions explicitement idéalistes, faisant ainsi de la politique étrangère américaine, en théorie, la quintessence de la pensée néoconservatrice. Contrairement à ce que l'on observait durant la période précédant le 11 septembre 2001, les discours présidentiels et les politiques officielles de l'administration Bush après cette date sont lourdement teintés d'expressions à connotation morale et universaliste, ce qui a mis les ambitions de l'administration Bush en phase avec les principes et les valeurs véhiculées par le néoconservatisme. À l'instar des néoconservateurs, Bush jugeait les régimes politiques à la lumière de critères moraux. Le discours de l'« axe du Mal » présente d'ailleurs une conception de la menace non seulement stratégique, mais également morale. Tout en dépeignant l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord comme des régimes dangereux en raison de leur possession ou de leur intention d'acquérir des armes de destruction massive, il interprète aussi leur dangerosité à partir de leur nature amorale: le régime iranien est « non élu et opprime sa population », le régime irakien « a déjà utilisé des gaz toxiques pour massacrer sa propre population» et le régime nord-coréen «affame sa population»<sup>53</sup>. La stratégie de sécurité nationale parle quant à elle non seulement de « défendre » et de « préserver » la paix à l'échelle mondiale, mais également de la «répandre». Le document stipule que l'objectif ultime de la politique étrangère américaine est le suivant: « To create a balance of power that favors freedom: conditions in which all nations and all societies can choose for themselves the rewards and challenges of political and economic liberty. [...] We will extend the peace by encouraging free and open societies on every continent<sup>54</sup>. » C'est d'ailleurs en raison

<sup>52.</sup> George W. Bush (2002). «President Delivers State of the Union Address». <www. whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html> (Consulté le 9 juillet 2005).

<sup>53.</sup> Ibid.

<sup>54.</sup> White House, op. cit.

de la nature idéaliste de ces ambitieux objectifs que Max Boot dit du document qu'est la stratégie de sécurité nationale qu'il représente la quintessence de la pensée néoconservatrice<sup>55</sup>. Cette nouvelle rhétorique post-11 septembre a ainsi signifié le ralliement complet des néoconservateurs derrière l'administration Bush. Satisfaits de cet idéalisme, ils ont fait front commun avec les nationalistes sur la base de plusieurs principes partagés pour promouvoir avec succès, au sein de l'administration Bush, l'idée de renverser le régime irakien de Saddam Hussein, idée qui, au demeurant, incarnait parfaitement les objectifs présentés dans la stratégie de sécurité nationale.

# 2.2. La guerre en Irak ou le début de la fin pour les néoconservateurs

La guerre en Irak représente en effet, dans les arguments avancés par l'administration Bush, une mise en application fidèle des éléments contenus dans la stratégie de sécurité nationale américaine. Ainsi, deux séries d'arguments ont servi à justifier cette guerre: des arguments «réalistes», soit les présumés liens entre le régime et Al-Qaida et la possession ou la volonté de développer des armes de destruction massive, ainsi que des arguments «idéalistes», soit l'amoralité du régime envers sa population et la démocratisation du pays et, à terme, de la région. La combinaison de ces deux types d'arguments par l'administration Bush démontre ainsi la prévalence et la convergence des idées nationalistes et néoconservatrices dans les mois qui ont mené à cette guerre. En effet, les représentants de ces deux groupes idéologiques étaient depuis plusieurs années unis en faveur d'un changement de régime en Irak. Les noms de Cheney et Rumsfeld se retrouvent en effet aux côtés de ceux des néoconservateurs dans certaines déclarations publiques appelant les dirigeants américains à renverser le régime de Saddam Hussein<sup>56</sup>.

Entre ces deux groupes, l'objectif commun de renverser le régime de Saddam Hussein a permis de mettre temporairement de côté leurs divergences, lesquelles concernent la pertinence des arguments idéalistes. Or, l'après-guerre et les faibles efforts liés à la reconstruction du pays ont révélé au grand jour les divergences idéologiques existant entre les deux groupes et, de ce fait, ont provoqué l'érosion de leur alliance et la perte d'influence des néoconservateurs au profit des nationalistes. Dans les mois précédant la guerre en Irak, les néoconservateurs avaient mis en garde l'administration américaine contre les risques d'un retrait précipité après la victoire militaire: « Were the United States to retreat after victory into complacency and self-absorption, as it did last time it

<sup>55.</sup> Max Boot (2004). «Neocons», Foreign Policy, n° 140, p. 21.

<sup>56.</sup> Voir Elliot Abrams *et al.* (1998). « Letter to President Clinton on Iraq », Project for the New American Century. <www.newamericancentury.org/iraqclintonletter.htm> (Consulté le 14 juillet 2005).

went to war in Iraq, new dangers would soon arise<sup>57</sup>.» Or les faibles efforts déployés par l'administration Bush dans la phase de reconstruction en Irak, que le néoconservateur Francis Fukuyama a qualifié de « nation-building lite », ont rapidement déçu les néoconservateurs et suscité chez eux la critique. Robert Kagan, par exemple, dit: « All but the most blindly devoted Bush supporters can see that the Bush administration officials have no clue about what to do in Iraq tomorrow, much less a month from now<sup>58</sup>. » Déçus par la faible sensibilité de certains membres de l'administration à l'égard des idéaux moraux avancés pour justifier la guerre, d'autres néoconservateurs, comme William Kristol, ont suggéré de faire des alliances idéologiques avec les libéraux et les démocrates<sup>59</sup>.

La critique des néoconservateurs adressée à l'administration Bush était plus exactement destinée à Donald Rumsfeld, à qui ils attribuent la gestion calamiteuse de la reconstruction irakienne et un manque de considération pour les tâches exigeantes liées à l'implantation durable de la démocratie dans le pays<sup>60</sup>. En effet, bien qu'ayant manœuvré avec succès au sein de l'administration afin que soit confiée au Pentagone la gestion de la reconstruction, Rumsfeld n'avait visiblement pas l'intention d'implanter l'ambitieux projet néoconservateur en Irak, et l'histoire nous le démontre. D'abord, il y eut trop peu de réunions destinées à la planification de l'après-guerre<sup>61</sup>. Qui plus est, la première réunion importante à ce sujet n'eut lieu qu'environ un mois avant le début de la guerre, quelques jours après que le président eut tardivement mis sur pied l'« Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance » sous la supervision du département de Défense. En somme, c'était trop peu, trop tard. Aussi, Rumsfeld prit l'initiative en juin 2002, alors que le renversement du régime Saddam Hussein était devenu une certitude au sein de l'administration, d'abolir le «Peacekeeping Institute» au sein du Pentagone. Comme le dit Max Boot: « The decision to shut down its Peacekeeping Institute is not a good sign; it means that the

<sup>57.</sup> Lawrence Kaplan et William Kristol, op. cit., p. 124.

<sup>58.</sup> Cité dans Dana Milbank et Ionathan Weisman (2004). «Conservatives Restive About Bush Policies», Washington Post, 10 mai.

<sup>59.</sup> Ceci s'est avéré lorsque des libéraux d'allégeance démocrate signèrent conjointement avec plusieurs néoconservateurs, quelques mois après la fin des hostilités, une lettre publiée par le think tank Project for the New American Century, rappelant l'importance du « nation-building » et appelant l'administration Bush à redoubler d'efforts dans la reconstruction irakienne. Voir Ronald Asmus et al. (2003), « Statement on Post-War Iraq». <www.newamericancentury.org/iraq-20030319.htm> (Consulté le 17 juillet 2005).

<sup>60.</sup> Voir Alain Frachon et Daniel Vernet (2004). L'Amérique messianique : les guerres des néo-conservateurs, Paris, Seuil, p. 197. Wolfowitz admit d'ailleurs publiquement que la stratégie d'après-guerre avait été quelque peu bâclée, ce que Rumsfeld nia entièrement en rabrouant son adjoint (Rowan Scarborough, op. cit. p. 53).

<sup>61.</sup> Alexander Moens, op. cit., p. 195.

army still wants to avoid focusing on noncombat missions<sup>62</sup>. » Ensuite, il y eut trop peu de troupes déployées en Irak pour que soit possible, une fois les hostilités terminées, un véritable effort de stabilisation et de reconstruction. Le secrétaire à la Défense était, dit-on, plus intéressé à prouver l'efficacité d'une armée technologiquement transformée et modernisée, qui demandait moins d'hommes sur le terrain, mais une utilisation plus grande des nouvelles technologies et de la force aérienne<sup>63</sup>. Or, comme l'a souligné Max Boot: « Airpower, no matter how awesome, cannot police newly liberated countries – or build democratic governments<sup>64</sup>. » Ainsi, dans l'année suivant la fin des hostilités en Irak, alors que les troupes présentes dans le pays comptaient environ 130 000 militaires, les néoconservateurs ont, en vain, appelé à plusieurs reprises l'administration Bush à augmenter le nombre de soldats américains présents en Irak<sup>65</sup>.



La thèse du «coup d'État» néoconservateur à la Maison-Blanche ne passe pas l'épreuve des faits. Comme toujours, ou peu s'en faut, ce type de thèse radical, auquel appartient également la théorie du complot, sous-estime la complexité du contexte idéologique et politique américain. Rarement un groupe d'individus peut-il, à lui seul, usurper les rênes du pouvoir à Washington. Le choc des attentats du 11 septembre 2001 a certes eu pour effet de rallier les Américains autour de leur commandant en chef, lui offrant ainsi une marge de manœuvre hors du commun dans l'élaboration de ses politiques. Or, même dans ce cas exceptionnel, où l'on peut pourtant affirmer qu'un unanimisme malsain a pu s'emparer de la Maison-Blanche<sup>66</sup>, la réalité du contexte décisionnel fut plus complexe. L'influence des néoconservateurs sur la politique étrangère, du 11 septembre 2001 jusqu'aux premiers mois de l'intervention américaine en Irak, a été réelle et forte, mais conditionnelle à certaines dispositions. Il a en effet fallu le concours et l'appui des nationalistes Donald Rumsfeld et Richard Cheney, personnages mieux positionnés et plus influents, pour que puisse s'exercer cette influence.

<sup>62.</sup> Max Boot (2003). «The New American Way of War», Foreign Affairs, vol. 82, n° 4,

<sup>63.</sup> Initialement, Rumsfeld souhaitait une force légère et flexible de 100 000 hommes. Cependant, les plans militaires préexistants pour l'Irak dataient de la guerre du Golfe de 1991 et impliquaient une force de 500 000 hommes. À la recommandation du général Tommy Franks, Rumsfeld accepta de revenir sur ses intentions initiales et d'élever le nombre de troupes à 250 000 hommes, retranchant ainsi 250 000 hommes des plans préexistants (Alexander Moens, op. cit., p. 171).

<sup>64.</sup> Max Boot, op. cit., p. 57.

<sup>65.</sup> Voir, notamment, Robert Kagan (2003). «Why Iraq Needs More U.S. Troops», Washington Post, 1er septembre.

<sup>66.</sup> Voir Charles-Philippe David (2004). Au sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis depuis 1945, 2º éd., Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 627.

S'il en fut ainsi, c'est plus exactement grâce à d'importantes affinités idéologiques et à un « réseau » bureaucratique astucieusement constitué par Cheney lui-même. Les néoconservateurs ont donc servi, pour ainsi dire, au bon plaisir de leurs supérieurs nationalistes.

Mais qui accorde le pouvoir et l'influence peut également les retirer. C'est ce que l'on a pu constater dans la foulée de l'intervention américaine en Irak, alors que les points de divergence entre nationalistes et néoconservateurs, latents au cours des mois qui ont suivi les attentats, sont venus éroder cette alliance. La nature de la guerre au terrorisme déclenchée au lendemain des attentats du 11 septembre a eu pour effet de mettre en relief les éléments à propos desquels s'entendent les nationalistes et les néoconservateurs et, ce faisant, de camoufler les désaccords découlant de leurs divergences idéologiques. Mais leurs désaccords ont par la suite refait surface et entraîné l'érosion de cette alliance, de même que la perte d'influence des néoconservateurs.

Quatre ans maintenant que le régime de Saddam Hussein a été renversé, et l'influence des néoconservateurs sur la politique étrangère de l'administration Bush ne se fait toujours pas sentir. Plusieurs ont quitté l'administration, d'autres continuent de la critiquer, et certains font leur mea culpa sur l'Irak<sup>67</sup>. Peut-être devrions-nous nous garder de prononcer leur eulogie, comme on le fit, à tort, après la chute de l'empire soviétique, mais il y a fort à parier qu'ils devront à tout le moins traverser un long purgatoire.

### **BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE**

- DAVID, Charles-Philippe (2004). Au sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis depuis 1945, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- Frachon, Alain et Daniel Vernet (2004). L'Amérique messianique : les guerres des néo-conservateurs, Paris, Seuil.
- KAGAN, Robert et William KRISTOL (dir). (2000). Present Dangers: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy, San Francisco, Encounter Books.
- LIEVEN, Anatol (2004). America Right or Wrong: An Anatomy of American Nationalism, New York, Oxford University Press.
- MANN, James (2004). The Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet, New York, Viking.

<sup>67.</sup> Voir David Rose (2007), «Neo Culpa», Vanity Fair. <www.vanityfair.com/politics/ features/2007/01/neocons200701> (Consulté le 4 janvier 2007).

- MOENS, Alexander (2004). The Foreign Policy of George W. Bush: Values, Strategy and Loyalty, Burlington, Ashgate.
- NAU, Henry (2002). At Home Abroad: Identity and Power in American Foreign Policy, Ithaca, Cornell University Press.
- ROTHKOPF, David J. (2005). Running the World: The Inside Story of the National Security Council and the Architects of American Power, New York, Public Affairs.



CHAPITRE 8

# Vers une incompréhension mutuelle nord-américaine Le Canada est-il devenu plus européen qu'américain?

Louis Balthazar

Les relations entre le Canada et les États-Unis ont été passablement affectées par la montée du conservatisme américain, notamment depuis l'arrivée de George W. Bush à la présidence. Même si ces relations se sont poursuivies sans heurt pour l'essentiel, certains désaccords ont été médiatisés et mis en évidence au point de créer un froid, au niveau politique surtout.

On a beaucoup écrit récemment sur l'écart entre les valeurs conservatrices qui prédominent aux États-Unis et les valeurs plus libérales qui seraient celles d'une majorité de Canadiens. Le livre de Michael Adams, Fire and Ice, qui documente les divergences entre les deux pays, a connu un grand succès et a été abondamment commenté<sup>1</sup>. Un autre ouvrage, du politologue Philip Resnick, rappelle les racines européennes du Canada et laisse entendre qu'à bien des égards les Canadiens se sentent plus près des Européens que des Américains<sup>2</sup>. Le magazine The Economist a pointé du doigt un Canada « cool », c'est-à-dire résolument engagé dans la postmodernité, beaucoup plus progressiste que son voisin du sud³.

Qu'en est-il? Le Canada aurait-il rompu idéologiquement avec l'Amérique du Nord? Faut-il remettre en question l'américanité profonde du Canada et la dynamique de l'intégration nord-américaine? Il y a de bonnes raisons de répondre par la négative à ces deux questions. On peut même affirmer que les Américains sont moins conservateurs qu'on le croit généralement et que l'administration qui les gouverne actuellement les représente très mal dans l'ensemble. Les Canadiens, pour leur part, sont sans doute beaucoup moins anti-américains qu'on le laisse entendre et probablement plus conservateurs que ce que révèlent les sondages.

### 1. LE CONSERVATISME AMÉRICAIN ET LE MYTHE DE LA RUPTURE ÉTATS-UNIS-CANADA

Certes, on ne peut mettre en doute les progrès du conservatisme aux États-Unis. Mais le phénomène peut bien se révéler moins significatif et moins puissant qu'on l'a dit. Personne n'ose plus ainsi déclarer, comme on le faisait après la victoire de George W. Bush à l'élection présidentielle de 2004, que les républicains conservateurs sont au

<sup>1.</sup> Michael Adams (2003). Fire and Ice: The United States, Canada and the Myth of Converging Values, Toronto, Penguin Canada.

<sup>2.</sup> Philip Resnick (2003). The European Roots of Canadian Identity, Peterborough, ON, Broadview Press.

<sup>3.</sup> The Economist (2003). «Canada's New Spirit», 25 septembre.

pouvoir pour une génération. On constate aussi un certain retranchement, voire, après les élections de mi-mandat de 2006, une véritable déroute des néoconservateurs4 au sein de l'administration Bush.

### 1.1. L'influence mitigée de la religion

De plus, les groupes religieux intégristes se sont avérés beaucoup moins influents qu'on ne l'aurait cru. Pensons notamment à leur déconfiture dans l'affaire Terri Schiavo. En dépit d'une campagne ardente et soutenue pour empêcher le mari de cette femme réduite à un état végétal, selon les meilleures expertises, de débrancher le système qui la maintenait en vie artificiellement, les juges de la Floride ont défendu le droit de la personne sur sa vie. Les républicains du Congrès qui ont cédé à la pression de groupes religieux se sont heurtés non seulement au pouvoir judiciaire, mais à une forte majorité de la population. On trouve aussi une majorité d'Américains pour prôner le libre choix en matière d'avortement et ne pas souhaiter que soit renversé le jugement Roe v. Wade de 1973 qui déclare inconstitutionnelle la prohibition légale de l'avortement<sup>5</sup>. Une majorité aussi se déclare favorable à la recherche sur les cellules souches d'embryons humains<sup>6</sup>, à l'encontre de la position de plusieurs groupes religieux. Enfin, ils sont de plus en plus nombreux aux États-Unis, ceux qui dénoncent l'hypocrisie et le pharisaïsme de plusieurs conservateurs et leaders religieux fondamentalistes. Entre autres, l'ex-leader républicain à la Chambre des représentants, Tom DeLay, a dû démissionner à la suite d'accusations de corruption électorale, et son collègue Mark Foley a dû lui aussi s'effacer à la suite de révélations relatives à des sollicitations sexuelles auprès de jeunes pages du Congrès. Un grand leader religieux, président de la puissante alliance des évangélistes, Ted Haggard, a été forcé de quitter ses fonctions après avoir admis une conduite immorale en matière sexuelle.

Certes, la pratique religieuse est beaucoup plus étendue aux États-Unis qu'au Canada. Au surplus, les chefs religieux qui prennent position publiquement le font le plus souvent dans le sens de politiques dites

<sup>4.</sup> On désigne habituellement sous cette appellation ceux qui ont souscrit à une école de pensée affirmant que les États-Unis devaient s'engager dans des guerres préventives en vue de détruire les racines du terrorisme et de répandre la démocratie dans le monde, notamment au Moyen-Orient. Ces opérations étaient perçues comme la manifestation d'une hégémonie dite bienveillante et pouvaient être conduites d'une manière unilatérale.

<sup>5.</sup> D'après un sondage réalisé pour la revue Newsweek par Princeton Survey Research Associates International (26-27 octobre 2006), 53 % des répondants se classent dans la catégorie «Pro-Choice» favorisant la liberté de choix en matière d'avortement, tandis que 39 % opinent pour le « right to life » ou la préservation de la vie par l'interdiction de l'avortement. Voir <www.pollingreport.com>, consulté le 4 décembre

<sup>6.</sup> D'après la même source, 50 % favorisent les subventions gouvernementales à la recherche sur les cellules souches d'embryons humains et 39 % s'y opposent.

de droite. Ce phénomène doit cependant être examiné de plus près. Il est loin d'être sûr que les convictions religieuses entraînent toujours des attitudes conservatrices. De plus en plus, des organisations religieuses prennent leurs distances par rapport à la Maison-Blanche, par exemple en ce qui a trait à l'aide à l'étranger et en matière d'environnement. Notons encore que les catholiques ont été fortement influencés par les prises de position du pape Jean-Paul II en ce qui a trait à la guerre en Irak. On remarque aussi un mouvement, à l'intérieur de l'Église catholique américaine, contre la pratique de la peine de mort.

Deux chroniqueurs du journal *The New York Times*, l'un de droite, l'autre de gauche, signalaient, dès la fin de l'année 2005, la première du second mandat de George W. Bush, un déclin du conservatisme américain. David Brooks décrivait un mouvement conservateur en perte de vitesse («running out of steam»)7. Il constatait déjà, ce qui a été nettement confirmé par les élections législatives de 2006, que la population américaine préfère nettement les démocrates pour les programmes sociaux, pour l'éducation, pour l'économie en général et même pour la fiscalité. Seule la lutte au terrorisme suscitait alors une préférence pour le Parti républicain. Brooks notait encore que les liens s'étiolent entre la droite religieuse et les milieux économiques qui financent le mouvement. Frank Rich, pour sa part, citait les échecs de la droite radicale: non seulement dans l'affaire Terri Schiavo mentionnée précédemment, mais aussi dans le succès du film Million Dollar Baby (où le suicide assisté apparaît sous une lumière favorable) et dans le jugement du juge Jones de la Pennsylvanie qui condamne vertement les fondamentalistes qui cherchent à introduire une vision religieuse, celle dite du « dessein intelligent », dans les cours de science traitant de l'évolution<sup>8</sup>. Il en concluait: «Il est possible que 2005 soit considérée comme l'année où la référence à Dieu, sur le plan du commerce aussi bien que de la politique, ait été outrancière à ce point qu'elle en soit venue à s'émousser auprès des Américains gavés de discours moralisateurs selon le code de la rectitude politique chrétienne<sup>9</sup>.»

## 1.2. Des différences géographiques marquées

Le progrès du conservatisme aux États-Unis est lié, pour une bonne part, au déplacement du centre de gravité de la population vers le sud et l'ouest du pays, vers des régions qui ont été marquées, depuis les origines, par une culture plus conservatrice. Il n'en demeure pas moins

<sup>7.</sup> David Brooks (2005). «Running out of Steam», The New York Times, 8 décembre.

<sup>8.</sup> Frank Rich (2005). «I Saw Jackie Mason Kissing Santa Claus». The New York Times, 25 décembre.

<sup>9.</sup> Traduction libre: « ... it's [...] possible that 2005 may turn out to be the year the God card was so wildly overplayed in politics and commerce alike that it began to lose its clout with Americans who are overdosing on the strict speech and belief code of Christian political correctness».

que le nord du pays, notamment la grande majorité des États qui partagent une frontière avec le Canada, résiste bien davantage aux courants conservateurs. En conséquence, ces Américains que les Canadiens connaissent et côtoient sont beaucoup plus susceptibles que les autres d'épouser des valeurs libérales. Ainsi, les États de la Nouvelle-Angleterre et l'État de New York ont rejeté la peine de mort. Le mariage homosexuel y emporte la faveur d'un grand nombre. Tous les Etats frontaliers, à l'exception du Montana, de l'Idaho et du North Dakota, ont accordé leurs voix au candidat démocrate à l'élection présidentielle de 2004. De même, aux élections législatives de novembre 2006, alors qu'aucun démocrate n'a perdu son siège et que plusieurs candidats républicains ont été défaits, ces États frontaliers ont élu, pour la plupart, des candidats plutôt progressistes.

Il est vrai que le succès des démocrates à ces élections de mimandat en 2006 est attribuable, pour une bonne part, à une stratégie qui consistait à recourir à des candidats généralement plutôt conservateurs, du moins dans certaines régions du centre et du sud. Il n'en reste pas moins que la plupart d'entre eux étaient animés par un populisme plus progressiste que celui de leurs opposants républicains, notamment en ce qui a trait aux politiques sociales.

Enfin, il faut toujours se souvenir du fait qu'une forte proportion de la population américaine ne participe habituellement pas aux élections. Souvent plus de 50 % s'abstient, à peine un peu moins aux élections de 2006. Il semble bien qu'environ 40 % des Américains ne sont ni démocrates ni républicains, ni libéraux ni conservateurs. D'après les sondages réalisés par Michael Adams<sup>10</sup>, les valeurs épousées par ce segment important de la population sont en nette transformation: des valeurs d'hédonisme, de matérialisme, d'individualisme, de compétition et d'acceptation de la violence affecteraient davantage une majorité d'Américains que celles du conservatisme. Ce dernier courant se caractériserait surtout par une forte résistance au progrès de valeurs amorales.

## 2. UNE DIFFÉRENCE CANADIENNE MOINS NETTE **QUE REVENDIQUÉE**

Quant aux Canadiens, sont-ils tellement différents de leurs voisins immédiats? Quand on examine le comportement des Canadiens, il y a de quoi mettre en doute les sondages qui nous révèlent de profonds écarts de valeurs. Traditionnellement, les Canadiens sont fiers de se démarquer par rapport aux États-Unis. C'est même là un élément essentiel de l'identité canadienne, le pays ayant été fondé là-dessus. Les

<sup>10.</sup> Michael Adams (2005). American Backlash: The Untold Story of Social Change in the United States, Toronto, Viking Canada.

Loyalistes qui ont jadis peuplé ce qui est devenu aujourd'hui le Canada anglais étaient des personnes ancrées dans l'expérience américaine, pour la plupart nées en Amérique. Les raisons qui les ont amenés à répudier la révolution américaine de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle tenaient surtout à la conjoncture. S'ils se sont tournés radicalement contre leurs anciens compatriotes, c'est surtout en réaction contre les traitements qu'on leur a fait subir après la Révolution et la nécessité de se donner une nouvelle identité. Quant aux immigrants, ne sont-ils pas venus au Canada souvent par accident ou même à la suite d'un second choix? Un grand nombre d'entre eux entretiennent des liens suivis avec leurs congénères au sud de la frontière et contribuent ainsi fortement à l'osmose entre les deux pays. Ajoutez à cela les cohortes de Canadiens nés aux États-Unis et d'Américains nés au Canada, qu'on arrive très mal à identifier!

## 2.1. Une identité canadienne traditionnellement opposée à l'américaine

Les Canadiens sont tout de même très fiers de s'affirmer comme différents des Américains. Si on les interroge à cet égard, ils s'empressent invariablement de se démarquer radicalement. Cela ne peut que colorer les résultats des sondages. Quand on constate cependant que les Canadiens regardent la télévision américaine, des films américains, lisent des livres publiés aux États-Unis, passent leurs vacances aux États-Unis, y sont souvent amenés par l'ascension dans la carrière, il y a lieu de se demander si tout cela n'atténue pas considérablement dans les faits les grandes affirmations de patriotisme canadien.

Le Canada et les États-Unis sont les deux pays les plus intégrés l'un à l'autre dans le monde. Leurs échanges commerciaux se chiffrent à plus d'un milliard de dollars américains par jour. Environ 85 % des exportations canadiennes vont vers les États-Unis, tandis que ces derniers exportent près de 20 % de leur production au Canada. Les échanges culturels sont aussi considérables. Les États-Unis demeurent le lieu de prédilection des artistes canadiens, même ceux du Québec. Songeons à Céline Dion, au Cirque du Soleil et à ces jeunes concepteurs québécois qui ont transformé le paysage culturel de Las Vegas. Et que dire de l'intégration de nos forces militaires institutionnalisée dans le NORAD qui est appelé à jouer un rôle important de surveillance et d'avertissement dans le programme de défense antimissile, en dépit du refus canadien de participer activement à ce programme?

Prenons seulement l'exemple de l'aménagement urbain. Les Canadiens ont suivi massivement l'exemple américain en s'établissant en nombre croissant dans des zones extra urbaines, élargissant constamment les couronnes de banlieues. Ils vivent de plus en plus loin de leur milieu de travail et se déplacent dans des voitures de plus en plus volumineuses et énergivores. Notons en passant que le conservatisme

américain est fortement lié à l'habitation dans des zones à faible densité de population. Paradoxalement, plus les Américains sont éloignés des grands centres urbains qui ont été l'objet d'attaques terroristes et sont toujours susceptibles de l'être, plus ils craignent ces manifestations et plus ils appuient un gouvernement conservateur et disposé à tout soumettre à la lutte antiterroriste. Il serait étonnant que les Canadiens n'épousent pas cette tendance.

Les Canadiens sont très fiers de ce que leur gouvernement se soit engagé dans de grandes causes multilatérales. Si l'on s'arrête cependant au protocole de Kyoto, que le Canada a signé et ratifié contrairement aux États-Unis, la différence n'est pas très impressionnante. Depuis l'adoption de ce protocole en 1993, non seulement rien de concret n'a été mis en œuvre par le gouvernement libéral signataire, mais les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté considérablement, plus encore qu'aux États-Unis<sup>11</sup>. Plusieurs États américains ont déjà adopté des programmes à cet effet qui sont susceptibles de faire rougir de honte les Canadiens. Il est clair que le Canada n'atteindra pas l'objectif fixé par le protocole pour 2012. Le gouvernement conservateur de Stephen Harper déclare ouvertement ce que les libéraux maquillaient de beaux discours. Il est vrai que les libéraux, dirigés par Stéphane Dion, s'engagent résolument, s'ils sont portés au pouvoir, à tout mettre en œuvre pour atteindre l'objectif de 2012, mais il faut noter que rien de bien concret n'a été mis en marche, même au moment où M. Dion était ministre de l'Environnement, entre avril 2004 et janvier 2006.

## 2.2. Une vague conservatrice nord-américaine qui rapprocherait le Canada et les États-Unis?

Les Canadiens ont porté les conservateurs au pouvoir en janvier 2006. Cela n'a pu que rapprocher le Canada de son voisin. Sans doute s'agit-il d'un gouvernement minoritaire et fragile, mais qui est tout aussi représentatif des Canadiens qu'un George W. Bush en perte de popularité représente les Américains.

Il faut cependant distinguer le cas du Québec, qui contribue fortement à particulariser le Canada. La présence d'une forte minorité francophone au Canada est probablement ce qui différencie ce pays le plus nettement de son voisin. C'est là un énoncé que les Canadiens de langue anglaise hésitent souvent à mettre en évidence. Mais en ce qui a trait à la distance qu'a prise le Canada au cours des premières années

<sup>11. «</sup>Indeed, as the UN monitoring report found, Canada has been one of the very worst offenders against the Kyoto agreement. Having pledged a 6-per-cent reduction, Canada has since increased greenhouse-gas emissions by 24 per cent, resulting in a 30-percent gap between commitment and reality [...] From 1990 to 2003, the U.S. increased its emissions by "only" 13.3 per cent, compared to 24.2 per cent for Canada. » Jeffrey Simpson (2005). «The Dirty Lowdown about Canada's Commitment to Kyoto», The Globe and Mail, 2 décembre, p. A19.

du XXIe siècle, il est indiscutable que le Québec y est pour beaucoup. N'eût été de la province francophone, on peut se demander si le gouvernement canadien aurait refusé de participer à la guerre en Irak. C'est aussi au Québec que les valeurs de tolérance dites « cool » sont le plus accentuées. Le Canada anglais seul ne se démarquerait pas aussi nettement. Le commentateur sportif Don Cherry, ouvertement très proaméricain en même temps qu'anti-européen et peu sympathique au Québec, a été inclus dans la liste des «grands Canadiens» établie par les lecteurs du prestigieux Globe and Mail. En raison de son immense popularité au Canada anglais, en novembre 2006, il était accueilli et applaudi par la Chambre des communes, en dépit des protestations des députés québécois.

Même au Québec, malgré tout, la différence culturelle est peut-être beaucoup moins forte qu'on aime le croire dans les milieux intellectuels. Les Québécois dans leur ensemble sont plus près des États-Unis que de l'Europe, en dépit du fait qu'ils partagent leur langue avec les Français. L'éducation québécoise est de moins en moins enracinée dans la tradition française. Les Québécois sont toujours beaucoup plus nombreux à voyager aux États-Unis qu'à se diriger ailleurs dans le monde.

En dépit de la création récente d'un grand parti de gauche au Québec, il y a fort à parier que la droite y est en progression plus significative que la gauche. Les élections fédérales de janvier 2006 et des sondages réalisés quelques mois plus tard ont révélé une forte montée du Parti conservateur, surtout dans la région de Québec mais aussi dans l'ensemble du territoire. Certes ce phénomène est lié presque exclusivement aux visées décentralisatrices de ce parti et s'est grandement résorbé par la suite dans la foulée des politiques conservatrices du gouvernement Harper. Mais cela peut aussi indiquer que les Québécois, comme ils l'ont fait souvent dans le passé, sont disposés à troquer une plus grande autonomie contre une plus grande ouverture aux États-Unis.

Quoi qu'il en soit, le chroniqueur du *Devoir* Michel David rappelle fort opportunément que «l'image d'un Québec social-démocrate de l'Outaouais à la pointe de Gaspé ne correspond à aucune réalité<sup>12</sup>». Rappelons-nous qu'ils étaient 50 000 jeunes à manifester dans la ville de Québec à l'été 2004 pour la «liberté d'expression», entendue à l'américaine, d'un commentateur radiophonique à la fois enclin à la vulgarité, au libelle et très favorable aux politiques conservatrices américaines. Un comté de la banlieue de Québec a élu, à titre de député indépendant, un autre commentateur conservateur et populiste aux élections de janvier 2006.

<sup>12.</sup> Michel David (2006). Le Devoir, 6 janvier.

Les Canadiens sont profondément enracinés dans le continent américain et, loin de prendre leurs distances par rapport aux États-Unis, ils s'en rapprochent. Ce sont bien plutôt les racines européennes des Canadiens qui s'étiolent. L'Europe s'est constituée économiquement et politiquement et cela a contribué pour beaucoup à rendre les liens traditionnels entre le Canada et certains pays d'Europe moins significatifs. Ces pays demeurent bien disposés à l'endroit du Canada, mais c'est l'Union européenne qui détermine leurs politiques bien plus que les bons sentiments envers le Canada. Les Canadiens aiment bien s'inspirer à l'occasion des valeurs européennes. Il n'existe cependant aucun cadre important où cette communauté de valeurs pourrait s'inscrire. La consolidation de l'Union européenne, toute précaire qu'elle soit, a fortement contribué à rappeler aux Canadiens qu'ils appartiennent plus que jamais à la région nord-américaine<sup>13</sup>.



Faut-il conclure que le Canada n'est que la pâle image des États-Unis? Pas du tout. Les remarques qui précèdent n'ont pour objet que de relativiser la différence entre les deux pays sans prétendre nier cette différence. Il est évident que les Canadiens, même si leur identité n'a cessé de se définir en rapport avec le voisin du sud, ont acquis avec le temps des traits qui leur sont propres. Il est encore évident que les valeurs sociopolitiques des Canadiens dans leur ensemble sont plus libérales, c'est-à-dire plus progressistes, que celles des Américains. Mais il n'en demeure pas moins que le dynamisme d'une culture nord-américaine prévaut au Canada et que ce pays est lié aux États-Unis beaucoup plus profondément qu'à l'Europe.

## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

ADAMS, Michael (2003). Fire and Ice: The United States, Canada and the Myth of Converging Values, Toronto, Penguin Canada.

ADAMS, Michael (2005). American Backlash: The Untold Story of Social Change in the United States, Toronto, Viking Canada.

RESNICK, Philip (2003). The European Roots of Canadian Identity, Peterborough, ON, Broadview Press.

The Economist (2003). «Canada's New Spirit», 25 septembre.

<sup>13. « ...</sup> tout compte fait, les États-Unis sont notre région. Voilà la réalité. » Allan Gotlieb (1991). Les États-Unis et la politique étrangère du Canada, Conférence commémorative O.D. Skelton, Ottawa, Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, p. 8.



CHAPITRE 9

# Des États-Unis conservateurs peuvent-ils dialoguer avec une Europe « progressiste » ? L'avenir des relations transatlantiques

Barthélémy Courmont

Les divergences qui opposèrent Washington et plusieurs États européens à l'occasion de la crise irakienne, notamment au regard du droit international et de la légitimité d'une opération militaire<sup>1</sup>, ont souvent été analysées comme une véritable rupture entre les Alliés. Le régime de Saddam Hussein renversé, ces divergences ont continué de se cristalliser, Washington annonçant de lourdes sanctions contre la France, les chefs d'État de Belgique, France, Luxembourg et Allemagne choisissant pour leur part de se rencontrer à Bruxelles le 28 avril 2003 pour étudier des orientations possibles en matière de politique de défense et de sécurité commune.

Les désaccords dépassèrent rapidement la crise, pour prendre une forme idéologique. Sous l'influence des néoconservateurs, « une certaine idée des États-Unis », s'imposa dans les cercles du pouvoir, avec comme fondements une redéfinition des systèmes d'alliance, auxquels étaient préférées les coalitions de circonstance, un nouveau traitement des adversaires de Washington (autour du principe des frappes préventives) et un messianisme qui venait se substituer aux tentations hégémoniques (mais bienveillantes) du géant américain depuis la fin de la Guerre froide. De «nation indispensable» des années Clinton, la première puissance mondiale devenait la «nation incontournable», pouvant imposer ses vues à ses partenaires autant qu'à ses ennemis.

Les conservateurs, représentés au plus haut niveau de l'administration Bush par Dick Cheney et Donald Rumsfeld, y virent l'occasion de recomposer les relations transatlantiques, autour d'un réalisme musclé, reposant sur de nouveaux partenaires, « la nouvelle Europe », selon les propos de Donald Rumsfeld, et isolant par la même occasion les alliés traditionnels («la vieille Europe»). Conservateurs et néoconservateurs célébraient même leur alliance (de circonstance), Robert Kagan répondant à la vision manichéenne du chef du Pentagone en qualifiant les Européens de vénusiens, tandis que les Américains seraient de Mars<sup>2</sup>.

Depuis la réélection de George W. Bush, le ton a cependant changé entre les alliés transatlantiques, Washington se montrant plus à l'écoute de ses partenaires, et les Européens se montrant moins catégoriques. Mais derrière cette évolution louable subsistent les éléments qui expliquèrent la rupture de 2003, et pourraient à l'avenir provoquer une nouvelle crise transatlantique, avec en toile de fond les difficultés à définir la place de l'OTAN et, plus encore, de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) dans la sécurité transatlantique. Derrière l'optimisme de la reprise du dialogue entre les Alliés se cacheraient

<sup>1.</sup> Rappelons à ce titre que l'opinion publique internationale, et en particulier européenne, s'est majoritairement mobilisée contre l'utilisation de la force, notamment à l'occasion de nombreux rassemblements populaires le 15 février 2003.

<sup>2.</sup> Robert Kagan (2003). La puissance et la faiblesse, Paris, Plon.

ainsi de profondes divergences sur les questions stratégiques, opposant une Amérique conservatrice (et occasionnellement néoconservatrice) et une Europe plus progressiste et normative.

#### 1. L'ADMINISTRATION BUSH II ET L'EUROPE

Le second mandat de George W. Bush semble prendre une nouvelle tournure dans la relation avec les partenaires européens. D'ailleurs, le président américain a déclaré 2005 année du partenariat transatlantique après s'être rendu sur le vieux continent en visite officielle à Bruxelles en février 2005, quelques jours seulement après avoir prêté serment. Les visites de Condoleezza Rice en Europe, à Paris en février puis à Berlin et à l'OTAN en novembre 2005, ont confirmé le désir de Washington de se rapprocher de ses alliés.

Comment expliquer ce revirement, et quelle peut être sa portée? Comprenant l'importance d'un rapprochement, afin sans doute d'éviter de faciliter l'émergence à terme d'une Europe-puissance comme contrepouvoir de Washington, George W. Bush se montra plus coopératif dès 2004, et des rencontres comme celles du G8 à Sea Island ou du soixantième anniversaire du débarquement sur les côtes normandes officialisèrent une reprise de dialogue très perceptible sur des dossiers épineux tels que l'Iran, la Côte d'Ivoire ou le Darfour. Plus généralement, la politique plus «européenne» de Bush, dont le signe le plus net fut le sommet UE-États-Unis de Washington en juin 2005, au cours duquel le président américain plaida en faveur d'une meilleure intégration européenne, est le résultat pragmatique d'une impasse dans laquelle se sont engagés les États-Unis depuis le début de l'intervention en Irak. En effet, comme de nombreux élus, républicains autant que démocrates, l'ont martelé dans les premiers mois de la nouvelle administration, la priorité de politique étrangère américaine doit être de restaurer l'image de Washington dans le monde, fortement mise à mal consécutivement à l'aventure irakienne. Condoleezza Rice l'a parfaitement compris, et sa visite en Europe en novembre 2005 a confirmé le désir de Washington de se rapprocher de ses alliés traditionnels. Ce réalisme de Washington, s'il est louable et surtout préférable à l'influence idéologique qui avait empoisonné les relations avec les Européens au cours du premier mandat de Bush, ne doit ainsi pas être percu comme un mea culpa, mais plutôt comme une nécessité.

De même, face à un Dick Cheney très isolé depuis la mise en accusation de son conseiller Lewis Libby et un Donald Rumsfeld empêtré en Irak et incapable de proposer une sortie de crise pourtant très attendue par l'opinion publique américaine, l'occasion est offerte au département d'État de prendre sa revanche sur la véritable mise à l'écart dont il fut victime au cours de la première administration Bush. Les révélations du colonel Laurence Wilkerson, ancien adjoint de Colin Powell, concernant l'autorisation au recours à la torture faite par Dick Cheney, indiquèrent déjà un revirement de situation, dans lequel Condoleezza Rice semble pleinement assumer ses fonctions. Proche de la famille Bush, réaliste et pragmatique convaincue et formée en ce sens par Brent Scowcroft au début des années 1990, la secrétaire d'État est en tout cas la personne la mieux qualifiée pour rétablir un équilibre que l'après-11 septembre avait fait pencher du côté des néoconservateurs et de leurs alliés.

Il convient par ailleurs de s'interroger sur le type de partenariat que le président Bush entend développer, mais également sur les alliés qu'il estime être les mieux qualifiés pour opérer un rapprochement avec Washington. Lors de son séjour en Europe en marge des célébrations du soixantième anniversaire de la victoire alliée de mai 1945, le président américain a ainsi apporté un soutien aux États baltes dans la reconnaissance de l'oppression communiste dont ils furent les victimes, et se rendit en Géorgie pour se féliciter du changement de régime, heurtant ainsi la sensibilité de Moscou. À ces visites viennent s'ajouter le déplacement à Washington du président ukrainien Iouchtchenko et le soutien de George W. Bush à la candidature de l'Ukraine à l'OTAN et à l'OMC. Ces signes confirment l'idée selon laquelle la ligne de démarcation « vieille-nouvelle » Europe, si elle n'est plus officiellement d'actualité aux États-Unis, reste très présente dans la façon dont le chef de l'exécutif et son entourage envisagent la relation avec les partenaires européens.

Aussi, le réalisme transatlantique du président américain, s'il est louable, s'explique en grande partie par la nécessité de ne pas accentuer une fracture entre les États-Unis et certains partenaires de l'Union européenne qui ne profiterait pas à Washington. En effet, devant le constat que, malgré leurs divergences de circonstance, les États européens se retrouvent autour d'un projet commun, les États-Unis ne peuvent se permettre de servir de «référence» à la constitution d'un contre-modèle. C'est donc devant le risque hypothétique d'une PESD mieux acceptée par les Européens que les États-Unis chercheraient à conserver leur place en Europe. De même, malgré sa puissance, Washington a besoin d'alliés pour masquer un unilatéralisme brutal qui le rendrait trop impopulaire<sup>3</sup>. La PESD serait ainsi louée par Washington si elle s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec l'OTAN, ce qui pourrait se résumer par une contribution plus importante des Européens aux missions, et donc aux coûts, de l'Alliance atlantique. Enfin, de façon encore plus pragmatique, les attributs d'une superpuissance, et a fortiori

<sup>3.</sup> La crise irakienne a soulevé la question de la nécessité pour Washington de s'entourer d'alliés parfois encombrants. Jean-Yves Haine a parfaitement résumé ces débats et posé la question de l'avenir des relations transatlantiques dans Jean-Yves Haine (2004). Les États-Unis ont-ils besoin d'alliés?, Paris, Payot.

d'une hyperpuissance, dépendent en grande partie de ses aptitudes à s'insérer dans des systèmes d'alliance, sans quoi elle ne serait qu'une puissance comme les autres.

Ce changement de ton, s'il ne signifie pas nécessairement un virage à 180 degrés dans l'approche américaine de la relation avec ses alliés, qui s'inscrit dans une logique post-Guerre froide, augure cependant d'un retour du partenariat, et c'est à ce titre qu'il y a une réelle incohérence de Washington à vouloir maintenir le cap de sa politique étrangère, tout en cherchant d'autres formules pour la faire accepter.

### 2. LA RECONVERSION DES NÉOCONSERVATEURS

Le remplacement de Colin Powell, dont le départ était annoncé, par Condoleezza Rice au département d'État ne fut pas une grande surprise, le président Bush ayant depuis plusieurs années placé toute sa confiance en son ancienne conseillère à la sécurité nationale. De même, si certains y ont vu le renforcement du camp des faucons, force est de constater que Condoleezza Rice est une vraie réaliste, dont les orientations et la méthode la rapprochent plus d'Henry Kissinger que des néoconservateurs. Cela signifie que la nouvelle secrétaire d'État choisira la voie privilégiant au mieux l'intérêt national, alternant repli sur soi, engagement unilatéral et dialogue renforcé avec les partenaires de Washington en fonction des circonstances, et laissant de côté une approche trop idéologique.

Cette volonté d'aborder de façon plus pragmatique la politique étrangère se retrouve, malgré les apparences, dans des nominations qui paraissent à première vue privilégier une approche musclée. En nommant Alberto Gonzalez Attorney General, George W. Bush n'a pas simplement voulu récompenser l'homme qui justifia l'incarcération des terroristes présumés dans la base de Guantanamo, et est souvent considéré comme celui qui avait légitimé l'usage de la torture dans les camps de détention, mais surtout remplacer un idéologue teinté de messianisme religieux sur le départ (John Ashcroft) par un réaliste plus proche de lui. D'ailleurs, le département de la Justice a fortement condamné et proscrit l'usage de la torture, comme pour fermer la douloureuse parenthèse d'Abou Grahib. La même remarque s'applique à Stephen Hadley, qui a remplacé à la tête du National Security Council Condi Rice, dont il fut pendant quatre ans le fidèle assistant. La principale priorité du nouveau conseiller du président Bush est de renforcer la cohésion des services de renseignement et de permettre d'assurer la sécurité par la poursuite des réformes. Mais Stephen Hadley, sans être une « colombe », n'est certainement pas un néoconservateur, et il est parfaitement conscient, comme Condoleeza Rice, que les États-Unis ne pourront obtenir de résultats conséquents s'ils le font de manière isolée. Il prône en conséquence une approche plus pragmatique des relations internationales, qui consacre la convergence de vues entre le département d'État et le Conseil national de sécurité, après quatre années de rivalités.

L'une des leçons de ces nominations concerne la montée en puissance du président Bush au sein de son administration. Si le premier mandat fut marqué par un équilibre parfois difficile entre les différentes tendances en matière de politique étrangère, le chef de l'exécutif, conforté dans ses fonctions, s'impose désormais et peut se permettre de placer ses plus fidèles conseillers. Deux enseignements en découlent. D'une part, le second mandat de George W. Bush sera marqué par la domination du président, là où le premier mandat fut celui de son équipe. D'autre part, les incohérences des choix de l'Administration ne pourront plus cette fois trouver leur explication dans les rapports de force existant au sein de cette administration, et le président devra seul en assumer la responsabilité. Là encore, nous pouvons considérer que, plus que jamais, George W. Bush est attendu au tournant de ses décisions.

Si les choix de George W. Bush semblent répondre à la volonté de s'affirmer, deux nominations semblent en revanche plus déconcertantes, et démontrent là encore une certaine incohérence dans les choix de Washington. En nommant Paul Wolfowitz à la tête de la Banque mondiale, George W. Bush s'attira dans un premier temps les critiques de ceux qui voyaient dans ce geste la glorification des idées néoconservatrices, et, avant son élection, ce fut l'ancien secrétaire adjoint à la Défense qui dut convaincre les représentants de certains États membres, en particulier les Européens, du bien-fondé de sa candidature. Paul Wolfowitz est un néoconservateur autoproclamé, mais si le «volet» militaire de cette idéologie se veut brutal et unilatéraliste, son pendant financier pourrait accorder une grande importance à l'aide au développement, même si celle-ci se trouve confrontée à un principe donnant-donnant parfois dangereux. Le nouveau président de la Banque mondiale, qui fut ambassadeur des États-Unis en Indonésie dans les années 1980, a rapidement annoncé qu'il œuvrerait au renforcement de l'aide aux régions en difficulté, dévoilant ainsi l'un des aspects méconnus d'une idéologie fortement critiquable, mais qui ne favorise en rien un isolationnisme de Washington. Wolfowitz est attendu sur ses résultats, ses détracteurs lui reprochant de ne pas s'être montré très sensible aux relations Nord-Sud, mais les néoconservateurs, malgré les idées reçues, se détachent des conservateurs traditionnels sur leur soutien aux régions en difficulté, qu'ils estiment être l'une des composantes du messianisme américain.

Ce repositionnement des idées néoconservatrices sur des questions qui semblent sortir de leur idéologie traduit deux tendances. D'une part, devant les échecs indiscutables en matière de politique étrangère et de défense relevés avec l'intervention en Irak, le président américain ne peut pas ouvertement poursuivre dans cette voie, et les départs de Paul Wolfowitz du Pentagone et de John Bolton de son poste d'ambassadeur à l'ONU sont à ce titre révélateurs d'une volonté de rompre avec l'influence des néoconservateurs sur ces questions. D'autre part, n'étant pas écartés du pouvoir, les néoconservateurs sont dans une phase de redéploiement vers des fonctions leur permettant de poursuivre leur redéfinition de la politique extérieure américaine, et

d'asseoir le messianisme de Washington. D'une certaine manière, nous pourrions qualifier ce redéploiement des néoconservateurs de messianisme « soft ».

## 3. COMMENT DIALOGUER? LECONS POUR LES EUROPÉENS

Pour les alliés européens de Washington, deux leçons importantes sont à retenir des orientations prises par l'administration Bush II. D'une part, même si le choix du président américain de se tourner vers ses partenaires européens s'est fait par nécessité plus que par choix, il convient de saluer le retour d'une vision réaliste des relations internationales et la mise à l'écart d'une idéologie qui avait empoisonné les relations transatlantiques au cours des quatre années précédentes. À cet égard, les initiatives de Condoleezza Rice doivent être suivies par les partenaires européens, qui se doivent en retour de marquer leur attachement aux valeurs transatlantiques. La balle est désormais dans le camp des Européens qui devront de toute façon, qu'ils s'en réjouissent ou non, s'accommoder d'une administration républicaine au moins jusqu'en janvier 2009. Le réalisme doit être réciproque.

D'autre part, il serait illusoire de croire que les néoconservateurs ont totalement disparu du paysage politique et intellectuel américain. Leur reconversion, si elle marque un virage avec les fonctions qu'ils occupèrent pendant la première administration Bush, consacre également leur présence à des niveaux élevés de décision. La reconversion des idéologues de Washington ouvre de nouvelles perspectives pour le conservatisme aux États-Unis, et consacre dans le même temps l'idée selon laquelle les théories néoconservatrices, si elles sont hautement critiquables sur les questions de défense, n'en sont pas moins constructives sur d'autres aspects. Le réalisme, c'est aussi le rejet d'une vision manichéenne, et il serait dès lors erroné de rejeter totalement l'apport des néoconservateurs, ne serait-ce que pour mieux comprendre les raisons qui justifièrent leur montée en puissance.

Derrière ces enseignements, les Européens doivent également prendre la mesure des changements durables de la relation de Washington avec ses alliés. « Make no mistake », pourrait dire George W. Bush à ses partenaires. Il ne faudrait pas en effet que les alliés européens de Washington espèrent un retour à une situation qualifiée de post-Guerre froide, dans laquelle les États-Unis se montrèrent attentifs aux besoins des Européens, malgré les critiques des conservateurs du Congrès sur le thème du burdensharing et du déséquilibre capacitaire considérable au sein de structures de défense comme l'OTAN. Avec les attentats du 11 septembre 2001 et l'opération Liberté en Irak, nous sommes entrés dans un monde post-post-Guerre froide qui exclut définitivement un engagement automatique des États-Unis aux côtés des Européens, en

vertu du principe selon lequel Washington serait une puissance européenne. Le réalisme de Washington est marqué par la prise de conscience que quelque chose a durablement changé, et les Européens devront s'en accommoder. À l'avenir, les opérations extérieures des États-Unis seront, à des niveaux variables, et en fonction des circonstances, assurées par des coalitions plus que par des structures de type OTAN. Ne pas prendre la mesure de tels changements du côté européen serait une grave erreur, qu'une hypothétique crise sécuritaire touchant directement les intérêts européens, et dans une largement moindre mesure américains, ne ferait que confirmer.



Après une année 2005 placée sous le signe du partenariat transatlantique, les perspectives de dialogue entre Américains et Européens semblent plus optimistes. Reste simplement à savoir si derrière les bonnes intentions de Washington, le douloureux souvenir de la fracture «vieille» et «nouvelle» Europe ne pointe pas à l'horizon. Sur cette question, Condoleezza Rice se montre pragmatique, en tendant la main aux États d'Europe centrale et orientale (la Pologne, la Roumanie et l'Ukraine en tête, mais la Bulgarie est également concernée, avec la perspective d'un redéploiement stratégique américain dans la région), mais sans tourner le dos aux alliés traditionnels. Le réalisme des conservateurs n'exclut pas les nouveaux partenariats, et là encore il serait illusoire du côté européen de rêver à la pérennité de Washington comme puissance européenne, c'est-à-dire acceptant d'assumer l'essentiel du fardeau tout en partageant avec ses partenaires les choix politico-stratégiques. Les coalitions de circonstance, si elles devront s'adapter aux doléances des alliés de Washington, semblent ainsi promises au plus bel avenir.

## **BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE**

HAINE, Jean-Yves (2004). Les États-Unis ont-ils besoin d'alliés?, Paris, Payot. KAGAN, Robert (2003). La puissance et la faiblesse, Paris, Plon.



## CONCLUSION

## Le conservatisme américain, au-delà des droits individuels

Christian Rioux

The Conservative Mind is a work in progress<sup>1</sup>.

Jeffrey Hart

<sup>1.</sup> Jeffrey Hart (2005). Wall Street Journal, 27 décembre.

Les Canadiens ont élu le 23 janvier 2006 un gouvernement conservateur, une première depuis celui de Brian Mulroney dans les années 1980. Le gouvernement de Stephen Harper se distingue cependant radicalement des précédents gouvernements dits progressistes-conservateurs en ce qu'il est beaucoup plus inspiré des grands courants de la droite américaine et de l'Ouest canadien. Le conservatisme américain que nous appréhendions comme un phénomène extérieur, étranger, monolithique et propre aux États-Unis apparaît donc aujourd'hui comme un mouvement beaucoup plus complexe que ce que nous imaginions et dont les ramifications sont peut-être plus profondes, multiples et internationales qu'on ne le croyait de prime abord.

## 1. LA DROITE OU LES DROITES AMÉRICAINES?

Cette proximité et cette acuité nouvelles du conservatisme américain nous permettent aujourd'hui d'affirmer qu'il est terriblement trompeur de parler de la droite américaine comme d'un tout unifié et d'un bloc monolithique. C'est en effet ce que nous avons eu la tentation de faire depuis l'élection de George W. Bush, le 9 décembre 2000. Pourtant, plus nous nous éloignons de cette élection et aussi du 11 septembre 2001 moment où le phénomène de la droite américaine nous a pour ainsi dire sauté au visage – plus nous y voyons clair et plus nous commençons à comprendre. Ce qui ressemblait à un magma informe commence à apparaître plus distinctement. Nous comprenons aujourd'hui que le tableau d'une droite de plus en plus radicalisée et extrémiste était en fait beaucoup plus complexe que nous le croyions. Nous comprenons aujourd'hui que les médias ont agi comme un miroir déformant projetant souvent l'image d'une Amérique livrée à une guerre civile entre une droite religieuse agressive et des écolos démocrates et pacifistes.

La première conclusion qui s'impose à ceux qui veulent sortir de ces clichés, c'est qu'il n'existe pas une droite américaine, mais bien des droites américaines. Ces droites ont évidemment des points de jonction. Ceux-ci ne sont pas toujours évidents et ils sont parfois circonstanciels. Les lignes de séparation de ces droites avec la gauche démocrate ne sont pas non plus fixées une fois pour toutes et de nombreux démocrates, comme de nombreux républicains s'amusent à les franchir régulièrement.

Il aura fallu qu'un juge de Pennsylvanie réduise les fondamentalistes de la petite ville de Dover, dans le comté de York, au silence pour que l'on comprenne que la théorie de l'Intelligent Design que certains s'étaient mis dans la tête d'enseigner aux écoliers américains était loin de faire l'unanimité, même à droite. La désapprobation massive qui a suivi l'intervention du président américain dans le cas de Terri Schiavo, cette jeune Américaine dont les médecins avaient décidé d'interrompre le coma irréversible, a aussi montré que la droite dite religieuse était loin de faire consensus, même parmi les croyants.

En fait, la droite morale, dite religieuse, n'a pas beaucoup de points communs avec cette autre droite plutôt libertaire, surtout éprise de liberté et qui ne rêve que de payer moins d'impôts, et pour cela de réduire la taille de l'État. Portée par la croissance économique des États du sud et de la Californie, née dans les banlieues d'Austin et de Nevada City, cette droite libertaire est plutôt isolationniste. C'est pourquoi elle n'a pas du tout apprécié le bourbier irakien. Loin des théories néoconservatrices, son credo ne consiste pas le moins du monde à propager la démocratie au Moyen-Orient.

La droite libertaire a encore moins apprécié la création d'une assurance médicaments pour les personnes âgées et l'adoption en 2003 du Medicare Prescription Drug Improvement and Modernization Act (Public Law No. 108-173, 117 Stat. 2066). C'est l'un des secrets les mieux gardés au monde que, contrairement à Bill Clinton qui a toujours vu ses projets censurés par le Congrès, George W. Bush est paradoxalement le père d'un des rares nouveaux programmes sociaux créés aux États-Unis depuis un quart de siècle. Ce président est même à l'origine d'une importante augmentation des budgets de l'Éducation. Même si l'on a critiqué son sous-financement et son orientation, le Child Left Behind Act adopté en 2001 (Public Law 107-110) a injecté dans les écoles américaines pas moins de 13 milliards de dollars. Adrian Woodridge<sup>2</sup> expliquait que jamais Dwight D. Eisenhower n'aurait pu imaginer réduire les budgets de l'éducation. Eh bien, cette affirmation est aussi fondée pour George W. Bush, qui avait déjà pratiquement doublé le budget de l'éducation du Texas lorsqu'il en était gouverneur! Fin politicien, il s'était alors empressé de s'emparer du programme de sa rivale démocrate. On sait maintenant que George W. Bush est responsable de la plus grosse augmentation du budget américain depuis Lyndon B. Johnson et que cette augmentation est loin d'être due au seul budget militaire. On découvre finalement que George W. Bush nous a refait le coup de Ronald Reagan, qui fut lui aussi responsable d'une augmentation importante des budgets de l'État malgré ses promesses faites à la droite anti-étatiste.

À ces droites religieuse et libertaire, il faut ajouter ce que j'appellerai la droite modérée – ou progressiste-conservatrice pour utiliser une expression canadienne – qui a voté pour Arnold Schwarzenegger en Californie. Celle-ci ne s'intéresse pas le moins du monde à l'interdiction de l'avortement. Pas plus que les libertaires d'ailleurs. Pour elle, l'État n'a rien à faire dans la chambre à coucher des citoyens américains, pour reprendre la célèbre formule de Pierre Trudeau. À l'exception de la nomination du juge Samuel Alito à la Cour suprême, le dossier de l'interdiction de l'avortement n'a d'ailleurs pas beaucoup progressé ces dernières années. Les « pro-choix » ont eu beau tirer la sonnette d'alarme, l'interdiction des avortements tardifs avec l'adoption du *Partial-Birth* 

<sup>2.</sup> Adrian Wooldridge et John Micklethwait (2005). *The Right Nation. Conservative Power in America*, New York, Penguin Books.

Abortion Ban Act (Public Law No. 108-105, HR 760, S 3) en 2003 n'a fait que remettre les États-Unis au diapason de l'Europe en cette matière. Les avortements après le cinquième mois de grossesse n'ont jamais été autorisés en France, en Italie, en Allemagne et dans les pays scandinaves. On ne voit pas le jour où même un gouvernement social-démocrate les autoriserait. Après six ans de gouvernement Bush, le compromis Roe contre Wade semble encore tenir, puisque seulement un Américain sur cinq souhaite revenir à l'interdiction de l'avortement en vigueur avant 1973. C'est moins de la moitié de ceux qui votent républicain – et l'équivalent de ceux qui votent pour le Front national en France. Les autres républicains, même religieux et pratiquants, sont généralement prêts à se contenter de quelques limitations à l'avortement, comme l'interdiction des avortements tardifs. Cette même droite se contenterait aussi de l'union civile pour les homosexuels. Son opposition au mariage des homosexuels n'est pas une opinion aussi extrémiste qu'on le dit, puisqu'elle est toujours partagée par une partie de la gauche européenne. Notons à cet égard que c'était la position personnelle de l'ancien premier ministre socialiste Lionel Jospin.

Loin de mener un bloc monolithique à la victoire, George W. Bush a donc plutôt réussi à fusionner en 2000 et 2004 des droites très différentes, souvent hétéroclites et parfois antagonistes. Or ces droites se sont remises en mouvement à l'approche de la fin du second mandat républicain. Avec les élections de 2008 en vue, ces alliances sont loin d'être conclues une fois pour toutes et le jeu politique est en train de reprendre ses droits.

## 2. LE MOMENT NÉOCONSERVATEUR

Plus les esprits se calment et plus l'effet du 11 septembre 2001 se dissipe, plus le néoconservatisme des Wolfovitz, Perle, Kristol et Podhoretz apparaît pour ce qu'il était: un moment assez passager dans la politique étrangère américaine des dernières années. Le président Bush du second mandat, qui a laissé les Européens négocier pendant des mois avec l'Iran, semble très différent de celui de l'après-11 septembre et du déclenchement de la guerre en Irak. Il en va de même du président qui a fondé sa stratégie contre la Corée du Nord sur des négociations multipartites avec les puissances régionales.

Cela ne signifie pas que l'influence des néoconservateurs dans la politique étrangère américaine ait totalement disparu. L'attrait pour l'idéologie néoconservatrice ne fut peut-être au fond qu'une réaction extrême et maladroite à la découverte faite le 11 septembre 2001 que les États-Unis n'avaient pas de politique pour la fin de la Guerre froide. Les néoconservateurs ont dans ce contexte comblé un vide laissé béant quant à la place privilégiée, mais aussi à la fragilité des États-Unis dans le monde de l'après-Guerre froide. Plus l'émoi de la guerre en Irak s'efface, plus nous réalisons que ce moment néoconservateur, bien que

circonscrit dans le temps, a initié un changement stratégique qui ne se limite pas à la droite américaine, mais qui pourrait bien concerner les États-Unis dans leur ensemble. Le 30 septembre 1950, lorsque Harry Truman signa le rapport de Paul Nitze, le célèbre NSC 68, il adoptait une politique qui allait être largement reprise par ses successeurs, tant démocrates que républicains. Il est certes trop tôt pour comparer le virage des années Bush à celui du début de la Guerre froide, mais il apparaît tout à fait envisageable, si l'on veut bien oublier le bourbier irakien pendant quelques instants, qu'une fois débarrassés de leurs formulations idéologiques certains éléments stratégiques de la politique définie par George W. Bush et Condoleezza Rice soient repris par la prochaine administration. C'est déjà ce que laissait entrevoir l'attitude de John Kerry pendant la campagne de 2004. Même le plus pragmatique des pragmatiques, l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, reconnaît aujourd'hui qu'il n'y a pas d'autre stratégie de sortie au Moyen-Orient que la démocratie. «Les partisans d'un engagement démocratique profond [au Moyen-Orient], dit-il, ont remporté leur combat intellectuel. » Même s'il ajoute qu'il importe de «tenir compte des circonstances culturelles et historiques<sup>3</sup>», ce qui n'a jamais été le fort des néoconservateurs. Quoi qu'il en soit, il semble assez certain qu'après Bush la politique étrangère américaine ne reviendra jamais à celle des années Clinton.

Le cas des néoconservateurs est également intéressant à un autre titre. Il illustre que, tout particulièrement en politique étrangère, la frontière entre la gauche et la droite est souvent assez floue. Où les anciens gauchistes que sont Paul Wolfowitz et William Kristol sont-ils en effet allés chercher cette idée d'une certaine «moralisation» de la politique internationale si ce n'est à gauche, dans leur propre jeunesse et chez un internationaliste démocrate inspiré, le président Woodrow Wilson? Pourquoi faudrait-il en effet que la défense de la démocratie dans le monde et le combat contre le terrorisme islamiste soient de droite ou de gauche? Éliminer les programmes sociaux est sans contredit une idée de droite. Mais combattre la Corée du Nord, s'opposer au nucléaire iranien, envahir l'Irak relèvent d'un programme qui n'est ni de droite ni de gauche. C'est d'ailleurs pourquoi la politique étrangère américaine a longtemps été au-dessus des partis. Dès lors, l'idée souvent répandue que la politique américaine, en particulier la politique étrangère, s'est irrémédiablement déplacée vers la droite depuis Ronald Reagan doit être largement nuancée, ou à tout le moins être replacée dans une perspective historique plus large. Que les jeunes militants pacifistes du Vermont et de la Californie écoutent un instant les discours de Harry Truman sur la Corée et de John Kennedy sur Cuba. Ils en

<sup>3. «</sup>The advocates of "interest" must recognize that support for democracy is a fundamental goal that must be built into American policy. The proponents of a value-based foreign policy need to understand that their challenge is no longer to establish their principle but to implement it and that down their road beckons not only democracy but possibly chaos. » Henry A. Kissinger (2004). Tribune Media Services International, 11 avril.

concluront vite que l'épicentre de la politique étrangère américaine s'est au contraire déplacé vers la gauche! Il aurait été impensable pour un militant démocrate des années 1940 et 1950 de soutenir, par exemple, les sandinistes du Nicaragua. Truman et Kennedy seraient certainement horrifiés de découvrir le Parti démocrate contemporain dans lequel une grande partie des militants est ouvertement pacifiste depuis le traumatisme du Vietnam.

### 3. LA QUESTION RELIGIEUSE

Il y a d'autres domaines où la frontière entre la gauche et la droite est beaucoup moins étanche qu'on ne le croit et la polarisation de la société américaine moins forte qu'on ne le dit. Après le caractère monolithique de la droite américaine, son identification à la religion et l'influence irrésistible de celle-ci sur la vie politique et sociale des États-Unis sont certainement l'autre mythe que cet ouvrage aura permis de dégonfler.

Il est en effet devenu banal d'identifier la droite aux Américains qui vont à l'église et la gauche à ceux qui n'y vont pas. Une célèbre statistique nous a d'ailleurs appris lors de l'élection présidentielle de 2004 que les deux tiers des Américains qui vont à l'église plus d'une fois par semaine ont voté pour Bush. Mais cela n'a de sens que si l'on ajoute que les électeurs très religieux, comme ceux qui ne le sont pas du tout, ne représentent qu'une minorité. C'est ce que soulignait récemment James Q. Wilson de UCLA dans sa Tanner Lectures on Human Value à l'Université Harvard. « La religion fait une différence, mais les électeurs très religieux comme ceux qui ne le sont pas du tout ne forment qu'une minorité<sup>4</sup>. » Reste en effet l'immense majorité des Américains dont la ferveur religieuse se dessine plutôt en tons de gris.

L'identification de la droite américaine aux grenouilles de bénitier néglige souvent le fait que la pratique religieuse est en baisse constante aux États-Unis. Certes, les Américains vont beaucoup plus à la messe que les Français, les Allemands et les Québécois. Mais, comme ces derniers, ils y vont un peu moins chaque année, comme l'a démontré Robert D. Putnam dans Bowling Alone<sup>5</sup>. Il serait donc faux de prétendre que l'évolution des États-Unis va radicalement à contre-courant de celle de l'Europe ou du Canada et qu'on assisterait pour ainsi dire à une sorte de « réenchantement » de l'Amérique, pour utiliser les très beaux mots du philosophe français Marcel Ĝaucĥet<sup>6</sup>. Le tollé soulevé par

<sup>4. «</sup> Religion makes a difference, but very religious and very irreligious voters are only a minority of the electorate. » James Q. Wilson (2005). «Religion and Polarization », Tanner Lectures, Harvard University, 4 novembre.

<sup>5.</sup> Robert D. Putnam (2000). Bowling Alone, The Collapse and Revival of American Community, New York, Simon & Schuster, p. 65-67.

<sup>6.</sup> Marcel Gauchet (1985). Le désenchantement du monde, une histoire politique de la religion, Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque des sciences humaines ».

l'intervention du gouvernement américain dans le cas Terri Schiavo a bien montré que lorsque la droite religieuse allait trop loin, elle braquait la majorité du pays contre elle. À cette occasion, 82 % des Américains ont désapprouvé l'action du président. Les trois quarts disent d'ailleurs qu'ils ne veulent pas que le gouvernement se mêle de ces questions et que ce genre de décisions doit revenir aux médecins.

Le mythe de la «guerre des cultures» et de la polarisation de la société américaine apparaît donc largement comme une construction de l'esprit. C'est une construction fondée sur une certaine amplification médiatique comme sur certains sondages peu significatifs. Il est facile de conclure à la «guerre des cultures» lorsqu'on fait des valeurs un fourre-tout, comme dans un célèbre sondage réalisé après l'élection de 2004<sup>7</sup>. Mais cette «guerre» est aussi une invention des extrêmes. Créée en 1992 par Pat Buchanan, la théorie de la «guerre des cultures» a été soigneusement entretenue par des personnages d'ultragauche comme Noam Chomsky et Michael Moore, pour qui le combat contre Bush est devenu une croisade.

Par ailleurs, la religion est loin d'être le monopole des républicains. Historiquement les démocrates aussi ont largement fait appel à la religion dans leurs discours et leurs actions. En 1996, Bill Clinton a été le premier à faire adopter une loi permettant aux organisations religieuses de recevoir les subventions fédérales destinées aux organisations communautaires (Faith-based Initiatives). Les Clinton, Bill et ensuite Hillary, n'ont cessé de souligner le rôle des églises dans la solution des problèmes sociaux les plus graves. Hillary Clinton a prononcé un important discours à ce sujet devant des organisations religieuses le 20 janvier 2005 au Boston's Fairmount Copley Plaza. Dès lors, un des défis du Parti démocrate lors de la prochaine présidentielle sera d'attirer dans ses rangs des personnalités religieuses aussi inspirées que le furent Bill Clinton, Jimmy Carter, ou que l'est aujourd'hui le jeune sénateur Barak Obama qui a travaillé dans des organisations religieuses de la région de Chicago. Obama cite d'ailleurs souvent sa mère pour qui, dit-il, les valeurs de la spiritualité étaient intrinsèquement liées à celles plus larges de la société américaine. Dans ce contexte, plusieurs militants démocrates, comme le rabbin Michael Lerner du magazine *Tikkun*, en veulent à cette « aristocratie libérale », qu'a combattue Bill Clinton, et qui aurait développé une certaine «hostilité à la religion» et «marginalisé ceux qui, à gauche, ont des aspirations spirituelles »8. De nombreux jugements définitifs sur la montée de la droite aux États-Unis s'appuient en effet sur l'idée préconçue selon laquelle la religion est partout et

<sup>7.</sup> Dans le sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote de l'élection présidentielle en 2004, 80 % des électeurs de George W. Bush auraient déclaré que l'enjeu le plus important de cette élection était «les valeurs morales» (moral values).

<sup>8.</sup> Voir Michael Lerner (2004). «Needed: A New Spiritual Left, America», *The National Catholic Weekly*, 29 novembre; et Michael Lerner (2006). *The Left Hand of God: Taking Back Our Country from the Religious Right*, San Francisco, Harper.

toujours de droite. Il en va de même avec le nationalisme, ou le patriotisme comme disent les Américains, qui ne saurait selon certains être de gauche.

### 4. LA GAUCHE AMÉRICAINE

En conclusion d'un tel ouvrage sur le conservatisme aux États-Unis, il est impossible de parler de la droite américaine sans parler aussi de la gauche. De nombreux démocrates se demandent en effet aujourd'hui si, en délaissant le nationalisme de John Kennedy et la religion de Jimmy Carter et de Bill Clinton, la gauche américaine ne s'est pas cantonnée depuis un certain temps à la seule défense de groupes d'intérêts: syndiqués, Noirs, jeunes, femmes, gais, pacifistes... Un peu comme si une fraction du Parti démocrate essayait de rejouer à chaque décennie l'épisode glorieux du combat pour les droits civiques des Noirs des années 1960: après les Noirs, il y a eu les femmes, puis les homosexuels...

C'est la thèse de Michael Tomasky pour qui la gauche américaine des années 1960 a progressivement délaissé certaines valeurs communes comme le patriotisme, la défense du pays et la famille, valeurs que ne craignaient pas d'exprimer les pères de l'État providence que furent Franklin Roosevelt, Harry Truman et John Kennedy. Avec raison, dit-il, la «nouvelle gauche» des années 1960 a compris que ces valeurs communes servaient parfois à camoufler de graves discriminations. La lutte pour l'égalité individuelle des Noirs, des femmes et des immigrants a donc inévitablement pris le dessus sur la défense de valeurs communes à toute la société. Si la gauche a eu raison d'entreprendre ces combats, avec les années, elle en est aujourd'hui devenue prisonnière. Certains démocrates n'imaginent plus la société que comme une confédération de minorités ne partageant plus guère de valeurs communes autres que la défense de la « diversité » et des « droits » 9.

Dans le combat idéologique qui oppose la droite et la gauche, on oublie souvent que les idées de droite comme de gauche doivent répondre à des problèmes concrets. Si la droite progresse aux États-Unis, ce qu'elle a indéniablement fait, c'est qu'elle a proposé des solutions aux aspirations de la population. Et c'est aussi qu'elle a été en mesure d'unir les différents courants conservateurs, bien que ceux-ci soient parfois très différents les uns des autres. Comme la crise des années 1930 et la peur de sa répétition avaient créé le New Deal, le plein emploi et la révolution économique des années 1990 ont créé une société moins préoccupée de sa sécurité économique. Une société qui met l'accent sur le libre-échange tout en préservant tout de même un filet de sécurité plus ciblé qu'autrefois.

<sup>9.</sup> Michael Tomasky (2006). «Party in Search of a Notion», The American Prospect,

Plus fondamentalement, la montée des droites américaines manifeste un changement structurel profond des États-Unis dont la gauche n'a pas toujours su tenir compte: migration vers le sud, développement du plein emploi, apparition d'une nouvelle classe d'entrepreneurs, disparition lente de la Rust Belt, vieillissement de la population, arrivée de nouveaux immigrants du sud... La droite américaine, à sa façon évidemment, a été la première à s'inquiéter de la disparition dans les années 1970 et 1980 de ce que Robert Putnam a nommé la «Civic America¹o». Cette droite a été plus rapide que la gauche à manifester son aspiration à une certaine moralisation de la vie publique, à ce que se maintienne, malgré les droits de chacun, un lien social reposant sur le patriotisme, l'adhésion à certaines valeurs chrétiennes ou l'exigence d'une certaine responsabilité des individus face à la société, pour ne pas dire un certain sens du devoir.

Il faut se rendre à l'évidence que la droite a été plus habile que la gauche à canaliser le rejet de ce que le philosophe Michael Sandel appelle la «république procédurière¹¹». Une république qui, tel un ensemble vide, ne sait plus gérer que des droits individuels. Cette analyse renvoie à celle de l'ancien rédacteur en chef de *The New Republic*, Pat Beinart, pour qui le Parti démocrate doit renouer avec ce qu'il nomme le « hard liberalism » de Truman. Alors que le Parti républicain a su accaparer un certain nombre de thèmes autrefois réservés aux démocrates (égalité des Noirs, des femmes et des homosexuels...), ces derniers doivent maintenant renouer avec un libéralisme qui ne craint pas de communier avec les valeurs profondes de l'Amérique.



Parmi les changements structurels qui affectent la société américaine, l'apparition d'une société de plus en plus centrée sur les droits de l'individu et des groupes d'intérêts particuliers est un phénomène majeur. À certains égards, la société américaine a poussé plus loin que toutes les autres les rêves de liberté individuelle des populations modernes. Aucune autre société dans le monde n'a autant magnifié les droits de l'individu. Il n'est peut-être pas étonnant qu'elle cherche aujourd'hui à recréer un lien social entre ceux-ci, que ce soit par le patriotisme, la religion ou plus généralement «les valeurs». Comme le disait Patrick Jarreau, correspondant du quotidien *Le Monde* à Washington, il se pourrait «que le débat américain sur ces sujets importants soit non pas rétrograde, mais en avance sur l'esprit européen<sup>12</sup>».

<sup>10.</sup> Robert D. Putnam (1996). «The Strange Disappearance of Civic America», *The American Prospect*, vol. 7, n° 24.

<sup>11.</sup> Michael Sandel (1996). Democracy Discontent. America in Search of a Public Philosophy, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press.

<sup>12.</sup> *Le Monde*, 26 novembre 2004. L'élection en France de Nicolas Sarkozy, deux ans plus tard, semble lui donner raison.

Ce questionnement à l'œuvre dans la société américaine rejoint largement les préoccupations d'un philosophe français comme Marcel Gauchet. «L'individu privé d'aujourd'hui, écrit-il, se définit par sa déliaison foncière d'avec la société. La politique l'intéresse dans la mesure où elle offre une scène à sa singularité identitaire. L'économie le concerne pour autant qu'elle lui permet d'obtenir la satisfaction de ses appétits personnels en termes d'argent et de consommation<sup>13</sup>. » Mais cela ne fait pas une politique. Les droits de l'Homme, concluait le philosophe, expriment la société moderne, mais ils laissent béante la question de son gouvernement.

Certains ont vite conclu que nous n'étions plus qu'une société d'individus et de groupes isolés. La droite comme la gauche américaine ont accentué ce travers. La droite néolibérale en laissant les individus se débrouiller seuls dans la jungle économique. La gauche en réduisant la société à ses groupes d'intérêt (gais, Noirs, femmes...). Pourtant, dans les années 1960 et 1970, la gauche était parvenue à s'élever au-dessus des particularités de chacun avec son idéal de société juste, la Great Society. Depuis 30 ans, la droite américaine a été plus habile que la gauche à faire rêver, à rassembler, non pas seulement les individus et les groupes d'intérêt, mais le peuple américain dans son entier. Cela ne veut pas dire que l'avenir appartient à la droite. Au contraire, si l'analyse des conditions actuelles démontre une chose, c'est justement que les cartes sont en train d'être rebrassées et le jeu politique de s'ouvrir. L'avenir appartiendra à ceux qui parviendront à s'élever au-dessus des intérêts particuliers mais surtout à faire rêver tous les Américains.

#### BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- GAUCHET, Marcel (1985). Le désenchantement du monde, une histoire politique de la religion, Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque des sciences humaines».
- GAUCHET, Marcel (2002). La démocratie contre elle-même, Paris, Gallimard, coll. «Tel».
- LERNER, Michael (2006). The Left Hand of God: Taking Back Our Country from the Religious Right, San Francisco, Harper.
- PUTNAM, Robert D. (2000). Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community, New York, Simon & Schuster.
- Sandel, Michael (1996). Democracy Discontent. America in Search of a Public Philosophy, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press.
- WOOLDRIDGE, Adrian et John Micklethwait (2005). The Right Nation. Conservative Power in America, New York, Penguin Book.

<sup>13.</sup> Marcel Gauchet (2002). La démocratie contre elle-même. Paris. Gallimard. coll. «Tel».

## Bibliographie générale

- Adams, Arlin et Charles Emmerich (1990). A Nation Dedicated to Religious Liberty: The Constitutional Heritage of the Religion Clauses, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- Adams, Michael (2003). Fire and Ice: The United States, Canada and the Myth of Converging Values, Toronto, Penguin Canada.
- ADAMS, Michael (2005). American Backlash: The Untold Story of Social Change in the United States, Toronto, Viking Canada.
- Albright, Madeleine (2006). The Mighty and the Almighty: Reflections on America, God, and World Affairs, New York, Harper Collins.
- ALDRICH, John (1995). Why Parties? The Origins and Transformation of Political Parties in America, Chicago, University of Chicago Press.
- ALTMAN, Dennis (1971). *Homosexual: Oppression and Liberation*, New York, Avon.
- BAWER, Bruce (dir.) (1996). Beyond Queer: Challenging Gay Left Orthodoxy, New York, Free Press.
- BEN BARKA, Mokhtar (1999). La nouvelle droite américaine Des origines à l'affaire Lewinsky, Paris, Éditions du Temps.
- BERGGREN, Jason et Nicol RAE (2006). « Jimmy Carter and George W. Bush: Faith, Foreign Policy, and an Evangelical Presidential Style », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 36, n° 4, décembre.
- BERGMAN, Gerald (1999). «The Influence of Religion on President Eisenhower's Upbringing», Journal of American and Comparative Cultures, septembre.
- BOND, Jon R. et Richard Fleisher (dir.) (2000). *Polarized Politics: Congress and the President in a Partisan Era*, Washington, DC, CQ Press.
- CANNON, Lou (1991). President Reagan: The Role of a Lifetime, New York, Simon & Schuster.
- COLEMAN, John J. (1997). «The Decline and Resurgence of Congressional Party Conflict», *Journal of Politics*, n° 59, février.

- CORBO, Claude (2004). Les États-Unis d'Amérique. Tome II: Les institutions politiques, Québec, Septentrion.
- DAVID, Charles-Philippe (2004). Au sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis depuis 1945, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- DAVID, Charles-Philippe, Louis BALTHAZAR et Justin VAÏSSE (2003). La politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs, formulation, Paris, Presses de Science Po.
- DAVIDSON, Roger H. et Walter J. OLESZEK (2005). Congress & Its Members, 10e éd., Washington, DC, CQ Press.
- DEERING, Christopher J. et Steven S. SMITH (1997). Committees in Congress, 3e éd., Washington, DC, CQ Press.
- DEIBEL, Terry (2002). «How a Treaty Dies», Foreign Affairs, vol. 81, n° 5, septembre/octobre.
- DODD, Lawrence C. et Bruce OPPENHEIMER (2005). Congress Reconsidered, 8e éd., Washington, DC, CQ Press.
- EDWARDS III, George (dir.) (2004). Readings in Presidential Politics, Toronto, Thomson-Wadsworth.
- FARRIS, Anne, Richard NATHAN et David WRIGHT (2004). The Expanding Administrative Presidency: George W. Bush and the Faith-based Initiative, Washington, The Roundtable on Religion and Social Policy.
- FATH, Sébastien (2002). Billy Graham, pape protestant?, Paris, Albin Michel.
- FATH, Sébastien (2004). Dieu bénisse l'Amérique La religion de la Maison-Blanche, Paris, Seuil.
- FATH, Sébastien (2005). Militants de la Bible aux États-Unis, Paris, Autrement. coll. «Frontières».
- FENNO, Richard F. (1973). Congressmen in Committees, Boston, Little Brown.
- FLEISHER, Richard et Jon R. BOND (2000). «Partisanship and the President's Quest for Votes on the Floor of Congress», dans Polarized Politics: Congress and the President in a Partisan Era, Washington, DC, CQ Press.
- FLINT, Andrew et Joy PORTER (2005). «Jimmy Carter: The Re-Emergence of Faith-based Politics and the Abortion Rights Issue», Presidential Studies Quarterly, vol. 35, n° 1, mars.
- Frachon, Alain et Daniel Vernet (2004). L'Amérique messianique: les guerres des néo-conservateurs, Paris, Seuil.
- FREY, William et Ross DEVOL (2000). «America's Demography in the New Century: Aging Baby Boomers and New Immigrants as Major Players », Policy Brief, Milken Institute, 8 mars.
- GAGNON, Frédérick (dir.) (2006). Le Congrès des États-Unis, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- GAUCHET, Marcel (1985). Le désenchantement du monde, une histoire politique de la religion, Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque des sciences humaines».

- GAUCHET, Marcel (2002). La démocratie contre elle-même, Paris, Gallimard, coll. «Tel».
- GOLDWATER, Barry (1994). The Conscience of a Conservative, réédition, Washington, DC, Regnery Publishing Inc.
- Greenberg, Stanley (2005). The Two Americas: Our Current Political Deadlock and How to Break It, New York, St. Martin's Press.
- HAINE, Jean-Yves (2004). Les États-Unis ont-ils besoin d'alliés?, Paris, Pavot.
- HIMMELFARB, Gertrude (1999). One Nation, Two Cultures, New York, Knopf.
- HURTGEN, James (2002). The Divided Mind of American Liberalism, New York, Lexington Books.
- JONES, Christopher M. (2002). « Rejection of the Comprehensive Test Ban Treaty: The Politics of Ratification », dans Ralph G. Carter (dir.). Contemporary Cases in U.S. Foreign Policy: From Terrorism to Trade, Washington, DC, CQ Press, p. 160-195.
- KAGAN, Robert (2003). La puissance et la faiblesse, Paris, Plon.
- KAGAN, Robert et William Kristol (dir.) (2000). Present Dangers: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy, San Francisco, Encounter Books.
- KASPI, André et al. (2004). La civilisation américaine, Paris, Presses universitaires de France, coll. «Quadrige».
- KIRK, Russell (2001). The Conservative Mind, 7° éd., Washington, DC, Regnery Publishing Inc.
- KIRK, Russell (2003). The Roots of American Order, réédition, Washington, DC,
- KLINKNER, Philip A. (dir.) (1996). Midterm: The Elections of 1994 in Context, Boulder, Westview Press.
- KOTLIKOFF, Laurence et Scott BURNS (2004). Coming Generational Storm: What You Need to Know about America's Economic Future, Boston, MIT Press.
- LERNER, Michael (2006). The Left Hand of God: Taking Back Our Country from the Religious Right, San Francisco, Harper.
- LIEVEN, Anatol (2004). America Right or Wrong: An Anatomy of American Nationalism. New York, Oxford University Press.
- MANN, James (2004). The Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet. New York, Viking.
- MASSEY, Douglas (2005). Return of the «L» Word. A Liberal Vision for the New Century, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- McGuire, Kevin et James Stimson (2004). «The Least Dangerous Branch Revisited: New Evidence on Supreme Court Responsiveness to Public Preferences», The Journal of Politics, vol. 66, n° 4, novembre.
- MCKAY, David, David HOUGHTON et Andrew WROE (2002). Controversies in American Politics and Society, Oxford, Blackwell Publishers.
- MICKLETHWAIT, John et Adrian WOOLDRIDGE (2004). The Right Nation. Conservative Power in America, New York, Penguin Books.

- MOENS, Alexander (2004). The Foreign Policy of George W. Bush: Values, Strategy and Loyalty, Burlington, Ashgate.
- NASH, George (1996). The Conservative Intellectual Movement in America since 1945, réédition de l'ouvrage de 1976, Wilmington, DE, Intercollegiate Studies Institute.
- NAU, Henry (2002). At Home Abroad: Identity and Power in American Foreign Policy, Ithaca, Cornell University Press.
- NEWMAN, Leslea (1989). Heather Has Two Mommies, Boston, Alyson Wonderland.
- NOBLE, Charles (2004). The Collapse of Liberalism. Why America Needs a New Left, New York, Rowman & Littlefield Publishers Inc.
- OLESZEK, Walter J. (2004). Congressional Procedures and the Policy Process, Washington, DC, CQ Press.
- PERLSTEIN, Rick (2005). The Stock Ticker and the Superjumbo: How the Democrats Can Once Again Become America's Dominant Political Party, Chicago, Prickly Paradigm Press.
- PUTNAM, Robert D. (2000). Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community, New York, Simon & Schuster.
- RESNICK, Philip (2003). The European Roots of Canadian Identity, Peterborough, ON, Broadview Press.
- RICARD, Serge dir. (1999). États-Unis d'hier, États-Unis d'aujourd'hui Mélanges en l'honneur de Jean-Pierre Martin, Paris, L'Harmattan.
- ROCKMAN, Bert A. (2004). «Presidential Leadership in an Era of Party Polarization - The George W. Bush Presidency», dans Colin Campbell et Bert A. Rockman (dir.), The George W. Bush Presidency: Appraisals and Prospects, Washington, DC, CQ Press.
- ROTHKOPF, David J. (2005). Running the World: The Inside Story of the National Security Council and the Architects of American Power, New York, Public Affairs.
- SABATO, Larry (2006). «2006: The Big Picture: Twelve Days and Counting», Larry J. Sabato's Crystal Ball, 26 octobre. <www.centerforpolitics.org/ crystalball/article.php?id=LJS2006102601>.
- SANDEL, Michael (1996). Democracy Discontent. America in Search of a Public Philosophy, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press.
- Scott, James (dir.) (1998). After the End: Making U.S. Foreign Policy in the Post-Cold War World, Durham, NC, Duke University Press, p. 108-137.
- SINCLAIR, Barbara (2004). «Leading and Competing: The President and the Polarized Congress », dans George C. Edwards III et Philip John Davies (dir.), New Challenges for the American Presidency, New York, Longman.
- STONECASH, Jeffrey, Mark Brewer et Mark Mariani (2003). Diverging Parties: Social Change, Realignment, and Party Polarization, Boulder, Westview Press.
- SULLIVAN, Andrew (1995). Virtually Normal: An Argument about Homosexuality, New York, Knopf.

- TERTRAIS, Bruno (2005). Quatre ans pour changer le monde L'Amérique de Bush 2005-2008, Paris, Autrement, CERI.
- TOCQUEVILLE, Alexis de (1986). De la démocratie en Amérique. Tome 1, réédition, Paris. Flammarion.
- TROY, Gil (2006). Hillary Rodham Clinton Polarizing First Lady, Lawrence, University Press of Kansas.
- VAÏSSE, Justin (2004). «La croisade des néo-conservateurs», L'Histoire, février.
- Vallet, Élisabeth et David Grondin (dir.) (2004). Les élections présidentielles américaines, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- WALDMAN, Paul (2006). Being Right Is Not Enough. What Progressives Must Learn from Conservative Success, Hoboken, NJ, John Wiley & Sons Inc.
- WHITE, Edmund (1994). The Burning Library: Essays, New York, Knopf.
- WILLHOITE, Michael (1990). Daddy's Roommate, Boston, Alyson Wonderland.
- WILSON, James Q. et John J. DILULIO Jr. (2004). American Government: Institutions and Policies, 9e éd., Boston, Houghton Mifflin Company.
- WITCOVER, Jules (2003). Party of the People. A History of the Democrats, New York, Random House.
- WOLFENSBERGER, Donald R. (2004). «Pols Apart», The Washington Quarterly, automne.
- ZAKARIA, Fareed (1998). From Wealth to Power. The Unusual Origins of America's World Role, Princeton, Princeton University Press.

## Index

### A

affaire Iran-Contra, 4, 6, 110 affaire Lewinsky, 5, 34, 157 Afghanistan, 93, 107, 122 American Enterprise Institute, 58 avortement, 2-4, 34, 37, 75, 80, 82, 88, 100, 101, 131, 149 axe du Mal, 79, 119, 122

#### B

Bowers v. Hardwick, 48
Buckley Jr., William, 16, 17
Bush, George Herbert Walker, 20, 22, 44, 81
Bush, George W., 4-6, 8, 16, 23, 28, 32, 33, 35, 37, 39, 43, 44, 46, 70, 79, 80, 84, 88, 91-93, 95, 97, 101, 103, 104, 106, 107, 120, 122, 127, 130, 132, 135, 140-145, 148-151, 153, 157, 158, 160, 167

#### C

Carter, Jimmy, 4, 20, 22, 32, 42, 76, 80, 93, 153, 154, 157-159 cellules souches, 2, 88, 98 Cheney, Richard, 105-107, 109-111, 116, 119, 123, 125, 140, 141 Civil Rights Act, 72, 73 Clinton, Bill, 5, 6, 15, 19, 22, 23, 28, 38, 39, 49, 74, 76, 81, 94,

100-102, 123, 140, 149, 151, 153, 154, 161
Clinton, Hillary, 5, 6, 15, 23, 28, 38, 39, 49, 74, 94, 100, 101, 123, 140, 151, 153, 161
CNN, 59-62, 88, 101, 107
coalitions bipartisanes, 92
communisme, 7, 16, 17, 19-21, 24, 74, 79, 113
Comprehensive Test Ban Treaty, 93, 159
Constitution des États-Unis, 15, 17, 28, 33, 71, 73
Contract with America, 22

#### D

Déclaration d'indépendance, 15 Defense Planning Guidance, 111, 120 DeLay, Tom, 54, 88

#### E-F

Economic Recovery Act, 4
Église catholique américaine, 132
Eisenhower, Dwight, 4, 15, 16,
23, 37, 80, 149, 157
évangéliques, 28, 33, 37, 101
fédéralisme, 15
Fox News, 60-63
frappes préventives, 140
Frum, David, 113, 115

gais et lesbiennes, 8, 42, 45, 47-49, 51 Gingrich, Newt, 5, 6, 22, 23, 43 Goldwater, Barry, 3, 4, 6, 8, 17-19, 25, 83, 159, 168 Great Society, 3, 15, 70, 72, 73, 79, 156 guerre en Irak, 6, 24, 25, 39, 54, 56, 57, 70, 88, 99, 108, 117, 120, 123, 132, 136, 150 Guerre froide, 16, 17, 79, 104, 108-111, 113, 120, 140, 143, 145, 150 guerres culturelles, 35

#### H-I-I

Heritage Foundation, 7, 19, 35, 58, 168 Initiative de Défense stratégique, 5, 21 Intelligent Design, théorie de l', 148 interventionnisme étatique, 2, 3, Johnson, Lyndon B., 3, 15, 18, 29, 70-74, 79, 99, 101, 149

#### K-L

Kagan, Robert, 109, 110, 112, 114, 120, 124-126, 140, 146, 159 Kennedy, John F., 17, 18, 22, 32, 70-72, 79, 101, 151, 154 Kerry, John, 38, 60, 70, 76, 80, 81, 89, 94, 101, 151 Kirk, Russell, 8, 14, 15, 17, 25, 29, 159 Kristol, William, 109, 110, 113, 114, 116, 124, 126, 150, 151, 159 libéralisme, 3, 6-8, 15, 34, 42, 69, 70, 71, 73, 74, 78, 80, 81, 155 liberté ordonnée, 14, 25 Log Cabin Republican Club, 46 Luther King Jr., Martin, 22, 72, 79

#### M-N-O

mariages entre conjoints de même sexe, 37, 46-48, 50, 51, 75, 80, 83, 88, 101 messianisme, 5, 29, 33, 140, 143-National Review, 16-19, 61 National Security Strategy, 93, 117, 118 néoconservateurs, 3, 6, 8, 20, 22, 33, 35, 103-116, 118-126, 131, 140, 142-145, 150, 151, 158, New Deal, 2, 3, 15, 16, 19, 21, 25, 42, 70, 72, 73, 79, 101, 154 New Democrats, 74 Nixon, Richard, 4, 20, 43, 44, 54, 73, 80, 111 Noirs, 3, 8, 42-45, 71, 73 Nouvelle Droite, 20, 32 ouragan Katrina, 6, 44, 46, 84, 88, 93, 97

84, 88-90, 92, 94-96, 98-101, 124, 132, 133, 141, 148, 151-Parti républicain, 4-6, 8, 16, 18, 20, 23, 24, 33-35, 37, 38, 42-46, 49, 51, 54, 56, 58, 62, 70, 71, 73, 74, 76, 78-81, 83, 84, 88-90, 92, 94-101, 130-133, 141, 148, 150, 151, 153, 155 peine de mort, 2, 38, 132, 133 Pelosi, Nancy, 98 Perle, Richard, 106, 113, 115, 150 polarisation, 35-37, 60, 65, 91, 152, 153 progressisme, 80, 83 protocole de Kyoto, 94, 135

Parti démocrate, 3, 6-8, 20, 23,

24, 37, 38, 43, 45, 54, 56, 58,

62, 70, 71, 73-76, 78-81, 83,

#### R-S-T

Reagan, Ronald, 4, 5, 8, 16, 18-25, 32, 42, 43, 48, 78, 79, 81, 113, 120, 149, 151, 157, 168
Rice, Condoleezza, 44, 105, 141-143, 145, 146, 151
Roosevelt, Franklin Delano, 3, 15, 22, 70, 72, 73, 79, 80, 154, 169
Rove, Karl, 5, 33, 34, 84
Rumsfeld, Donald, 105, 106, 109-111, 116, 118, 119, 123-125, 140, 141
Schiavo, Terri, 7, 36, 131, 132, 148, 153
Southern Strategy, 73

Taft, Robert, 6, 16 terrorisme, 39, 54, 56, 79, 80, 109, 118-120, 126, 131, 132, 151 Truman, Harry, 16, 70, 73, 79, 151, 154, 155

#### u-v-w

USA Patriot Act, 92, 93, 98 Vietnam, 4, 22, 73, 79, 110, 152 Watergate, 4, 20, 22, 110 Weekly Standard, 7, 35, 61 Wilson, Woodrow, 72, 79, 89, 92, 113, 151, 152, 161 Wolfowitz, Paul, 106-111, 116, 118, 119, 124, 144, 151

# À propos des auteurs

#### Les directeurs

Charles-Philippe David est professeur de science politique, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis à l'Université du Québec à Montréal. Membre de l'Académie des lettres et des sciences humaines de la Société royale du Canada, il est lauréat du prix Jean-Finot de l'Institut de France. Boursier Fulbright, il a enseigné à l'Université Duke et à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) aux États-Unis, ainsi que dans plusieurs universités françaises. Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université Princeton.

Julien Tourreille est chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Toulouse et de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas, il est étudiant au doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal. Ses principaux intérêts de recherche concernent les doctrines militaires et la politique étrangère des États-Unis, les dynamiques sociales et électorales américaines, ainsi que la notion d'empire en relations internationales. Il a publié des chapitres dans plusieurs ouvrages, dont La présidence des États-Unis, dirigé par Élisabeth Vallet (2005), et Hegemony or Empire? The Redefinition of U.S. Power under George W. Bush, dirigé par Charles-Philippe David et David Grondin (2006).

#### Les auteurs

Louis Balthazar est diplômé de l'Université de Montréal (maîtrise en littérature française, 1955) et de l'Université Harvard (Ph. D. en science politique, 1971). Il est professeur émérite du Département de science politique de l'Université Laval. Ses recherches portent sur la politique étrangère des États-Unis, sur les relations canado-américaines et sur le

nationalisme. Il a publié plusieurs ouvrages sur ces sujets: Bilan du nationalisme au Québec (1986: prix Air Canada 1987); La politique étrangère des États-Unis: fondements, acteurs, formulations (avec Charles-Philippe David et Justin Vaïsse, 2003); Le Québec dans l'espace américain (avec Alfred O. Hero Jr, 1999: prix Richard-Arès 1999); et Contemporary Québec and the United States (1988)

Barthélémy Courmont, docteur en sciences politiques (Université Paris VII, thèse sur l'utilisation de la bombe atomique à Hiroshima), est chercheur spécialisé dans les questions nucléaires, la politique étrangère des États-Unis et les relations transatlantiques à l'IRIS. Il est titulaire du DESS Défense de l'Université Paris II (deuxième prix IHEDN 2001 dans la catégorie « mémoires DESS »), du diplôme troisième cycle « stratégies et politique de défense» de l'École des Hautes Études internationales. En 1998-1999, il a suivi à l'Université Columbia de New York les enseignements de la School of International and Public Affairs (SIPA) en tant que visiting scholar. Barthélémy Courmont a récemment publié, notamment, L'empire blessé: Washington à l'épreuve de l'asymétrie (2005).

Lee Edwards, Ph. D., est chercheur émérite en pensée conservatrice au Centre B. Kenneth Simon d'études américaines de la Heritage Foundation. Il a publié 17 ouvrages sur les grandes figures et les institutions du mouvement conservateur américain, notamment des biographies de Ronald Reagan et de Barry Goldwater ainsi qu'une histoire de la Heritage Foundation.

Frédérick Gagnon est doctorant et chargé de cours en science politique à l'Université du Québec à Montréal. Il est également chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Il a publié en 2006 Le Congrès des États-Unis.

Jean-Frédéric Légaré-Tremblay, titulaire d'une maîtrise en relations internationales de l'Université du Québec à Montréal, est chercheur associé à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et journaliste indépendant.

Karine Prémont est candidate au doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal, professeure au Collège André-Grasset et chercheure associée à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Elle a récemment collaboré aux ouvrages Faire la paix, sous la direction d'Yvan Conoir et Gérard Verna, et La présidence des États-Unis, sous la direction d'Élisabeth Vallet. Son premier ouvrage, La télévision mène-t-elle le monde?, est paru aux Presses de l'Université du Québec en juin 2006.

Christian Rioux est depuis dix ans le correspondant européen permanent du journal Le Devoir. Il participe régulièrement à plusieurs émissions de radio et de télévision, dont l'émission de politique internationale Kiosque diffusée sur TV5, et collabore à plusieurs magazines québécois. Récipiendaire du Nieman Fellowship de l'Université Harvard en 2003

ainsi que de plusieurs prix de journalisme canadiens et québécois, il est l'auteur de Carnets d'Amérique (2005), récit de l'année qu'il a passée aux États-Unis.

Greg Robinson est professeur d'histoire à l'Université du Québec à Montréal où il est spécialiste en histoire des États-Unis au XXº siècle. Membre associé de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, il est l'auteur du livre By Order of the President: FDR and the Internment of Japanese Americans et directeur de l'Encyclopedia of African American Culture and History.

Élisabeth Vallet est titulaire d'un doctorat en droit public de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble. Elle est actuellement chercheure à la Chaire de recherche du Canada en relations internationales de l'Université du Québec à Montréal. Elle a dirigé l'ouvrage La présidence des États-Unis, paru en 2005, et est également l'auteure de plusieurs chapitres et d'articles scientifiques parus dans Études internationales, French Politics, L'année stratégique, Diplomatie et La Revue du droit public.



#### Collection dirigée par Élisabeth Vallet et Charles-Philippe David

#### Le congrès des États-Unis

Sous la direction de Frédérick Gagnon 2006, ISBN 2-7605-1416-1, 336 pages

#### La télévision mène-t-elle le monde?

Le mythe de l'effet CNN sur la politique étrangère des États-Unis *Karine Prémont* 2006, ISBN 2-7605-1391-2, 252 pages

### La présidence des États-Unis

Sous la direction d'Élisabeth Vallet 2005, ISBN 2-7605-1364-5, 392 pages

#### Les constitutions arabes et l'Islam

Les enjeux du pluralisme juridique *Sabine Lavorel* 2005, ISBN 2-7605-1333-5, 220 pages

#### L'empire blessé

Washington à l'épreuve de l'asymétrie *Barthélémy Courmont* 2005, ISBN 2-7605-1332-7, 288 pages

#### Les élections présidentielles américaines

Sous la direction d'Élisabeth Vallet et David Grondin 2004, ISBN 2-7605-1286-X, 302 pages



econservatisme est une composante majeure de la psyché américaine. En progression constante depuis les années 1960, il a acquis une résonance particulière avec les victoires récurrentes du Parti républicain, dont le programme se fonde sur cette idéologie. La réélection de George W. Bush en novembre 2004 en a même conduit certains – notamment le stratège républicain Karl Rove – à affirmer l'avènement d'une véritable ère conservatrice destinée à dominer la vie politique américaine pour les trente prochaines années. Comment alors expliquer les profonds désaccords envers certaines politiques de l'administration Bush ou les revers électoraux subis par les républicains lors des élections de mi-mandat?

Cet ouvrage présente les origines, fondements et acteurs du conservatisme américain; évalue sa dimension religieuse et sa place dans les médias; expose son influence sur les enjeux de société ainsi que dans l'élaboration de la politique étrangère; et répond à des questions telles que: des États-Unis conservateurs peuvent-ils s'entendre avec des alliés traditionnels (Canada, Québec, Europe) qui se veulent plus progressistes? les démocrates et les libéraux ont-ils un avenir dans une Amérique conservatrice?



Charles-Philippe DAVID est professeur de science politique, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis à l'Université du Québec à Montréal.



Julien TOURREILLE est chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Toulouse et de l'Université Paris-II Panthéon-Assas, il est étudiant au doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal.

#### ONT COLLABORÉ À CET OUVRAGE

LOUIS BALTHAZAR
BARTHÉLÉMY COURMONT
CHARLES-PHILIPPE DAVID
LEE EDWARDS
FRÉDÉRICK GAGNON
JEAN-FRÉDÉRIC
LÉGARÉ-TREMBLAY
KARINE PRÉMONT
CHRISTIAN RIOUX
GREG ROBINSON
JULIEN TOURREILLE
ÉLISABETH VALLET



ISBN 978-2-7605-1496-6